



Université Toulouse - Jean Jaurès

**Institut Pluridisciplinaire pour les Études sur les Amériques
à Toulouse (IPEAT)**

**Master mention Civilisations, Cultures et Sociétés
Parcours
ESCAM**

**Approche intergénérationnelle dans la construction des mémoires du
Massacre Laja - San Rosendo au Chili (1973-2024).**

Mémoire de première année présenté par :
Manola ARANEDA SILVA

Sous la direction de :
M. Franck GAUDICHAUD

Année Universitaire 2023-2024

Je remercie toutes les personnes qui ont participé aux entretiens pour ce travail et qui m'ont confié leur temps, leurs réflexions et leurs expériences.

Merci à toutes.tous mes proches, ami.e.s et famille qui m'ont soutenu le long de ce travail.

Merci aussi à mon encadrant pour ces orientations, ainsi que pour la patience et la compréhension de ma maîtrise du temps.

Table de matières

Table de matières.....	3
Introduction.....	4
I. Contexte historique, cadres théorique et méthodologique.....	7
1. Contexte historique.....	7
a. Contexte régional et national.....	7
b. Le Massacre Laja-San Rosendo.....	16
c. Agrupación de Familiares de detenidos desaparecidos : un acteur central.....	28
2. Cadre théorique et conceptuel, état de l'art.....	34
a. Savoirs situés : fondements épistémologiques.....	34
b. La notion de mémoire.....	37
c. Comprendre la notion de transmission intergénérationnelle.....	43
d. La notion de victime.....	46
3. Cadre méthodologique.....	48
a. Développement de la problématique et hypothèses.....	48
b. Outils méthodologiques.....	49
c. Focale sur la génération ciblée et les participant.e.s.....	53
II. Construire les mémoires du massacre : au croisement de multiples dimensions.....	59
1. La transmission directe.....	59
a. Le récit des événements.....	59
b. Le vécu d'une expérience traumatique.....	65
c. Impact des événements jusqu'à nos jours.....	69
2. Le présent : les empreintes d'un passé non révolu.....	74
a. Construction des mémoires à cinquante ans du coup d'État.....	74
b. Estallido social et processus constituant.....	79
c. Vérité et justice : une lutte de longue haleine.....	83
3. Éléments qui configurent les mémoires en interaction avec le contexte de transmission familiale.....	88
a. Traces documentaires du massacre.....	88
b. Productions artistiques et culturelles.....	90
c. Éducation.....	94
III. Conclusion.....	96
Bibliographie.....	101
Annexe 1 : Guide d'entretien.....	107
Annexe 2 : Tableau qui regroupe les résultats des questionnaires réalisés auprès de chaque participant.e au début des entretiens.....	108
Annexe 3: Exemple d'une transcription d'entretien (entretien Marcela).....	109

Introduction

Le 11 septembre 2023 a marqué le 50ème anniversaire du coup d'État qui a renversé le gouvernement du président Salvador Allende au Chili. Cet événement a conduit à l'instauration d'une dictature civico-militaire qui se prolongea jusqu'à 1990. Pendant cette période, la mise en place de l'état d'exception constitutionnel a suspendu de nombreuses garanties individuelles et collectives. Cela a permis à l'État de pratiquer une politique systématique de mort, de torture, dont des violences sexuelles, de disparitions forcées, d'exil et de menace constante envers la population qui avait soutenu le gouvernement de l'Unité Populaire (*Unidad Popular*). Parallèlement, la concentration des pouvoirs de l'État par la junte militaire a entraîné l'adoption de réformes économiques et sociales orientées vers un modèle néolibéral, qui se sont perpétuées à travers la Constitution de 1980, imposant ainsi un nouvel ordre sociopolitique.

Les conséquences humaines, sociales, politiques et économiques de cette période dictatoriale qui marque un avant et un après dans l'histoire du pays, perdurent encore aujourd'hui. Cela explique le caractère fort controversé de cette date dans la société chilienne, où coexistent des visions radicalement opposées de cette période. Ainsi, cet anniversaire fait émerger différents questionnements concernant les mémoires de la dictature. Depuis les sciences sociales, notamment à partir des années 90, plusieurs disciplines ont consacré leurs efforts à analyser et appréhender les effets et les implications de cette période de terrorisme d'État qui a produit des blessures qui ont encore du mal à cicatriser aujourd'hui.

Parmi ces recherches, la construction des mémoires apparaît comme une tâche essentielle pour parvenir à dépasser l'horreur et cicatriser ces blessures qui apparaissent aujourd'hui comme des fissures profondes dans la société chilienne. Dans ce sens, ces travaux ont traité de sujets tels que: les espaces (musées, monuments, entre autres) comme véhicules de mémoire (Jelin, E. & Langland V., 2003¹; Jara, D., 2018²), l'établissement de mémoires emblématiques de la dictature (Stern, S., 1998³), ou la production des politiques mémorielles

¹ Elizabeth Jelin et Victoria Langland, *Monumentos, memoriales y marcas territoriales*. Buenos Aires. Argentina : Siglo XXI, 2003.

² Daniela Jara, « Ética, estética y política del duelo: el Museo de la Memoria y los Derechos Humanos en Chile », *A Contracorriente: Una Revista De Estudios Latinoamericanos*, vol. 15, no 2, 2018.

³ Steve Stern, « De la memoria suelta a la memoria emblemática: hacia el recordar y el olvidar como procesos histórico (Chile, 1973- 1998) »; 1998 in Elizabeth Jelin, *Las conmemoraciones: Las disputas en las fechas "in-felices"*. Buenos Aires: Siglo XXI, pp. 11-33.

dans les discours quotidiens (Reyes, MJ., Muñoz, J., et Vázquez, F., 2013⁴). Plus récentes sont les recherches concernant la construction de mémoires de la dictature d'après une logique générationnelle. Cette question nous apparaît pertinente au moment où nous assistons à un relais générationnel puisque qu'il reste chaque fois moins de témoins directs du commencement de la dictature. Plusieurs questionnements émergent dans ce sens. Comment transmettre ? Que transmettre aux nouvelles générations ? Quelle est la place de ces dernières dans les processus de construction de mémoires ?

C'est ainsi que de plus en plus de recherches dans le champ des mémoires en sciences sociales mettent l'accent sur le rôle des nouvelles générations dans des sociétés fracturées par des événements traumatiques. En tenant compte des analyses scientifiques qui ont été faites autour de cette période, nous constatons qu'elles se concentrent essentiellement sur la capitale du pays et dans les centres urbains. De ce fait, il nous semble important d'élargir le champ des recherches aux événements régionaux moins étudiés. Dans cette perspective, la ligne de recherche que nous allons développer dans la présente étude, sera consacrée à la place des membres de la troisième génération des familles des victimes dans le processus de construction des mémoires autour du massacre Laja-San Rosendo. Cet événement communément appelé « Masacre de Laja-San Rosendo », ou « Caso Laja-Yumbel » ou encore « Matanza de los 19 de Laja », concerne la détention, la disparition forcée et l'exécution de 19 travailleurs et étudiants, habitants des villes de Laja et San Rosendo, entre le 13 et le 18 septembre 1973. Il s'agit d'un des nombreux cas de crimes commis par l'État pendant la dictature de Pinochet où des civils ont collaboré à ces exactions avec les forces de l'ordre. Cet événement témoigne ainsi de l'alliance concrète entre le pouvoir militaire et une partie de la société civile qui a bénéficié de ces crimes.

Nous allons nous intéresser à la circulation des récits concernant cet événement au sein des familles de victimes : comment la troisième génération des familles des victimes du Massacre Laja San Rosendo construit les mémoires de cet événement dans un contexte de transmission intergénérationnelle ? Cette recherche sera menée principalement autour des narrations de la troisième génération des familles des 19 travailleurs assassinés lors du Massacre Laja-San Rosendo de 1973.

⁴ María José Reyes, Juan Muñoz et Félix Vázquez, « Políticas de Memoria Desde los Discursos Cotidianos: La Despolitización del Pasado Reciente en el Chile Actual », *Psyche*, vol. 22, no 2, 2013, p. 161-173.

Pour répondre à cette problématique, nous avons choisi d'employer une méthodologie de caractère qualitatif, plus particulièrement la réalisation d'entretiens semi-directifs auprès de membres de la troisième génération des familles des victimes. Notre objectif est de pouvoir appréhender les processus de construction de mémoire à travers les subjectivités et les singularités des expériences diverses des enquêté.e.s. Par la suite, nous allons compléter ces entretiens par un travail sur les publications et livres existants, ainsi que par des archives historiques disponibles.

I. Contexte historique, cadres théorique et méthodologique

1. Contexte historique

a. Contexte régional et national

La prise de pouvoir des États par la force à travers des putschs, et l'imposition d'autorités militaires à la tête des pays, ont balayé des projets politiques transformateurs dans des nombreux pays d'Amérique latine à partir des années 1950. Cette prise de pouvoir qui se traduit par l'irruption de dictatures civico-militaires successives, a engendré des processus de militarisation systématiques et stratégiques afin d'annihiler les idéologies politiques qui mettaient en péril les intérêts économiques et politiques des classes dominantes, au-delà des frontières nationales. Ces processus sont issus d'une coordination supranationale et s'articulent autour de la « Doctrine de sécurité nationale » promue par les États-Unis pendant la guerre froide. Dans un contexte de fortes tensions et de polarisation internationale, les pays latino-américains étaient aussi touchés par les tensions et disputes idéologiques autour des deux modèles sociaux et politiques bien opposés, incarnés par les puissances mondiales des États-Unis (EEUU) et de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS).

Dans ce contexte de guerre froide, la conception du monde des gouvernements étasuniens s'est construite autour d'une bipolarité radicale ce qui les mène à considérer toute tentative d'indépendance nationale comme dangereuse pour la « sécurité régionale ». L'avancée de projets politiques révolutionnaires en Amérique latine, dotés d'une forte organisation syndicale et populaire à partir des années 50 était alors perçue par le gouvernement des EEUU, indépendamment de leur appartenance politique, comme une possible entrave à sa mainmise. Les politiques mises en œuvre lors de ce processus de militarisation ont conduit à l'introduction de mesures économiques telles que la déréglementation, la décentralisation, la libéralisation et la privatisation, entre autres. Ces mesures ont ainsi amorcé le démantèlement de l'idée traditionnelle d'État, qui occupait un rôle central dans l'articulation de la vie politique et sociale à travers les institutions publiques. L'État a ainsi été délogé de sa position centrale dans la prise de décisions politiques et économiques, au profit du libéralisme

financier, qui a directement bénéficié aux secteurs les plus privilégiés, autant nationaux que transnationaux⁵.

Pour ce faire, les autorités militaires qui ont pris le contrôle des pays, ont eu recours au terrorisme d'État comme moyen de parvenir à soumettre et à discipliner les populations pour permettre l'application de leur doctrine. Il y a eu dans ce sens, un alignement régional des régimes dictatoriaux latinoaméricains qui, imbus de la doctrine de la sécurité nationale, ont exercé une répression politique brutale dans le but de supprimer les organisations de gauche et de freiner leur fort élan révolutionnaire. Ceci dans le but de promouvoir un nouveau modèle économique axé sur la garantie de bénéfices croissants pour les élites qui disposaient des ressources matérielles les plus importantes. Une politique d'extermination des opposants a été alors mise en marche dans une grande partie des pays d'Amérique Latine, avec l'intervention systématique des EEUU⁶.

Dans le cas du Chili, l'arrivée de Salvador Allende à la présidence en 1970, ainsi que le renversement de son gouvernement par un coup d'État en 1973, ont profondément marqué l'histoire du pays. La victoire électorale d'Allende le 4 septembre 1970 constitue un moment inédit dans l'histoire mondiale des démocraties de type occidental; il s'agit de la première fois qu'un candidat socialiste et ouvertement marxiste remporte une élection présidentielle. En pleine guerre froide, ce triomphe a conduit indubitablement à une intensification des tensions déjà existantes au niveau international et national, et a entraîné un climat de forte polarisation de la société chilienne.

Allende faisait partie de la coalition des partis de gauche, l'Unité Populaire (UP), qui défendait un programme politique de profondes transformations sociales et qui incarnait ce qu'on a nommé « la voie chilienne vers le socialisme ». C'est-à-dire, l'instauration d'un régime socialiste à travers la voie institutionnelle, dans le respect du droit et des libertés politiques. Le projet révolutionnaire de l'UP consistait à construire un État au service du peuple, doté d'une économie planifiée et basée largement sur la nationalisation des entreprises

⁵ Felipe Victoriano Serrano, « Estado, golpes de Estado y militarización en América Latina: una reflexión histórico política », *Argumentos*, vol. 23, no 64, 2010, p.176.

[http://www.scielo.org.mx/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S0187-57952010000300008&lng=es&nrm=iso].

⁶ Francisco Leal Buitrago, « La doctrina de seguridad nacional: materialización de la guerra fría en América del Sur », *Revista de Estudios Sociales*, no 15, 2003, p. 77.

[<http://journals.openedition.org/revestudsoc/26088>].

productives⁷. Ce projet s'inscrivait dans la continuité d'un processus d'articulation politique et sociale qui s'était développé dans le pays au cours des décennies précédentes. Cette dynamique a bâti dans le temps un terrain propice à l'émergence de cette expérience politique et sociale. Le programme de cette coalition était mis en avant dans une perspective de construction et d'approfondissement du « pouvoir populaire », ce qui explique aussi son succès dans les urnes.

Pendant les années 60 les organisations populaires et les syndicats s'étaient multipliés dans les villes et les campagnes. Le tissu social s'était alors considérablement élargi et cette articulation s'est caractérisée par une forte conscience sociale, par une importante participation des acteurs syndicaux et par l'exigence des changements réels et profonds pour le pays⁸. Ces mouvements populaires avaient largement soutenu la candidature d'Allende. Ceci est manifeste lorsqu'il arrive au palais présidentiel après la victoire électorale, où il prononce son discours entouré d'une mobilisation massive venue célébrer ce résultat qui se dessine moins comme une victoire électorale que comme une victoire collective du peuple.

a. 1. Gouvernement d'Allende et coup d'État

Néanmoins, le gouvernement de l'UP a été l'objet d'une opposition puissante, tant au niveau national qu'international. La droite chilienne, représentée par le « Parti national », ainsi que par une fraction de la « Démocratie chrétienne », a fait alliance pour s'opposer aux mesures du gouvernement qui visaient une restructuration socio-économique profonde. La coalition gouvernementale n'ayant pas la majorité au congrès, s'est retrouvée bloquée à plusieurs reprises pour pouvoir mettre en place son programme politique. Les mesures engagées dans ce programme comptaient, entre autres, de mettre fin aux monopoles économiques à travers la nationalisation des industries et des mines. Mais également, de mettre fin aux grands domaines à travers des expropriations pour une répartition plus juste de la terre, via un approfondissement de la réforme agraire initiée par les gouvernements précédents⁹.

⁷ Unidad Popular (Chile). Programa básico de gobierno de la Unidad Popular : candidatura presidencial de Salvador Allende . Disponible en Memoria Chilena, Biblioteca Nacional de Chile <https://www.memoriachilena.gob.cl/602/w3-article-7738.html> . Accedido en 12/7/2024.

⁸ Jonathan Muñoz Hidalgo, *La memoria del golpe en San Rosendo*, COARTCUL, Andros Ltda, San Rosendo, Chile, 2023, p.71.

⁹ Franck Gaudichaud, *Chili 1970-1973. Mille jours qui ébranlèrent le monde*. Rennes : Presses universitaires de Rennes, coll. « Des Amériques », 2013.

Les réactions de l'élite économique chilienne, qui voyait dans ces mesures une menace directe pour sa position de pouvoir et ses intérêts, ont été précoces. C'est ce dont témoigne Peter Kornbluh dans son ouvrage « Pinochet desclasificado » qui révèle plus de 25.000 documents secrets des États-Unis sur le Chili. Ces documents déclassifiés aux EEUU mettent en lumière l'alliance du gouvernement états-unien de l'époque avec l'élite chilienne contre le projet de l'UP. Cette abondante documentation retrace comment ce gouvernement a tenté d'empêcher l'arrivée d'Allende au pouvoir et témoigne du soutien économique et politique des États-Unis à la droite chilienne afin de déstabiliser le gouvernement d'Allende et de le renverser par la force. Parmi ces preuves il y a notamment des notes de réunions secrètes entre Nixon et Agustín Edwards (directeur du quotidien « El Mercurio ») qui attestent du voyage du propriétaire de El Mercurio a Washington en septembre 1970 dans l'objectif d'exhorter l'action du gouvernement de Nixon à ce sujet (Kornbluh, 2023, documents 2, 3 et 4¹⁰).

La conspiration civile et militaire visant à renverser le gouvernement Allende, aidée par le financement de la CIA et par des opérations secrètes destinées à déstabiliser le pays, a conduit à un coup d'État sanglant qui imposa la dictature militaire de Pinochet, laquelle dura près de seize ans. Après le bombardement du palais présidentiel de La Moneda, c'est une junte militaire qui prend le pouvoir du pays et met en place un gouvernement autoritaire. Elle se forme le jour même, composée de : Augusto Pinochet Ugarte, Gustavo Leigh Guzmán, José Toribio Merino Castro et le général César Mendoza Durán. Ils sont les commandants en chef des quatre branches des forces armées nationales: l'armée de terre, l'armée de l'air, la marine et la police nationale, respectivement. Cet organe auto-désigné s'est emparé du pouvoir politique et a décrété immédiatement, entre autres mesures, la fermeture du Congrès national, la suspension des partis politiques et l'instauration de l'état de siège à travers tout le pays.

Entre 1973 et 1978, le général Augusto Pinochet a consolidé son pouvoir sur les autres membres de la junte. Il a assumé consécutivement les fonctions de « chef suprême de la nation », de « président de la République » et de « capitaine général », tout en conservant le poste de commandant en chef de l'armée de la terre. En même temps, la junte militaire a

¹⁰ Peter Kornbluh, *Pinochet desclasificado*, Santiago de Chile: Catalonia, 2023 pp.83-93.

remplacé le Congrès qu'elle a dissous dans l'exercice de la fonction législative, pour s'arroger les pouvoirs législatif et constituant, qu'elle a exercés en promulguant des décrets-lois.

Les premières années de dictature ont été marquées par une vaste répression politique menée par l'État, principalement par l'intermédiaire de la Direction nationale du renseignement (DINA, Dirección de Inteligencia Nacional). Créé en novembre 1973, cet organe a permis que la répression politique soit désormais systématique et centralisée, se livrant à diverses pratiques de terrorisme d'État entre 1973 et 1978. Des milliers de citoyen-ne-s, notamment les militant-e-s et les sympathisant-e-s de l'UP, ont été l'objet de détentions, de raids massifs, d'actes de torture y compris de violences sexuelles, d'assassinats et de disparitions forcées. D'après Winn et Stern, les trois premières années de dictature, c'est-à-dire entre 1973 et 1976 ont été marquées par l'ampleur de la répression : « fueron años de represión feroz, incluyendo asesinatos y desapariciones permanentes, sin ningún rastro oficial¹¹ ».

Parallèlement, dans un contexte global où les perspectives néolibérales de développement gagnent progressivement du terrain, le cadre national autoritaire et brutalement répressif permettra un élan inédit au projet des « Chicago boys ». Le régime de Pinochet s'est attelé à la tâche d'institutionnaliser et de doter d'un support légal à ce nouveau projet politique, économique et culturel qu'il cherchait à instaurer¹². À travers de nombreux décrets-loi, le modèle néolibéral s'impose ainsi au Chili. Il s'agit de dénationaliser l'économie pour confier son fonctionnement aux « mécanismes spontanés du marché », tandis que de nombreuses réformes sont mises en place de façon autoritaire. L'auteur Antonie Stecher affirme qu'il est possible d'identifier deux vagues de privatisation : une première de vente et privatisation des entreprises productives publiques et une deuxième concernant les services publics associés aux droits sociaux tels que l'éducation, la santé et le système des retraites. Cet élan se traduit par une réduction et une limitation de la présence de l'État et donc par la prédominance d'une logique de subsidiarité au détriment de l'État social¹³. Ce nouveau modèle s'est imposé ainsi de manière transversale et, bien au-delà des politiques économiques.

¹¹ Peter Winn et Steve Stern, « El tortuoso camino chileno a la memorialización », in Peter Winn, Steve Stern, Federico Lorenz et al, *No hay mañana sin ayer. Batallas por la memoria histórica en el Cono Sur*. Santiago de Chile: LOM, 2014, p. 207.

¹² Manuel Gárate Chateau, *La revolución capitalista de Chile (1973-2003)*. Santiago de Chile : Editorial Universidad Alberto Hurtado, 2012.

¹³ Antonio Stecher, « Trabajo y Precarización Laboral En El Chile Neoliberal. Apuntes Para Comprender El Estallido Social de Octubre 2019 », in Kathya Araujo (dir.), *Hilos Tensados: Para Leer El Octubre Chileno*. Santiago de Chile: USACH, coll. IDEA, 2019, p. 42.

a. 2. L'institutionnalisation du modèle

Après sept ans de dictature sous un contrôle social strict et dans un climat de terreur et de censure mis en place par le régime militaire, ce modèle atteint son plus haut degré d'institutionnalisation grâce à la constitution de 1980. Le propos de cette « carta magna » est de promouvoir un système économique néolibéral, radicalement opposé au projet politique et social du gouvernement de l'UP. Elle se caractérise par l'installation de l'autoritarisme dans la sphère politique et témoigne de l'élimination de la disposition selon laquelle la souveraineté populaire émane du peuple. La constitution de 80 établit désormais que la souveraineté doit émaner de la nation. Ce texte a remplacé la constitution de 1925 et a cristallisé ainsi le modèle néolibéral imposé. À travers un grand nombre d'enclaves autoritaires, ce nouveau texte assure la longévité du modèle et crée les conditions nécessaires afin de le rendre très difficile, voire quasi impossible à modifier substantiellement dans la durée¹⁴.

Parmi ces enclaves figurent : la loi d'amnistie pour tous les crimes commis par l'appareil répressif de la dictature entre 1973 et 1978 ; l'immovibilité des commandants en chef des forces armées; l'affectation automatique -en dehors de la loi budgétaire nationale et sans contrôle parlementaire- du financement des forces armées par le transfert de 10% des ventes de cuivre de l'entreprise publique CODELCO vers les comptes des institutions armées. Également, l'acceptation de l'extension des compétences de la justice militaire en matière civile ; l'autonomie du système de sécurité sociale et de retraite du personnel des forces armées ; l'autonomie décisionnelle des commandants en chef des forces armées pour l'acquisition d'armements et leur remplacement. Mais encore, l'établissement de sénateurs nommés et à vie -en plus de ceux élus démocratiquement ; la composition majoritairement militaire du Conseil de sécurité nationale, où sur sept membres, quatre sont issus des forces armées et trois sont civils (le président de la République, la Cour suprême et le Sénat). Enfin, le système électoral binominal¹⁵, mode de scrutin parlementaire qui assure la coexistence des deux premières majorités et l'exclusion des petits partis politiques, ce qui empêche la représentation proportionnelle des forces politiques en fonction de leurs votes¹⁶. Parmi

¹⁴ Carlos Huneeus, *The Pinochet regime*. Lynne Rienner Publishers : Colorado- London, 2007.

¹⁵ Biblioteca del Congreso Nacional de Chile, Ley N°18.799, CREA EL SISTEMA ELECTORAL BINOMINAL, 26/05/1989.

[https://www.bcn.cl/historiapolitica/elecciones/detalle_eleccion?handle=10221.1/63197&periodo=1973-1990]

¹⁶ Eda Cleary, « Chile: entre la imagen de éxito y los fantasmas del subdesarrollo », *Polis* [En línea], no 18, 2007, p. 18. [<http://journals.openedition.org/polis/4145>].

d'autres et afin d'assurer la pérennité de ces mesures, le quorum pour modifier la constitution a été fixé à deux tiers des députés et sénateurs en exercice et non à la majorité absolue, ce qui l'a rendu très rigide.

a. 3. La transition: démocratie « dans la mesure du possible »

Lors du référendum de 1988, la dictature connaît sa date de péremption avec 55,9 % des voix pour l'option « non », c'est-à-dire contre le maintien d'Augusto Pinochet à la présidence et pour la réalisation d'élections présidentielles libres en 1989. Une transition dite démocratique se déclenche; pourtant, elle s'effectue selon les règles du jeu disposées par les militaires et sous l'égide du puissant arsenal légal déployé pendant le régime dictatorial.

Tout au long de la décennie de 1990, le Chili a été sans cesse reconnu comme un pays ayant connu une transition démocratique modèle et comme l'une des démocraties les plus réussies d'Amérique latine. Pourtant, ce processus de transition constitue le passage à une démocratie « protégée » et « restrictive », qui garantit la continuité des structures sociales et politiques imposées par le régime autoritaire et la permanence de plusieurs cadres de la dictature qui restent en fonction. C'est d'ailleurs le cas, sans aller plus loin, du général Pinochet lui-même: au-delà de l'amnistie, il jouissait de l'immunité que lui conférait la fonction de sénateur à vie qu'il avait hérité en vertu de la constitution de 1980. De plus, « le caractère “pacté” et limité de la transition explique, entre autres, le fait que le nouveau gouvernement élu ait dû coexister pendant 8 ans avec Augusto Pinochet comme commandant en chef des Forces Armées¹⁷ ».

Les gouvernements démocratiques qui ont dirigé l'État dans les années 1990 et 2000 ont gouverné sous l'idée de réconciliation de la société chilienne, ce qui a conduit à concevoir la gouvernance davantage comme l'absence de conflits que comme une manière de les traiter. En dépit d'une prise de conscience des nombreuses anomalies de la transition au début des années 2000 -ce qui explique les amendements à la constitution de 1980 lors du gouvernement de Ricardo Lagos (2000-2006)- le modèle implanté par la dictature de Pinochet reste dans son essence maintenu. Or, la croissance macroéconomique et la

¹⁷ Rolando Álvarez Vallejos et Franck Gaudichaud, « Chili, 50 ans après le coup d'État : autoritarisme néolibéral, démocratisation et crises sociales », *IdeAs* [En ligne], no 21, 2023. [<http://journals.openedition.org/ideas/14703>].

diminution considérable des taux de pauvreté mesurés par le pays lors des années de gouvernement de la Concertación¹⁸, donnent l'image d'un modèle économique et social réussi et même exemplaire pour les autres pays de la région. Dans cette perspective, l'expansion du crédit a joué un rôle crucial, en modifiant la vie des individus et des ménages, notamment pour les classes les plus modestes. Le crédit a banalisé certaines formes de consommation, telles que l'achat d'électroménagers, de voitures et d'autres appareils technologiques, facilitant ainsi l'accès à divers biens et services. Cela a fortement contribué à l'émergence d'une culture de consommation qui a donné une image de réussite du modèle économique et du progrès du pays. Pourtant, le développement de ce modèle apparemment réussi s'est appuyé sur un endettement massif de la population et sur des inégalités sociales profondes, qui se sont accentuées au fil des années.

Bien que cette prospérité, associée aux traumatismes d'une société qui venait de vivre presque deux décennies de violences d'État systématiques, aient installé un climat d'apaisement et l'apparence d'un consensus hégémonique, l'absence de conflits sociaux n'a jamais été absolue. Même si, au cours des années 1990, les différentes mobilisations sociales n'ont pas été aussi massives et visibles qu'à d'autres périodes, les luttes des mouvements syndicaux, du peuple mapuche et des étudiant-e-s ont toujours occupé une place importante. À partir des années 2000, on constate l'irruption de différents mouvements sociaux, notamment étudiants qui dénoncent de manière puissante les héritages de la dictature, en particulier l'endettement des étudiant-e-s engendré par la privatisation et la marchandisation de ce secteur:

Dans les années 2000, surgit une nouvelle génération de collégien.ne.s et lycéen.ne.s qui, en 2006, organise la « révolution des pingouins » pour demander l'abrogation de la loi sur l'éducation héritée de la dictature. Ces années ont également été marquées par la « renaissance de la grève », menée par les ouvrier.e.s des secteurs de la sous-traitance des industries minière, forestière, salmonicole et fruitière. Et c'est en 2011 que le slogan de « *No al Lucro* » brandi par les étudiant.e.s universitaires marque une nouvelle étape dans la remise en cause des héritages du néolibéralisme autoritaire (R.Alvarez, F.Gaudichaud, 2023¹⁹).

¹⁸ La Concertación de Partidos por la Democracia (Partido Demócrata Cristiano (DC), du Partido Socialista, du Partido por la Democracia (PPD) et du Partido Radical Social Demócrata). L'objectif et l'origine de cette coalition était de présenter une liste parlementaire et un candidat présidentiel unique aux élections du référendum de 1989. Depuis lors, et malgré les difficultés internes auxquelles cette coalition a dû faire face, quatre gouvernements de la Concertation se sont succédé. Celui d'Aylwin (1990-1994) a été suivi par Eduardo Frei Ruiz-Tagle (1994-2000), Ricardo Lagos Escobar (2000-2006) et Michelle Bachelet Jeria (2006-2010).

¹⁹ Rolando Álvarez Vallejos et Franck Gaudichaud, *art.cit.*, *IdeAs* [En ligne], no 21, 2023. [URL : <http://journals.openedition.org/ideas/14703>].

Au fil des années, le modèle semble perdre de son éclat et différents groupes sociaux et mouvements ont émergé pour dénoncer les limites du modèle néolibéral chilien à différents niveaux. L'agenda social est marqué par des revendications qui portent sur des demandes d'autogestion et de décentralisation, de défense des quartiers face aux investissements urbains des grands groupes immobiliers, par la lutte des ONG de défense de l'environnement contre les grandes entreprises minières et du secteur de l'énergie, entre autres. À ces acteurs s'ajoute le mouvement No+AFP qui se constitue en 2013 et qui installe désormais la question des conditions indignes du passage à la retraite. Ce système de retraite constitue un des héritages dictatoriaux et assure une énorme rentabilité aux entreprises privées qui le gèrent, en même temps qu'il ne dispense que des pensions misérables aux travailleur-euse-s contraints d'y verser leurs cotisations sociales. Ce domaine témoigne des conséquences dramatiques des politiques néolibérales exacerbées et de la marchandisation d'un des domaines les plus fondamentaux de l'existence.

On voit ainsi divers acteurs occuper l'espace public et dévoiler les fissures du modèle. À ceci s'ajoute une crise de légitimité des pouvoirs institutionnels²⁰, marquée par des affaires de corruption telle que l'affaire Penta en 2015. Il s'agit d'une des affaires qui a bouleversé la société chilienne et l'opinion publique et mis à nu la fraude fiscale et le financement illégal de campagnes électorales par des grands groupes économiques. Par la suite, des affaires de corruption concernant les carabiniers, les forces armées, entre autres, remontent en surface et intensifient la crise de légitimité des institutions.

C'est ce contexte qui précède le bouleversement social qui s'est déclenché en octobre 2018, et qui a constitué la mobilisation sociale la plus massive et puissante après la fin de la dictature. Déclenchées par l'augmentation du prix du ticket de métro dans la capitale, ces mobilisations massives initiées par des lycéen-ne-s, témoignent du mécontentement face au coût de la vie qui augmente sans cesse, dans un pays où les droits sociaux sont quasi inexistant. Le Chili se retrouve classé parmi les pays les plus inégalitaires de l'OCDE. Des rapports du Programme de Nations Unies et de Fundación Sol (PNUD, 2017²¹; Fundación Sol, 2018²²) révèlent qu'au

²⁰ Emmanuelle Barozet, « De la transition à l'explosion du 18-O : malaise et rébellion populaire aux portes de la terre promise », *IdeAs* [En ligne], no 15, 2020. [<http://journals.openedition.org/ideas/8354>].

²¹ PNUD-Chile, « Desiguales. Orígenes, cambios y desafíos de la brecha social en Chile », Santiago de Chile, PNUD, 2017. [<https://www.cl.undp.org/content/chile/es/home/library/poverty/desiguales--origenes--cambios-y-desafios-de-la-brecha-social-en-htm>].

²² Fundación Sol, « Los verdaderos sueldos de Chile », Santiago de Chile, 2018. [https://fundacionsol.cl/cl_luzit_herramientas/static/wp-content/uploads/2020/05/VS-NESI-2018-v3-1.pdf].

Chili 1% de la population capte 33% des revenus générés par l'économie nationale. Cela témoigne d'une très forte concentration de richesses, qui dans d'autres pays peut atteindre le 20 % (États-Unis) ou le 9 % (Espagne), pour avoir des points de comparaison²³. Le mouvement de contestation s'étend ainsi dans plusieurs régions du pays, pour parvenir le 18 octobre 2018 à une journée historique de mobilisation qui s'achève par l'état d'urgence décrété par le gouvernement.

Ces manifestations qui entraînent des foules se poursuivent et deviennent très subversives. Elles font l'objet d'une forte répression et de violences policières brutales dénoncées à plusieurs reprises par des organismes nationaux et internationaux de défense des droits humains, ainsi que par des médias, notamment indépendants ou internationaux. Il n'est pas question ici de développer plus en profondeur l'importance sociale et historique que revêt le phénomène de cet *estallido social*, mais il est important de souligner que ces événements ont marqué un tournant dans l'histoire récente du pays. Ce mouvement social hétérogène a déclenché des processus sociaux et politiques majeurs qui ont remis en question la légitimité du modèle chilien et ont contraint cette société à se confronter à son passé dictatorial.

b. Le Massacre Laja-San Rosendo

Afin de situer notre sujet, et plus particulièrement ce qui concerne le Massacre Laja-San Rosendo en tant qu'événement au cœur de ce travail, nous allons tout d'abord exposer quelques antécédents historiques et géographiques, pour dresser ensuite une chronologie des événements du massacre, ainsi que des moments importants qui se sont déroulés en lien avec ce dernier jusqu'à présent. Ces antécédents sont issus notamment de deux recherches qui ont été réalisées à cet égard.

D'une part, l'ouvrage « A la sombra de los cuervos. Los cómplices civiles de la dictadura », une enquête journalistique de Javier Rebolledo parue en 2015²⁴, qui constitue le troisième livre d'une trilogie de recherches menées par l'auteur concernant différents aspects de l'appareil répressif qui a agi au cours de la période dictatoriale. Ce livre cherche à établir la responsabilité directe de nombreux civils dans les crimes de la dictature dès ses débuts. Parmi

²³ PNUD-Chile, *loc.cit.*, 2017, p.35.

²⁴ Javier Rebolledo, *A la sombra de los cuervos. Los cómplices civiles de la dictadura*, Santiago de Chile: Ceibo, 2015.

ces crimes, le Massacre Laja San Rosendo apparaît comme un des axes de cette recherche, en raison de la participation et la complicité de l'entreprise CMPC, propriété de la famille Matte, un des groupes économiques les plus influents du pays. Il retrace ainsi de façon rigoureuse comment certaines des familles les plus puissantes du pays jusqu'à nos jours, ont fondé leur fortune sur le profit de leur relation avec le régime civico-militaire.

À ce propos, Rodrigo Araya Gómez et Magdalena Garcés Fuentes²⁵ soulignent que les recherches portant sur la participation de civils au cours de la dictature, ont principalement abordé leur rôle en tant qu'architectes des politiques économiques et administratives. Cette distinction entre l'appareil civil, perçu comme responsable du succès économique, et l'appareil militaire, associé aux violations des droits humains est souvent mise en avant. De cette façon, le rôle des civils est souvent décrit de manière positive, sans aborder les implications éthiques de leur soutien à un régime répressif, et encore moins leur complicité voire leur participation directe dans la répression. Cette exemption implicite de responsabilité a entravé les possibilités de mener des recherches sur la participation des civils aux crimes de la dictature, à quelques exceptions près, notamment dans le champ du journalisme d'investigation, ce qui est le cas de l'ouvrage de Rebolledo.

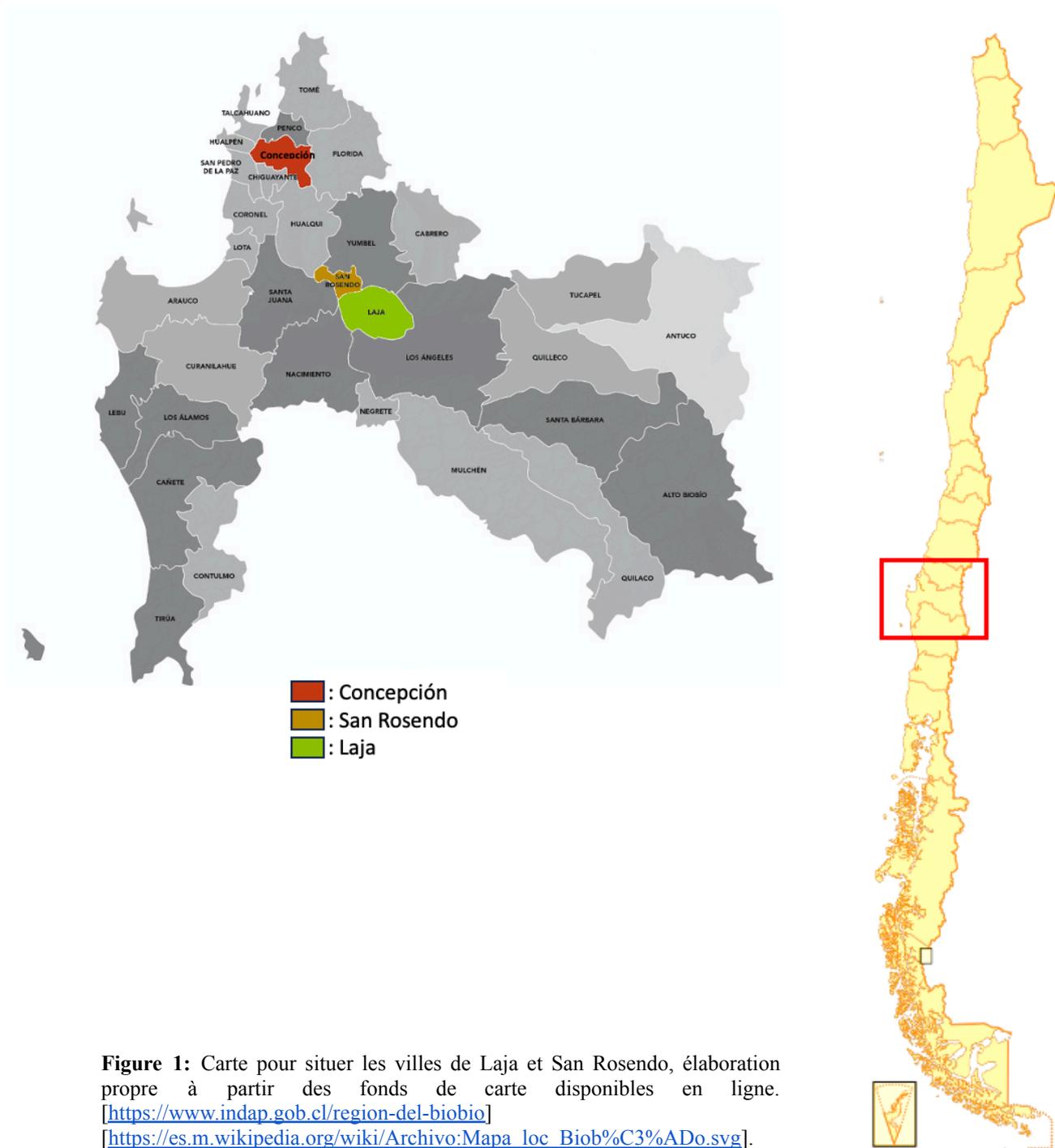
D'autre part, nous allons également nous appuyer sur l'ouvrage « La memoria del golpe en San Rosendo » du sociologue et professeur d'histoire Jonathan Muñoz, paru en 2023. Il s'agit d'une recherche autour de la mémoire du coup d'État dans le village de San Rosendo, qui reconstitue les événements du 11 septembre 1973 et l'abîme de répression et de violence des jours qui ont suivi à une échelle locale. Pour mener cette démarche, l'auteur puise dans des archives historiques de nature variée, ainsi que sur des témoignages recueillis directement auprès des victimes de droits humains qui ont survécu et/ou des proches des habitants disparus ou exécutés.

Il est important de préciser que la littérature scientifique autour de ce massacre en particulier est très succincte, ce qui explique le fait que nous allons nous appuyer en grande partie sur ces deux travaux qui constituent un support fondamental de la présente étude.

²⁵ Rodrigo Araya Gómez et Magdalena Garcés Fuentes, « “El modelo tiene rostro de sangre”, Responsabilidad empresarial en procesos represivos durante la dictadura de Pinochet en Chile (1973-1990) », *Revista Latinoamericana De Trabajo Y Trabajadores*, no 2, 2021, p. 152. [<https://doi.org/10.48038/revlatt.n2.30>].

b. 1. Antécédents géographiques et historiques de Laja et San Rosendo

Laja et San Rosendo sont deux villages situés dans la vallée centrale du Chili qui appartiennent à la province du Biobío et à la région du même nom. San Rosendo se trouve sur la rive nord du fleuve Biobío au confluent de celui-ci avec le fleuve Laja (Figure 1).



C'est notamment pendant la première moitié du 20ème siècle que le village connaît un développement industriel très important autour du chemin de fer, après l'inauguration de la gare de San Rosendo en 1873, qui constitue depuis, un des arrêts du trajet Chillán-Talcahuano. Plus tard, en 1929, commence l'édification d'un ensemble de constructions industrielles autour de cette gare afin de satisfaire les besoins des trains à vapeur de l'époque.

Por décadas, San Rosendo fue considerado como uno de los “centros ferroviarios más importantes del país”, lo que significaba un continuo movimiento en todo el entorno que abarcaba su estación ocupando el ferrocarril un lugar muy importante en la vida cotidiana del pueblo.

Esa actividad, no solo se transformó en el principal motor económico que movilizaba a todo un pueblo, sino que, su desarrollo urbano, social y también cultural e identitario se vinculó directamente con todo aquello²⁶ (Muñoz, 2023).

De l'autre côté, Laja, commune voisine, a connu un fort développement industriel à partir des années 1950, après l'installation de l'usine de pâte à papier appartenant à la CMPC (Compañía Manufacturera de Papeles y Cartones). Avant l'installation de cette usine, communément appelée « La papelera », Laja était un hameau dispersé, de taille et d'organisation bien inférieures à celles de San Rosendo et avec une prédominance de l'activité agricole à petite échelle. L'arrivée de l'entreprise et des travailleurs qu'elle employait a entraîné une explosion de l'activité économique et commerciale. La CMPC, fondée en 1920, était en 1973 la plus grande entreprise privée du pays. Elle avait démarré avec une usine de carton à Puente Alto, dans la ville de Santiago, puis s'était ajoutée l'usine de papier de Valdivia en 1951 et, en 1957, elle a intégré la société forestière Forestal Mininco qui est devenue partie intégrante de l'entreprise. Par son intermédiaire, CMPC a exploité des monocultures industrielles pour fournir du bois à l'usine de pâte à papier située à Laja, qui débuta son activité en 1959²⁷. Il s'agit de la première usine chilienne capable de produire de la cellulose, le composé qui donne naissance aux différentes formes de papier.

²⁶ Jonathan Muñoz Hidalgo, *op.cit.*, COARTCUL, Andros Ltda, San Rosendo, Chile, 2023, p.15.

²⁷ Site web Compañía Manufacturera de Papeles y Cartones (CMPC), “Nuestra historia”.
[<https://www.cmpc.com/nosotros/historia/>].

b. 2. Les années 70 : l'arrivée de l'Unité populaire à niveau local

Lorsque les années 70 s'élancent avec l'effervescence sociale qui a caractérisé ce début de décennie, le projet politique et social incarné par Allende touchait à l'essence même du village de San Rosendo. À l'instar des différents services publics dont disposait la ville, sa propre énergie vitale provenait de cette présence ferroviaire d'origine étatique que le programme de l'Unité Populaire renforçait. Comme nous l'avons déjà souligné, le triomphe d'Allende ne se limitait pas à une victoire électorale, mais il s'inscrivait dans la continuité d'une période de forte mobilisation/cohésion et organisation populaire, réalité prégnante au niveau local. Le village fait partie de la province de Concepción, considérée à l'époque comme « zone rouge²⁸ » du fait de la présence d'une forte activité politique et syndicale des organisations populaires de gauche et de la classe ouvrière, laquelle représentait entre 30 et 50 % de la population de la province. En ce qui concerne l'activité et l'orientation politiques de San Rosendo, elles étaient en étroite relation avec le développement du chemin de fer que les gouvernements de gauche et de centre-gauche avaient impulsé à partir des années 40. Cela se traduisait par le fait que la plupart des syndicats de cheminots étaient liés à ce spectre politique.

Sous le gouvernement de l'Unité Populaire, le chemin de fer était conçu comme un Service d'Utilité Publique puisqu'il avait pour but de répondre aux politiques de développement national. Il faut souligner que dans un pays présentant les caractéristiques géographiques du Chili, c'est-à-dire aussi long et étroit (avec un littoral de plus de 6 000 km de long), le chemin de fer revêt une importance majeure en termes stratégiques et de connectivité. C'est ainsi que durant cette période, la contribution financière de l'État dans ce secteur s'est considérablement accrue²⁹. En ce sens, le train comme moyen de transport est mis à la portée de toute la population, à un coût minimum, afin de promouvoir le développement des différentes régions sans nécessairement chercher à rentabiliser cette entreprise. Ceci permet de comprendre en partie le fait que, face aux attaques de l'opposition contre le gouvernement et à ses tentatives

²⁸ Rouge s'utilise comme un qualificatif péjoratif à l'époque pour faire référence à des personnes de gauche, "marxistes" et "communistes" à l'époque.

²⁹ C'est ce qu'en témoigne l'achat de 24 locomotives électriques italiennes, de 14 autorails japonais et de 20 autorails électriques et voitures de passagers argentins, ainsi que la construction de 3 600 wagons de marchandises fabriqués au Chili in **León Donoso, Victor**, « La decadencia del ferrocarril en la red centro sur de Chile (1950-1990) », XVI Jornadas Interescuelas/Departamentos de Historia. Departamento de Historia. Facultad Humanidades. Universidad Nacional de Mar del Plata, Mar del Plata, 2017, pp.12-13. [<https://www.aacademica.org/000-019/412>].

de déstabilisation, beaucoup de travailleur.euse.s, militant.e.s et syndicalistes de San Rosendo ont agi en défense du gouvernement d'Allende.

b. 3. Le programme de l'Unité Populaire et « La papelera »

Cependant, dans la commune voisine de Laja la réalité était sensiblement différente. Comme nous l'avons énoncé précédemment, lorsque la coalition de l'Unité Populaire est arrivée au pouvoir en 1970, sa victoire a non seulement déstabilisé les secteurs les plus conservateurs et anti marxistes du pays, mais elle a également été perçue comme une grave menace pour les intérêts des élites dominantes. Parmi les objectifs du gouvernement d'Allende qui faisaient trembler les groupes économiques dominants, se trouvait la création de la zone de propriété sociale (Área de Propiedad Social), qui se traduisait par l'incorporation dans la sphère publique d'une série d'entreprises monopolistiques et stratégiques pour l'économie nationale³⁰. Ces mesures touchaient directement l'activité de la CMPC et par conséquent celle de l'usine de papier de Laja. La CMPC avait le monopole de la production de papier et cela impliquait qu'elle avait aussi le monopole de la presse écrite.

Bien plus qu'une usine de papier, « La papelera » était devenue une entreprise stratégique pour le gouvernement. Contrôlée par la famille Matte, l'un des groupes économiques les plus importants du pays déjà à l'époque - et jusqu'à ce jour³¹ -, cette entreprise constituait une ressource permanente dont disposait la droite pour « mettre en échec le projet de l'Unité Populaire³² ». C'est pourquoi, lorsque le gouvernement a annoncé le projet de création de l'Institut national du papier journal, dans le but de transférer à un organisme d'État un ensemble de facultés concernant la distribution de papier journal aux entreprises de presse du pays, cela a suscité une forte résistance de part de l'entreprise qui a vu ce projet comme « une menace pour la survie de la liberté d'expression écrite du pays³³ ». Cette résistance s'est traduite par une défense acharnée menée par l'entreprise principalement basée sur une vaste campagne médiatique.

³⁰ Franck Gaudichaud, « Quand l'État chilien se proposait de construire la démocratie économique. Nationalisations, Aire de propriété sociale et système de participation des salariés durant l'Unité populaire (1970-1973) », *Amérique Latine Histoire et Mémoire. Les Cahiers ALHIM* [En ligne], no 28, 2014. [<http://journals.openedition.org/alhim/5084>].

³¹<https://www.duna.cl/noticias/2015/10/21/grupo-matte-lidera-por-cuarto-trimestre-consecutivo-ranking-de-riqueza-de-grupos-economicos/>.

³² Natalia Miranda Osorio, « El capital y su repercusión en la geografía urbana: el caso de la CMPC en Puente Alto, 1970-1973 », 2017, p. 75. [<https://repositorio.uchile.cl/handle/2250/146917>].

³³ Jonathan Muñoz Hidalgo, *Op. cit.*, COARTCUL, Andros Ltda, San Rosendo, Chile, 2023, p.73.

L'enquête journalistique menée par Javier Rebolledo³⁴ montre comment, dans les coulisses, la Papelera était engagée dans une lutte silencieuse contre Allende, même avant son arrivée au pouvoir. Ses traces ont été révélées en mars 1972, lorsque le journaliste Jack Anderson a publié une série de documents internes de l'International Telephone and Telegraph (ITT), l'une des plus grandes entreprises des États-Unis et du monde, qui se consacrait alors à la téléphonie et avait une forte présence au Chili. Parmi les nombreux éléments révélés par les documents secrets de l'ITT publiés en 1972, ressort l'orchestration du coup d'État face à une possible victoire électorale d'Allende en complicité avec les États-Unis, ainsi que la volonté d'intensifier le climat de tensions sociales dans la société chilienne qui serait propice à une intervention armée: « Une solution constitutionnelle, par exemple, pourrait résulter de désordres internes massifs : grèves, guérillas urbaines et rurales. Cela justifierait moralement une intervention des Forces Armées, pour une durée indéterminée³⁵ ». Qui plus est, un an après la révélation des documents secrets d'ITT, l'ancien directeur de la CIA et responsable d'ITT à l'époque, John McCone, a ajouté que la société (CMPC) était disposée à verser un million de dollars à l'époque pour empêcher Allende d'accéder à la présidence de la République.

À partir de ce que nous venons d'exposer, il est maintenant possible de passer au récit des événements qui constituent précisément ce que l'on nomme le Massacre Laja- San Rosendo.

³⁴ Javier Rebolledo, *Op.cit.* , Santiago de Chile: Ceibo, 2015, p. 32.

³⁵ *Ibid*, p.22.

b. 4. Le récit des événements

Il est important de préciser que nous allons nous baser en grande partie sur le récit des faits restitué dans l'ouvrage de Javier Rebolledo cité en amont³⁶, qui a été construit sur la base des enquêtes judiciaires qui ont eu lieu de façon intermittente depuis 1979. Toutefois, et ce sans en minimiser l'importance, nous ne pensons pas que la vérité judiciaire suffise pour appréhender cette réalité. En effet, l'ampleur et la brutalité des événements ainsi que les conséquences traumatiques pour les victimes, pour leurs proches et pour leurs descendant-e-s dépassent largement les faits juridiquement établis. Comme le souligne Elizabeth Lira :

En los tribunales de justicia, la verdad judicial es particular y posibilita identificar las circunstancias en que ocurrieron los hechos, las víctimas y los responsables en cada caso. La verdad que falta, casi siempre, es la verdad de los sufrimientos, de los temores y sueños de las víctimas y la conexión de sus vidas con la historia de violencia, del conflicto y de la resistencia en el país, permitiendo identificar los significados que estas experiencias han tenido y tienen para ellas³⁷ (Lira, 2010).

Le coup d'État a été immédiatement suivi des premières arrestations de partisans du gouvernement du président Salvador Allende. Comme en témoigne l'Archive historique de Concepción, dans la région du Biobío des centaines de personnes, y compris des enfants, sont détenues et torturées dans des centres comme le Stade Régional de Concepción, la Base navale et l'île de Quiriquina par les carabiniers, l'armée de terre et la marine³⁸. Ainsi, deux mois après le coup d'État militaire, la région comptait un total de 1 372 détenus et l'on s'attendait à ce que ce chiffre continue d'augmenter. À l'époque, il était déjà évident qu'il n'y avait aucune trace de nombreux-euses détenu-e-s et que les organismes officiels refusaient de communiquer des informations à leur propos. Nous étions en présence des premiers cas de disparitions forcées par des organes de l'État.

Cette forte répression ne s'est pas limitée à la grande ville de Concepción, mais elle a également touché les zones rurales et plus éloignées, où la violence a aussi été intense et extrêmement grave. Dans la région de Bio Bio, le contrôle était principalement exercé par l'armée de terre, la marine et les carabiniers, ces derniers se chargeant de l'ordre public dans

³⁶ Javier Rebolledo, *Op.cit.*, Santiago de Chile: Ceibo, 2015.

³⁷ Elizabeth Lira, « Trauma, duelo, reparación y memoria », *Revista de Estudios Sociales* , no 36, 2010, p. 16. [<http://www.scielo.org.co/pdf/res/n36/n36a02.pdf>].

³⁸ Archivo Histórico de Concepción, María Eliana Vega, septembre de 2019. [<https://www.archivohistoricoconcepcion.cl/minisitios/politica/derechos-humanos-en-concepcion-1973-1990/>].

les petites villes éloignées des grands centres urbains. Selon la Corporation nationale pour la réparation et la réconciliation, 156 personnes sont portées disparues et 151 ont été exécutées dans cette région. À Concepción, les victimes étaient généralement des militants. Dans les régions de Ñuble et Bio Bio, les conflits autour de la propriété de la terre ont touché surtout des paysans et des ouvriers agricoles qui n'étaient pas forcément des militants. Il convient de préciser que dans des localités comme Santa Bárbara, Quilaco, Quilleco Mulchén, Laja et San Rosendo, des civils organisés ont aussi participé activement aux violations des droits humains. C'est précisément le cas du surnommé Massacre Laja- San Rosendo.

Le samedi 15 septembre 1973, quatre jours après le coup d'État contre le gouvernement d'Allende, dix-neuf habitants des localités de Laja et de San Rosendo ont disparu après avoir été arrêtés par des carabiniers du commissariat de Laja. Certains ont été enlevés directement chez eux ou dans la rue, en plein jour, et d'autres directement sur leur lieu de travail : l'usine de papier de Laja appartenant à la CMPC. Parmi ces dix-neuf personnes détenues, la plupart étaient des travailleurs de l'Usine de papier ou des cheminots, ainsi que deux lycéens et un enseignant. Au cours du même mois, plusieurs autres travailleurs de la CMPC, connue sous le nom de « la Papelera », ont été arrêtés en sortant de l'entreprise ou lors de leur prise de poste. Selon les notes d'information mises à disposition par les avocats de cette affaire judiciaire, plus de 60 travailleurs de l'entreprise ont été détenus dans les jours suivant le coup d'État, dans les mêmes circonstances. Pour autant, ils n'ont pas tous eu le même sort par la suite.

Les jours qui ont suivi les détentions, les familles sont allées au commissariat de Laja afin de rendre visite à leurs proches et leur amener de quoi manger. Pourtant, l'information qu'elles ont reçue le 18 septembre de la part de différents fonctionnaires du département, était que les détenus avaient été transférés au 17^{ème} régiment d'infanterie de montagne à la ville de Los Angeles. Les familles s'y sont alors rendues, mais sur place on leur a assuré que les détenus n'étaient jamais arrivés.

Dans les mois à venir, les familles ont eu recours à plusieurs moyens afin de les retrouver. D'une part, elles ont visité les lieux de détention de l'époque tels que prisons, régiments et camps de concentration à Concepción, Talcahuano, Chillán ou Isla Quiriquina, mais aucune

de ces tentatives n'a permis de les localiser³⁹. D'autre part, en parallèle de cette recherche infructueuse, les familles ont entrepris des démarches judiciaires par les moyens légaux disponibles. Le pouvoir judiciaire, contrairement à l'exécutif et au législatif, n'avait pas été dissous par la junte militaire et donc il était possible -en théorie- de saisir la justice pour dénoncer ces disparitions.

Or, dans la pratique, l'admission des recours en *habeas corpus* était pratiquement inexistante. Ces recours en justice ont été rejetés par les tribunaux au motif que les « faits avérés » manquaient. En ce qui concerne ce déni de justice, il convient de noter que ce n'est pas une spécificité de ce cas, mais qu'il s'agit d'une pratique systématique pendant la période dictatoriale. Ainsi, selon un rapport de la Comisión Interamericana de Derechos Humanos (CIDH) de 1985, sur cinq mille quatre-cent recours d'*habeas corpus* déposés entre 1973 et 1983, seulement dix ont été admis⁴⁰. Lorsque les recours en justice étaient rejetés, les tribunaux acceptaient, sans entamer d'enquêtes, les réponses données par le ministère de l'Intérieur qui niait ces arrestations. Comme le souligne la sociologue Paola Díaz, à ce déni de justice de la part des tribunaux, s'est ajouté le déni de réalité de la part des autorités militaires désormais à la tête du pays. Les démarches engagées par les familles obtenaient pour toute réponse soit la simple négation de l'existence même de la personne -en tant que citoyen.ne chilien.ne en vie- soit la négation de sa mise en détention⁴¹.

Les détenus de Laja et de San Rosendo n'apparaissent pas. À partir de novembre 1973, plusieurs proches, avec l'aide de l'Église catholique, ont déposé des recours en Habeas corpus devant la Cour d'appel de Concepción pour la présomption d'accident de leurs proches. Après des enquêtes superficielles, les dossiers ont été classés sans suite, invoquant généralement « l'absence d'antécédents ». En 1979, plusieurs proches décident de porter plainte au pénal contre les responsables des délits « d'enlèvement et éventuellement d'homicide qualifié ». Ils étaient représentés par des avocats de l'archiépiscopat de Concepción⁴².

Après six ans de recherche inlassable par les familles, toujours limitées par les faibles moyens matériels dont elles disposaient, l'enquête judiciaire ouverte en 1979 a permis de retrouver les corps des dix-neuf personnes disparues dans le cimetière paroissial de Yumbel situé à 38

³⁹ Museo de la Memoria y los Derechos Humanos, « Archivos de la Memoria en Chile. Región del Bio Bio », Santiago, 2016, p.32.

[https://openbiblio.museodelamemoria.cl/media/digitales/Archivos_de_la_Memoria_Bio_Bio.pdf].

⁴⁰ <https://www.cidh.org/countryrep/Chile85sp/Indice.htm>.

⁴¹ Paola Diaz, « D'une vérité à l'autre sur les crimes du passé : Le cas du Chili », in Cefaï, Daniel et Terzi, Cédric (Eds.), *L'expérience des problèmes publics*. Paris : Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 2012. [<https://doi.org/10.4000/books.editionsehess.19617>].

⁴² Javier Rebolledo, *Op. cit.*, Santiago de Chile: Ceibo, 2015, p.71.

kilomètres de Laja et de San Rosendo. L'enquête a déterminé qu'en 1973 et avant d'arriver au cimetière, les détenus ont été exécutés sur un terrain exploité par la société forestière Forestal Mininco, filiale de CMPC. Elle établit aussi que le mois suivant, après que des chiens du secteur aient trouvé les cadavres sur la propriété forestière et les aient déterrés sous les yeux des travailleurs qui transportaient du bois pour l'entreprise, ces derniers ont prévenu leurs supérieurs. La découverte des restes et le bouche à oreille ont alerté les carabiniers du secteur, qui ont déplacé les corps du terrain exploité par la CMPC vers une fosse commune du cimetière de Yumbel, et ont informé la juge et la secrétaire du tribunal de Yumbel de l'époque de cette situation. Ces fonctionnaires de justice n'ont pas ouvert une enquête dessus, elles ont conservé le dit rapport, l'ont caché, l'ont modifié et effacé du livre des affaires pénales.

Cette découverte a été suivie des autopsies et de la reconnaissance des cadavres par les familles à l'institut médico-légal de Concepción, puis de l'enterrement et des funérailles qui ont eu lieu le 27 novembre 1979. À partir de ce moment, les 19 victimes sont passées du statut de détenus disparus à celui d'exécutés politiques. Pourtant la recherche de vérité et de justice ne s'est pas arrêtée, elle ne faisait que commencer.

b. 5. Le processus judiciaire

Après l'identification des cadavres et leur enterrement, le ministre chargé de l'enquête a interrogé les carabiniers en fonction au commissariat de Laja en septembre 1973. Ces derniers ont nié les faits et ont réitéré leur version selon laquelle les détenus ont été remis à Los Angeles, version qu'ils ont maintenue pendant 38 ans. En mars 1980, sur la base des présomptions fondées selon lesquelles les carabiniers du commissariat de Laja avaient participé immédiatement et directement aux événements faisant l'objet de l'enquête, tant aux arrestations qu'aux exécutions, le ministre s'est déclaré incompétent. En effet, dans un tel cas l'affaire relevait alors de la justice militaire. Le 9 juin 1980, le tribunal militaire prononce un non-lieu définitif puisque selon le rapport, si les carabiniers étaient responsables, leurs actions seraient couvertes par le décret-loi d'amnistie (DL 2.691 de 1978). L'affaire a donc été classée sans accusé(s) ni condamné(s), sans auteur(s) et ce, malgré les preuves évidentes.

Trois décennies après que l'affaire ait été classée, par l'intermédiaire de la *Agrupación de Familiares de Ejecutados Políticos* (AFEP) et du *Programa de Continuación Ley 19.123*⁴³ du ministère de l'intérieur, une demande de réouverture a été déposée auprès de la cour d'appel de Concepción. En 2011, la confession de l'un des carabiniers ayant participé aux crimes a permis de briser le pacte de silence qui avait été scellé après le massacre. Cette nouvelle enquête judiciaire a donné lieu à plusieurs actions en justice : reconstitutions de scènes en 2011 et 2014 dont une jusque dans les dépendances de la CMPC. Des nouvelles déclarations, des nouveaux témoins et d'autres pistes ont permis de reconstruire le récit des faits et d'établir la vérité tant recherchée par les familles.

En 2018, le tribunal a prononcé des condamnations en première instance contre les carabiniers impliqués, et après plusieurs audiences au cours desquelles ont été traités les recours présentés par les deux parties, le tribunal a également reconnu la participation en qualité de complices des civils de l'entreprise CMPC. L'affaire a ensuite été portée devant la Cour suprême pour un jugement final, qui a eu lieu le 1er mars de cette année (2024). Donc plus de 50 ans après le massacre, cette décision finale a modifié la sentence antérieure en ce qui concerne la participation civile, et les condamnations n'ont finalement concerné que les carabiniers.

Malgré les décisions insatisfaisantes des tribunaux de justice et des délais extrêmement longs -pratiquement le temps de deux générations pour que enfin la justice agisse- Elizabeth Lira souligne que ce processus est cependant une partie très importante dans le chemin de la réparation. À cet égard, l'auteure constate aussi que face aux demandes de justice dans les cas de crimes contre l'humanité commis sous la dictature, les résultats ont souvent été précaires et insuffisants. Les procès prennent des décennies, les coupables sont parfois jugés trop tard, et certains persistent à justifier leur implication dans ces crimes. Pourtant, malgré ses limitations, la justice institutionnelle peut jouer un rôle politique pacificateur et même thérapeutique lorsqu'elle confirme l'expérience des victimes, si longtemps niée. Il en va de même lorsque le juge détermine que les faits constituent un délit, ordonne la punition des auteurs et détermine des mesures de réparation. Inversement, l'absence de sanctions constitue une forme de déni de ces crimes⁴⁴.

⁴³ Biblioteca del Congreso Nacional de Chile, Ley N°19.123 CREA CORPORACIÓN NACIONAL DE REPARACIÓN Y RECONCILIACIÓN, ESTABLECE PENSIÓN DE REPARACIÓN Y OTORGA OTROS BENEFICIOS EN FAVOR DE PERSONAS QUE SEÑALA, 08/02/1992, Última Versión 10/12/2009. [<https://bcn.cl/2o4yq>].

⁴⁴ Elizabeth Lira, *Art.cit.*, *Revista de Estudios Sociales*, no 36, 2010, p16. [<http://www.scielo.org.co/pdf/res/n36/n36a02.pdf>].

Dans cette quête de justice et dans la lutte pour la mémoire et la vérité autour de ce massacre, l'*Agrupación de Familiares de Detenidos Desaparecidos y Ejecutados Políticos de Laja y San Rosendo* (Association des familles des détenus politiques disparus et exécutés de Laja et San Rosendo), dorénavant *la Agrupación*, a été et reste un acteur incontournable de ce combat.

c. *Agrupación de Familiares de detenidos desaparecidos* : un acteur central

Dans ce contexte complexe, diverses organisations de défense et de promotion des droits humains ont émergé et ont poussé leur voix pour dénoncer le climat de violence, exprimer leur solidarité avec les personnes persécutées et leurs familles, et structurer un réseau afin de les soutenir.

Les *Agrupaciones de Familiares de Detenidos Desaparecidos* (dorénavant AFDD) sont des organisations qui ont émergé dans plusieurs zones tout le long du pays, comme conséquence des arrestations de milliers de personnes pendant la dictature de Pinochet. Ces personnes ont été réprimées sous prétexte d'être des militants ou sympathisants de l'UP, et donc de représenter un danger pour l'ordre social que cherchait à imposer le régime dictatorial. Constituées par les proches des personnes détenues - et pour la plupart disparues- ces organisations étaient composées au début notamment par des mères et des épouses des victimes. Face aux refus des carabiniers et des organismes officiels de fournir des informations à propos des détenus, elles se sont rassemblées spontanément et ont commencé à chercher de leur côté dans les commissariats de police et les centres de détention voisins afin de localiser leurs proches. Bien que leur objectif initial ait été de retrouver leurs proches, ces organisations sont devenues dans la durée des acteurs politiques incontournables dans la lutte contre la dictature et la défense des droits humains.

Dans le cas de Laja et, surtout, de San Rosendo, il s'agit de communautés moins peuplées et plus éloignées du centre urbain régional. En même temps, cela impliquait une plus grande distance par rapport aux organisations de défense des droits humains et aux réseaux de soutien aux familles des victimes de la répression politique qui se sont activés à Concepción, la capitale régionale. Des organismes tels que le *Comité Pro Paz*⁴⁵ et la *Agrupación de familiares de Concepcion* ont joué un rôle essentiel dans l'articulation et l'organisation de différentes *Agrupaciones* au niveau régional:

Porque aparte de juntarnos con el grupo de Concepción viajábamos semanalmente a hacer una agrupación al grupo de Chillán, logramos reorganizar el grupo de Chillán como grupo, con otro grupo viajábamos a Los Ángeles otro grupo a Laja en fin nos pasábamos toda la semana viajando, viajábamos tres días de la semana a ver las agrupaciones regionales, de la zona. Entonces era una fortaleza que hoy día yo miro y digo de a dónde sacamos esas energías (Hilda Espinoza, AFDD Concepción⁴⁶).

D'après les témoignages de Gloria Urrea Parada et Emilio Araneda Medina, actuels membres de la *Agrupación*, la *Agrupación* de Laja- San Rosendo commence à se former entre la fin de l'année 1973 et le début de 1974. Le point initial de ce groupement vient d'une inquiétude commune et d'une douleur partagée qui est celle de l'enlèvement forcé de leurs proches. Or, dans un contexte très autoritaire, avec un climat de peur qui s'installe et qui mène souvent à l'isolement et à la stigmatisation des familles de détenus, Gloria témoigne de la difficulté de se retrouver pour faire face de manière collective à cette réalité. Elle souligne qu'à ce moment-là, des organisations de Concepción liées à la défense de droits humains se sont rapprochées et les ont soutenu à différents niveaux :

Ahí vino la gente de la Vicaría, la Martita Werner, con la asistente social la señora Silvia, y ahí averiguaron cuanta gente era, conversaron con el padre Felix, el padre Felix salió a buscarnos, que nos agrupamos ahí en la parroquia, y ahí se hizo la primera reunión, en diciembre [...]. Y, ya después vinieron los abogados a hacer la... a hacernos ver que teníamos que hacer la... esa cuanto es se llama, el recurso de... de amparo, el recurso de amparo [...]. No fue tan fácil tampoco de decir "ya nos juntamos al tiro vamos nomás!" no, entonces que pasó también ellas empezaron a visitar casa por casa, a ver en qué condición estaban, a darse cuenta solas de... de, de la persona que había desaparecido, y ahí ya se empezó a organizar la cosa (Gloria Urrea, AFDD Laja-San Rosendo⁴⁷).

⁴⁵ Organisme national créé en 1973 par les églises chrétiennes et la communauté juive, qui a fourni une assistance sociale, juridique et économique, à beaucoup de victimes de persécutions politiques, y compris le service d'assistance aux familles des détenus disparus.

⁴⁶ Museo de la memoria y los derechos humanos, Testimonios Audiovisuales [Región del Bío Bío / Región de Ñuble](#), Témoignage Hilda Espinoza (Agrupación de Familiares de Detenidos Desaparecidos y Ejecutados Políticos Concepción), 2013, min. 15:00.

⁴⁷ Entretien réalisé dans le cadre de cette recherche avec Gloria Urrea, présidente AFDD Laja-San Rosendo. Mars 2024.

Pour autant, ce n'est pas tout de suite que la Agrupación va se constituer en tant que telle. Sa formation n'est pas un acte spontané ni automatique. Ce qui a été spontané c'est la recherche des proches disparus que chacune de ces femmes a entrepris avec ses seules forces et en luttant pour la survie quotidienne. Ce qui explique qu'au début ça ne s'est pas passé de façon unifiée. Pendant les premières années de recherche acharnée des détenus, de désespoir et de totale incertitude due à l'absence d'information réelle, elles ont commencé à se rencontrer et à se connaître, ce qui leur a permis d'unir leurs forces par la suite.

[...] los primeros años de dictadura no había ninguna posibilidad de organizarse. Los partidos se fueron todos pa' su casa, o sea eran todos perseguidos, por lo tanto, nadie podía mantener una organización... y así hasta el 75, 76 digamos, que el arzobispado de Concepción logra crear un departamento de pastoral obrera, la Vicaría de la solidaridad le llamaron entonces. Ahí fueron llegando todas las familias a unificar la búsqueda, a darle forma, a darle organicidad. Y obviamente ahí llegaron nuestras compañeras po', así llegaron las de Laja, las de San Rosendo, [...] de todos lados llegaban a ser parte de esta agrupación y ahí todas se conocían⁴⁸ (Emilio Araneda Medina, AFDD Laja-San Rosendo).

Ce réseau qui commença à se structurer à partir de 1973 et qui s'est élargi et consolidé dans la durée, tant à niveau régional que local, a constitué un soutien important pour les familles, sur le plan matériel/financier et aussi sur le plan émotionnel. Il est très important de préciser que pour une grande partie des familles concernées, la personne détenue correspondait au père de famille qui était aussi le pilier économique du foyer. Ceci a impliqué que beaucoup de mères se sont retrouvées toutes seules du jour au lendemain avec des enfants petits, dépourvues de moyens et dans une situation de très grande précarité au niveau du logement, de l'alimentation et à beaucoup d'autres niveaux. Face à cette réalité, le fait de se regrouper leur a permis de trouver un lieu de soutien, de réconfort et de compréhension :

La experiencia para todas fue muy enriquecedora. Y yo creo que eso fue como muy sanador para las señoras, tener una instancia en que se podía hablar con confianza, que se podía llorar. En la casa había que tener siempre la cara compuestita el cuerpo recto, que los hijos no te vieran llorar, porque como te iban a ver llorar si en ese momento la mamá era el puntal de la casa. [...] Entonces la mamá no podía flaquear tenía que llevar el pan a la casa como fuera⁴⁹ (Hilda Espinoza, AFDD Concepción).

⁴⁸ Entretien réalisé dans le cadre de cette recherche avec Emilio Araneda, porte-parole AFDD Laja-San Rosendo. Mars 2024.

⁴⁹ Museo de la memoria y los derechos humanos, Testimonios Audiovisuales [Región del Bío Bío / Región de Ñuble](#), Témoignage Hilda Espinoza (Agrupación de Familiares de Detenidos Desaparecidos y Ejecutados Políticos Concepción), 2013, min. 14:30.

Les témoignages audiovisuels recueillis par l'archive du musée « Museo de la memoria y de los derechos humanos » enregistrés en 2013 permettent de comprendre les origines ainsi que les évolutions qu'ont eu les *agrupaciones*⁵⁰. Même si les expériences sont variées entre les différents groupes, nous pouvons identifier et reconnaître certains éléments communs de ces expériences. Une de ces caractéristiques sur laquelle nous ne pouvons détourner le regard, c'est la composition des *agrupaciones* sur le plan du genre.

En particulier, le deuil et la mémoire des proches sont des fonctions historiquement assignées aux femmes, un rôle que les *Agrupaciones* ont incontestablement assumé. Mais également, ces femmes ont permis de collectiviser la mémoire, pour exiger la Vérité et la Justice. Leur irruption dans l'espace public avec l'élaboration d'un discours qui, bien qu'issu du deuil intime, se projette vers la défense des principes de droits humains, marque une rupture par rapport aux expériences connues jusqu'alors et constitue une spécificité de l'expérience chilienne. Comme le met en exergue Carla Peñaloza, historienne et sociologue qui s'est fondamentalement intéressée aux mémoires collectives dans l'histoire récente du cône sud, le long chemin parcouru par les femmes de l'AFDD a été une lutte collective, dépassant la logique individuelle, pour s'imposer dans l'espace public comme une mobilisation politique contre la dictature⁵¹. Ainsi, le rôle des femmes ne s'est pas limité à la recherche de leurs proches, elles se sont organisées, ont agi et revendiqué une volonté politique qui ramène à la sphère publique une expérience profondément personnelle : « on ne s'engage pas seulement dans la recherche de notre proche, mais pour celle de tous les détenus disparus⁵² ».

⁵⁰ Museo de la memoria y los derechos humanos, Testimonios Audiovisuales [Región del Bío Bío / Región de Ñuble](#), 2013.

⁵¹ Carla Peñaloza Palma, « Duelo callejero: mujeres, política y derechos humanos bajo la dictadura chilena (1973-1989) », *Revista Estudios Feministas*, vol. 23, no 3, 2015, p. 970. [<https://doi.org/10.1590/0104-026X2015v23n3p959>].

⁵² Museo de la memoria y los derechos humanos, Testimonios Audiovisuales [Región del Bío Bío / Región de Ñuble](#), témoignage Ester Araneda (Agrupación de Familiares de Detenidos Desaparecidos y Ejecutados Políticos Concepción), 2013, min. 16:36.



Crédit photo: Archivo histórico de Concepción, Minisitio Derechos Humanos en Concepción (1973-1990), María Eliana Vega, Marcha Agrupación de Familiares de Detenidos Desaparecidos en recuerdo a los 15 años del asesinato de 19 trabajadores de Laja y San Rosendo, Concepción, 1987.

Face à cette dichotomie qui émerge entre les sphères publique et privée, la pratique mémorielle collective constitue une forme de résistance à la « privatisation » des conséquences de la violence d'État « résister la privatización de las consecuencias de la violencia, devolviéndolas una y otra vez al espacio público y político en el que ocurrieron, denunciando que fueron actos abusivos de agentes del Estado⁵³ ». Cette pratique devient d'autant plus nécessaire lorsque nous assistons à des « processus de réconciliation politique institutionnels » qui ont souvent impliqué le recours à des lois d'amnistie qui ont installé le déni juridique et politique sur les responsabilités criminelles. C'est ce qui s'opère à partir des années 90, dans la période dite transitionnelle. À cet égard, Elizabeth Lira souligne que nous assistons à une proclamation de l'oubli comme fondement de la paix sociale qui ne considère pas l'effet du conflit sur les victimes et qui leur impose une résignation forcée face à la violence subie : « la proclamación del olvido como fundamento de la paz social no tiene en cuenta el efecto del conflicto sobre las víctimas e impone, de diversas maneras, una resignación forzosa ante los hechos consumados y a la impunidad subsecuente⁵⁴ ».

⁵³ Elizabeth Lira, *art.cit.*, *Revista de Estudios Sociales*, no 36, 2010, p.16.

[<http://www.scielo.org.co/pdf/res/n36/n36a02.pdf>].

⁵⁴ *Ibid*, p.15.

Ceci nous amène à un aspect qui doit être souligné lorsqu'il s'agit du champ de recherches sur les traumatismes sociaux en Amérique latine, étroitement lié aux études sur la mémoire collective, particulièrement dans le contexte post-dictatorial des années 1990. Comme le soulignent José Cabrera et Daniel Jofré, un trait saillant de la recherche sur la mémoire dans le contexte latino-américain est sa relation indissociable avec un horizon politique de dénonciation : « un horizonte político de denuncia, resistencia y transformación de las condiciones de violencia sociopolítica que continúan afectando a las comunidades de esta zona del planeta⁵⁵ ».

À ce propos, la généalogie des études sur la mémoire d'Elizabeth Jelin (2003) est éclairante, car elle met en évidence que ces recherches en Amérique latine découlent principalement des organisations de défense des droits humains (ci-après DDHH) et non des membres de l'académie. Les travaux universitaires sur la mémoire et les traumatismes collectifs en Amérique latine se fondent ainsi sur une demande politique qui leur confère du sens et de la légitimité. Ceci crée un espace d'articulation politico-académique, où la production de connaissances est étroitement liée aux aspirations de transformation sociale.

⁵⁵ José Cabrera Sánchez et Daniel Jofré Astudillo, « Subjetivación de la memoria del trauma colectivo en nietos/as de víctimas de la dictadura chilena », *Psicología USP*, vol. 33, 2022, p.1. [<https://doi.org/10.1590/0103-6564e210061>].

2. Cadre théorique et conceptuel, état de l'art

a. Savoirs situés : fondements épistémologiques

Avant de présenter les cadres, théorique et méthodologique, qui structurent notre recherche, il est essentiel de comprendre et d'explicitier le fondement de cette démarche. Elle s'inscrit dans une approche critique des sciences, inspirée de la notion de « savoirs situés » développée par Donna Haraway en 1991, affirmant que toute connaissance émerge d'un regard localisé. Cette perspective n'empêche pas l'objectivité scientifique, mais souligne l'impossibilité d'atteindre des vérités universelles sur le sujet étudié. Elle remet ainsi en cause l'idée d'une production de savoirs « neutres », ou qui tendrait à l'établissement d'une vérité absolue.

La production de connaissances est envisagée dans cette perspective comme une relation sociale marquée par des dynamiques de pouvoir, ce qui conduit à reconnaître l'existence de vérités multiples et contextuelles, plutôt qu'une vérité unique et absolue. Cette perspective remet en cause la séparation traditionnelle entre le sujet et l'objet de la connaissance, en dépassant les identités figées associées à cette distinction. Scribano et De Sena (2009) soutiennent que la construction de savoirs doit être vue comme un processus d'imagination sociologique, où le sujet et l'objet sont deux pôles distincts, permettant aux participant-e-s d'occuper des positions variées.

Cette perspective nous renvoie à l'idée que toute connaissance est marquée par la subjectivité de celui qui la détient, ce qui la rend intrinsèquement subjective (Breuer, 2003⁵⁶). Ainsi, dans les modèles qualitatifs, il est crucial de considérer la subjectivité du chercheur-euse, du fait que ses interactions avec les sujets de recherche aboutissent à une co-construction des savoirs, plutôt qu'à une simple collecte d'informations.

Cette épistémologie développée par Haraway est très liée à l'idée d'« objectivité forte » de Harding. Cette dernière met l'accent sur l'importance de reconnaître les contextes sociaux dans lesquels nous évoluons ainsi que les biais que ces contextes entraînent. Cette approche féministe d'une objectivité incarnée place le politique au cœur de la production des

⁵⁶ Franz Breuer et Wolff-Michael Roth, « Subjectivity and Reflexivity in the Social Sciences: Epistemic Windows and Methodical Consequences », *Forum Qualitative Sozialforschung Forum: Qualitative Social Research*, vol. 4, no 2, 2003, p. 2. [<https://doi.org/10.17169/fqs-4.2.698>].

connaissances. Au lieu de viser une neutralité illusoire, elle préconise une connaissance socialement engagée, soutenue par une forte réflexivité⁵⁷. Cela signifie que les chercheur-euse-s doivent examiner leur propre rôle et l'influence qu'ils.elles exercent sur la recherche, en participant activement au processus plutôt qu'en prétendant être détaché-e-s de celui-ci.

Positionnalité en tant que chercheuse : d'où parle-je ?

J'ai refusé le « comme si » de l'histoire qui parle toute seule, du passé impersonnel, irréfutable et sans visage, qu'on écoute bouche bée au coin du feu. J'ai refusé cette fiction, en rappelant que l'histoire est écrite par un historien, un individu incarné, investi, responsable de ses choix. J'ai invité le lecteur [...] dans les coulisses de mon travail, manière de montrer que l'intelligence du passé n'est pas un simple résultat, mais plutôt un processus, une quête, voire une conquête (Jablonka, 2017, p.89)⁵⁸.

Si la production des connaissances ne saurait être impartiale, il en découle que cette recherche ne fait certainement pas exception. En effet, la réflexion à la première personne est un sujet peu étudié et peu travaillé en général, mais nécessaire et même incontournable comme le souligne la sociologue Elizabeth Jelin⁵⁹. Mes motivations et ma curiosité ne sont pas purement académiques ou intellectuelles. Bien au contraire, l'intérêt de cette recherche naît d'une histoire intime, familiale, autant que profondément collective et sociale. Je suis moi-même membre de la génération sur laquelle ce travail porte : petite-fille d'un des travailleurs assassinés lors de ce massacre, Luis Alberto Araneda Reyes, qui était le père de mon père.

Je ne me souviens pas du moment précis où j'ai appris ce passé douloureux. En revanche, je me souviens de l'image de son visage depuis mon plus jeune âge. Sur les photos que ma grand-mère avait dans sa maison, sur les quelques photos que mon père avait de son enfance, il était là, il devait avoir la trentaine ou la quarantaine. Non loin de l'époque des photos, il a été enlevé à la porte de sa maison. Le temps a continué pour celles.ceux qui étaient encore en

⁵⁷ Lelya Elena Troncoso Pérez et Isabel Piper Shafir, « Género y memoria: articulaciones críticas y feministas », *Athenea Digital*, vol. 15, no 1, 2015, p. 70. [<http://dx.doi.org/10.5565/rev/athenea.1231>].

⁵⁸ Ivan Jablonka, « L'historicité de l'historien ou la place des morts », *Sociétés & Représentations*, vol. 1, no 43, 2017, p. 89. [<https://doi.org/10.3917/sr.043.0083>].

⁵⁹ Elizabeth Jelin, *Las tramas del tiempo : Familia, género, memorias, derechos y movimientos sociales*. Compilado por Ludmila Da Silva Catela ; Marcela Cerrutti ; Sebastián Pereyra. - 1a ed. Ciudad Autónoma de Buenos Aires : CLACSO, 2020, p. 446.

vie. Ses quatre fils : Jaime, Emilio, Jorge et Mauricio, mon père, ainsi que ma grand-mère Ruth Medina Neira « veuve d'Araneda », comme elle répète encore aujourd'hui, même si, atteinte de démence sénile, elle se souvient à peine de qui elle est.

Pendant mon adolescence, j'ai commencé à m'interroger sur ce qui était arrivé à mon grand-père. Pour autant que je m'en souviens, on ne m'a jamais raconté directement ce qui s'était passé, bien que nous soyons allés au cimetière à plusieurs reprises pour lui rendre visite. En 2010, la procédure judiciaire a été réouverte et mon père s'est fortement investi dans cette affaire. Étant lui-même avocat, il a été un des avocats des parties civiles. Les reconstitutions de la scène, les audiences et autres démarches liées à l'enquête ont pu avoir lieu.

En août 2015, un reportage journalistique sur le massacre a été diffusé sur une chaîne de télévision publique. J'avais 17 ans et c'était la première fois que j'entendais mon père et ma grand-mère raconter le moment de l'arrestation et c'était à travers un écran de télévision. C'était très touchant et très déchirant d'imaginer la scène et de savoir que derrière cet homme adulte, se trouvait ce garçon de 10 ans qui avait vu les carabinieri arrêter son père à la porte de sa maison et qu'il était toujours en quête de justice et de vérité.

Cette histoire m'a amenée à me poser de nombreuses questions au fil des années, concernant cet événement mais également sur l'héritage indélébile laissé par la période dictatoriale dans la société dans laquelle j'ai grandi. D'où la nécessité, partagée par tant d'autres, de comprendre comment nos sociétés se reconstruisent après des périodes de violence politique extrême. Une violence qui a pénétré au plus profond de l'humanité, des foyers et des relations sociales, déchirant irrémédiablement le lien social et dont j'ai pu voir les conséquences de près.

Puisque cette recherche se situe dans un cadre épistémologique qui reconnaît l'importance de la réflexivité dans la production des connaissances, il est essentiel de reconnaître que ma perspective est influencée par mon contexte personnel, familial et académique. En tant que chercheuse dans une université française et européenne, des dynamiques de pouvoir traversent inévitablement le processus de production des connaissances. De plus, ces dynamiques sont aussi marquées par mon contexte d'origine : je viens d'une famille avec une

situation économique confortable, avec deux parents professionnels, ce qui correspond à une réalité qui diffère considérablement de la majorité de la société chilienne ainsi que des personnes enquêtées.

Ainsi, cette recherche n'est pas un exercice neutre ou détaché ; elle est profondément enracinée dans mon histoire personnelle et familiale. Mon père, avocat impliqué dans le procès judiciaire concernant le massacre, et ma famille, qui a vécu de près les séquelles de la violence politique, ont influencé directement mon intérêt pour cette question et donc la présente recherche. Je reconnais que ces éléments contribuent à ma subjectivité et que mon interprétation des faits est inextricablement liée à ces conditions qui me constituent en tant que personne.

D'autre part, la subjectivité d'appartenir moi-même à l'une des familles touchées par ce massacre, et de partager cette expérience commune avec les personnes interrogées, a été, je pense, un avantage. Au moment de contacter les personnes qui ont participé, ainsi qu'au moment de l'interview, cela a permis une plus grande spontanéité et liberté d'expression par rapport à quelque chose qui, bien qu'il s'agisse d'une expérience sociale, est en même temps un processus très intime.

b. La notion de mémoire

Nous allons d'emblée appréhender ce que nous entendons par mémoire, en tant qu'un des concepts essentiels de ce travail de recherche. Il est important de convenir d'emblée que nous n'allons pas adopter une définition univoque, mais que nous allons plutôt caractériser et donner des précisions et considérations autour du concept de mémoire sur la base de recherches qui ont été menées à ce sujet dans le domaine des sciences sociales. Néanmoins, il est important de noter qu'il s'agit d'un champ d'études qui est très vaste et donc que nous allons nous concentrer de façon plus approfondie sur les travaux qui concernent les mémoires de la répression politique et des violences d'État perpétrées lors des dictatures latinoaméricaines, ainsi que sur les études concernant spécifiquement le cas chilien.

Dans un usage courant, le mot mémoire renvoie à la capacité psychique de garder et de retrouver des souvenirs, la « faculté comparable à un champ mental dans lequel les souvenirs, proches ou lointains, sont enregistrés, conservés et restitués⁶⁰ ». Dans cette

⁶⁰ Centre national de ressources textuelles et lexicales, 2012, En ligne.

acception, l'acte de se souvenir est compris comme essentiellement individuel. Pourtant, lorsque nous étudions ces processus à partir des sciences sociales, nous constatons rapidement qu'ils ne peuvent s'extraire du contexte où ils se produisent. En fait, cela n'arrive pas chez des individus isolés, coupés du monde, mais chez des individus toujours situés dans un contexte social spécifique et dans un groupe donné. À ce sujet, Elizabeth Jelin, sociologue et chercheuse argentine qui a consacré beaucoup de travaux au sujet des mémoires des périodes de répression politique, souligne qu'il est impossible de se souvenir ou de recréer le passé sans faire appel à ces contextes⁶¹. Dans cette compréhension, la mémoire n'équivaut pas au simple souvenir de faits du passé, mais elle désigne plutôt le sens que nous accordons à ces événements au présent. Le concept de mémoire nous renvoie ainsi à la temporalité des phénomènes sociaux, dans la mesure où il se situe au carrefour entre le passé, le présent et le futur. Les processus de mémoire auxquels nous nous intéressons dans la présente étude, se situent au point d'intersection entre les « espaces d'expériences passées » et les « horizons d'attentes futurs⁶² ».

Cette approche conçoit ainsi le passé comme une construction ou une reconstruction qui s'élabore dans le présent : « recordar no es un proceso que “trae” lo ya acontecido, sino que es una operación en la que el pasado es reconstruido en la práctica social presente⁶³ » (Cornejo, Reyes, Cruz *et al*, 2013). Par ailleurs, ce processus qui se déroule dans le présent, dépend également du présent, c'est-à-dire des intérêts, des idées et des sentiments actuels. Les conditions de production du présent sont alors centrales dans cette compréhension de la mémoire.

Cependant, le fait d'adopter cette approche n'implique pas que les mémoires individuelles disparaissent ou qu'elles soient annulées. Il s'agit de reconnaître la dimension sociale dans laquelle se situent les mémoires individuelles, laquelle en même temps, leur donne un sens, sans pour autant effacer les singularités qui les caractérisent. Dans cette idée, des outils méthodologiques tels que les témoignages et les récits de vie permettent de rendre compte de cette imbrication des registres intime et collectif qui construisent les mémoires, plus particulièrement lorsque nous nous consacrons à des expériences collectives violentes et traumatiques.

⁶¹ Elizabeth Jelin, *Op. cit.*, Ciudad Autónoma de Buenos Aires : CLACSO, 2020, p.421.

⁶² *Ibid*, p.606.

⁶³ Marcela Cornejo, María José Reyes, María Angélica Cruz et al, « Historias de la Dictadura Militar Chilena Desde Voces Generacionales », *Psykhé*, vol. 22, no 2, 2013 p. 50. [<https://dx.doi.org/10.7764/psykhe.22.2.603>].

Il est ici question de souvenirs d'événements passés bien précis, qui relèvent d'une expérience collective violente et traumatisante. D'après les travaux consacrés aux mémoires de la dictature au Chili menés par l'historien Steve Stern, lorsque il y a une expérience collective de telles caractéristiques, « où les atrocités sont massives et suscitent une grande horreur et une sensibilité de rupture historique⁶⁴ », accorder un sens à cette expérience se révèle un terrain très fécond pour l'émergence d'une lutte sociale. Dans une société où les vécus et les mémoires sont très divergents, les faits et leur signification sont un sujet de débat permanent.

Dans sa problématisation de la construction des mémoires autour du passé récent au Chili, Stern⁶⁵ suggère que la configuration de la mémoire collective se situe entre une série d'expériences façonnées par des mémoires détachées et par des mémoires emblématiques. En premier lieu, il identifie les mémoires *isolées*⁶⁶ comme étant des mémoires de l'expérience individuelle et personnelle. Ensuite, il définit les mémoires emblématiques comme un cadre mémoriel offrant une interprétation et un critère de classification des mémoires personnelles. Cela permet d'organiser le débat en intégrant les nuances individuelles en lien avec les moments historiques correspondants.

Ainsi, l'auteur distingue quatre mémoires emblématiques de la dictature militaire et du coup d'État de 1973. La première typologie qu'il relève comme la « mémoire comme salvation » est fondée sur l'idée que le coup d'État aurait empêché l'arrivée d'un scénario catastrophique. Ceci se base sur la perception avant et pendant le gouvernement de l'UP, d'une possible guerre civile imminente résultant de la polarisation des projets politiques de l'époque. C'est l'idée qui prédomine dans les cercles qui soutiennent la dictature militaire et pour lesquels c'est grâce au coup d'État qu'un pays prospère a pu être construit.

La deuxième mémoire « la mémoire comme rupture », est à l'opposé de la précédente dans le sens où le traumatisme est associé à l'expérience du terrorisme d'État en tant que pratique qui

⁶⁴ Steve Stern, « Memorias en construcción: los retos del pasado presente en Chile, 1989-2011 », *Anuario Digital (Universidad Nacional De Rosario. Escuela De Historia)*, no 24, 2013, p. 101. [<https://doi.org/10.35305/aeht.v0i24.99>].

⁶⁵ Steve Stern, « De la memoria suelta a la memoria emblemática: hacia el recordar y el olvidar como procesos históricos (Chile, 1973- 1998) » in Elizabeth Jelin, *Las conmemoraciones: Las disputas en las fechas "in-felices"*. Buenos Aires: Siglo XXI, 1998, p. 18.

⁶⁶ Dans le texte original « memorias sueltas » .

interrompt la vie des sujets, leur infligeant des blessures à vie. C'est la mémoire comme plaie ouverte, comme rupture sans fin.

Vient ensuite, une troisième mémoire identifiée comme la « mémoire comme oubli ». Elle se rapproche de la première mais davantage dans le sens où il vaut mieux ne pas en parler, du fait que le coup d'État et la dictature militaire sont des sujets dangereux, c'est-à-dire, la mémoire comme une boîte fermée. Elle correspond à une sorte d'oubli conscient ou d'une volonté de ne pas regarder en arrière, une amnésie volontaire qui est toutefois chargée de mémoire.

La quatrième mémoire emblématique qu'identifie Stern est « la mémoire comme conséquence éthique et démocratique », où les acteurs sociaux ont installé la défense des droits humains et la question de la mémoire comme un devoir moral de la société. Cette prise de conscience autour de l'importance de la mémoire et des droits humains a gagné beaucoup de terrain au moment du plébiscite de 1988 et dans les années 90 au moment de la « transition démocratique ».

Cette catégorisation formulée par Stern fournit des cadres référentiels permettant de situer les discours et les récits relatifs à la construction de mémoires de cette période, ainsi que de comprendre le caractère conflictuel de ces mémoires dans la société chilienne en particulier. Ces précisions nous permettent de comprendre qu'il n'existe pas une mémoire, mais au contraire des mémoires plurielles et diverses sur la période historique que nous allons aborder ainsi que les événements, les conséquences et les processus que celle-ci entraîne. Nous faisons face à la coexistence de différents groupes sociaux qui vont élaborer les événements passés autour d'expériences et d'intérêts extrêmement divers. Cette perspective nous alerte aussi sur le risque qu'implique l'homogénéisation des mémoires dans une mémoire dite officielle, qui peut délaisser ou omettre le caractère processuel des mémoires et leur potentiel de transformation de la réalité.

Ce potentiel transformateur des mémoires en tant que pratiques sociales qui se déroulent dans le présent, nous permet d'aborder la notion de transmission, qui est au cœur de ce travail. Pour introduire cette question, nous allons nous appuyer sur la notion de post-mémoire employée par Marianne Hirsch, qui rend compte des aspects importants à considérer dans cette expérience de transmission de(s) mémoire(s) traumatiques.

b. 1. Le concept de post-mémoire

Marianne Hirsch a élaboré ce concept pour signifier la relation que la « génération d'après » entretient avec le traumatisme personnel, collectif et culturel subi par celles. ceux qui l'ont précédée, en particulier dans le cadre de la Shoah. Il s'agit d'expériences qui se sont transmises d'une génération à l'autre, par le biais d'histoires, d'images et de comportements avec lesquels cette « nouvelle » génération a grandi. Souvent, ces récits impliquent des émotions très intenses au point qu'ils semblent constituer une mémoire réelle quand bien même ce ne serait pas fondé sur des faits personnellement vécus. Des membres des « nouvelles » générations ont en effet vécu une part de ce passé, bien qu'indirectement, à partir de fragments d'événements traumatiques qui continuent à poser un défi de reconstruction narrative et qui dépassent l'entendement. Même s'il s'agit d'événements du passé, leurs effets persistent dans le présent.

« La connexion avec le passé que je définis comme postmémoire ne s'opère pas au travers d'une forme particulière de remémoration, mais d'un investissement imaginaire, d'une projection et d'une création⁶⁷ ». Il serait opposé à la notion de « remémoire » qui constitue plutôt un attachement rigide au passé. Dans ce sens, un travail post-mémoriel implique un renouvellement dans l'élaboration de la mémoire traumatique héritée. Ce serait donc un processus qui transforme et construit d'autres configurations possibles pour la(les) mémoire(s). Dans cette idée de renouvellement de la mémoire traumatique qui est transmise, la notion de dialogue intergénérationnel de María José Reyes nous semble pertinente pour mieux appréhender les enjeux qui se jouent dans la transmission.

b. 2. La question de la transmission et la notion de dialogue intergénérationnel

María José Reyes Andreani⁶⁸, psychologue sociale qui a développé plusieurs recherches autour de ce qu'elle appelle le « dialogue intergénérationnel » de la mémoire, considère que la notion même de transmission est problématique puisqu'elle évoque quelque chose de unidirectionnel. Ce qui ressort de cette relation c'est qu'il y aurait un.e émetteur-riche et un.e

⁶⁷ Marianne Hirsch, *La generación de la posmemoria: escritura y cultura visual después del Holocausto*. Madrid, España: Editorial Carpe Noctem, 2015, p. 31.

⁶⁸ María José Reyes, « Generaciones de memoria: una dialógica conflictiva », *Revista Praxis*, vol. 11, no 15, 2009, p. 79.

récepteur-rice et que cette première personne possède quelque chose qu'il-elle lègue à un.e autre, idée qui pour l'auteure est complexe.

La notion de transmission s'est beaucoup développée autour des « entrepreneur-euse-s » de la mémoire et de leurs actions stratégiques, soit des collectifs de mémoire, soit des initiatives stratégiques du gouvernement, entre autres. Or, l'accent est mis sur une politique active autour de ce qui doit être installé comme version du passé, notamment dans les musées et les sites de mémoire. Ceci est problématique quand le rôle des « héritier.ère.s » est effacé, ou du moins, n'apparaît pas comme visible. La notion de « dialogue intergénérationnel » semble plus appropriée dans le sens où elle permet de considérer l'espace relationnel qui est généré entre ces acteurs lors de la fabrication de la mémoire ; ce que le concept de transmission laisse de côté⁶⁹. Comprendre la fabrication de la mémoire comme une pratique dialogique est strictement liée à la compréhension de la mémoire en tant que processus et non pas comme une reproduction du passé. L'idée de dialogue permet de se concentrer sur ce contexte relationnel, sur la relation qui se construit entre les générations autour de la pratique mémorielle; relation dans laquelle se produit un héritage et une mémoire. Il n'y a pas une transmission dans un sens unidirectionnel, mais dans la mesure où une génération présente ses façons de comprendre, de ressentir, de raconter le passé, une autre répond et cela aboutit à la production commune de mémoire.

Afin d'aborder la construction sociale de la mémoire à travers ce dialogue intergénérationnel, il convient de définir ce que nous entendons par génération. Plusieurs recherches montrent que le phénomène générationnel ne peut être pleinement compris en se limitant seulement aux tranches d'âge. Dans son ouvrage « Le problème des générations », le sociologue allemand Karl Mannheim a proposé une théorisation de cette notion depuis une perspective historique⁷⁰. D'après Mannheim, une génération gravite autour de trois axes : la « situation » qui correspond aux forces sociales auxquelles chaque nouvelle génération doit faire face, la « cohésion », qui traite de la prise de conscience collective et « l'unité », qui souligne les divergences et hétérogénéités au sein d'une génération. Pour parvenir à une unité générationnelle, il faut être né à une période particulière, marquée par des forces formatrices

⁶⁹ María José Reyes, Marcela Cornejo, María Angélica Cruz et al, « Dialogía intergeneracional en la construcción de memorias acerca de la dictadura militar chilena », *Universitas Psychologica*, vol. 14, no 1, 2015, p.256.

⁷⁰ Karl Mannheim, « El problema de las generaciones », *Reis: Revista Española de Investigaciones Sociológicas*, no 62, (1928) 1993.

et une action historique spécifique. Les caractéristiques communes évoquées limitent les individus à un certain terrain de jeu parmi les événements possibles et leur suggèrent donc une manière spécifique de vivre et de penser, « une manière spécifique de s'intégrer dans le processus historique (Mannheim, 1993⁷¹) ».

C. Comprendre la notion de transmission intergénérationnelle

La recherche sur la transmission intergénérationnelle des mémoires du coup d'État et de la dictature au Chili a évolué principalement dans le domaine de la psychologie, en explorant comment les traumatismes générés par des contextes de violence politique se transmettent à travers les générations. Les études examinées mettent en évidence comment ce processus affecte non seulement les personnes directement impliquées, mais aussi leurs descendants, configurant ce que Martín-Baró appelle le « trauma psychosocial » (Reyes et al., 2015⁷²; Faúndez et al., 2013⁷³). Ce concept élaboré par Martín-Baró lors de l'analyse qu'il fait des conséquences du conflit armé au Salvador, fait référence aux traumatismes résultant d'un contexte de rupture du fonctionnement normal d'une collectivité, où il y a un bouleversement des normes, des institutions et des principes en place dans une société à travers la violence. Il le définit comme la blessure causée par l'expérience prolongée d'une guerre. Cette blessure dépend également des expériences particulières de chaque individu : « la herida o afectación dependerá de la peculiar vivencia de cada individuo, vivencia condicionada por su extracción social, por su grado de participación en el conflicto así como por otras características de su personalidad y experiencia⁷⁴ ».

Une particularité de ce type de trauma est la propagation de ses effets au-delà de la personne qui a vécu directement ces violences, c'est-à-dire que les effets se répercutent sur les générations suivantes. Il y a des effets immédiats et des effets à moyen et long terme : plus

⁷¹ *Ibid*, p.211.

⁷² María José Reyes, Marcela Cornejo María Angélica Cruz et al, « Dialogía intergeneracional en la construcción de memorias acerca de la dictadura militar chilena », *Universitas Psychologica*, vol. 14, no 1, 2015, [<http://dx.doi.org/10.11144/Javeriana.upsy13-5.dicm>].

⁷³ Ximena Faúndez, Jean-Luc Brackelaire et Marcela Cornejo, « Transgeneracionalidad del Trauma Psicosocial: Imágenes de la Detención de Presos Políticos de la Dictadura Militar Chilena Reconstruidas por los Nietos », *Psykhe* (Santiago), vol. 22, no 2, 2013, p.83-95. [<https://dx.doi.org/10.7764/psykhe.22.2.563>].

⁷⁴ Ignacio Martín-Baró, « La violencia política y la guerra como causas del trauma psicosocial en El Salvador », *Revista de Psicología de El Salvador*, vol. 7, no 28, 1989, p. 136. [https://www.uca.edu.sv/coleccion-digital-IMB/wp-content/uploads/2015/11/1988-La-violencia-pol%C3%ADtica-y-la-guerra-como-causas-del-trauma-RP1988-7-28-123_141.pdf].

l'événement traumatique se prolonge dans le temps, plus les effets sont profonds. L'auteur souligne également que les enfants exposés à des événements traumatiques sont davantage vulnérables, car ils construisent leur identité dans un contexte de violence, d'irrationalité et de mensonge (Martín-Baró, 1989).

Bien qu'il s'agisse d'un concept issu de la psychanalyse, il apparaît en tant qu'opérateur interprétatif pertinent pour l'historiographie et les sciences sociales qui se consacrent à l'étude de ces moments historiques qualifiés comme des traumatismes collectifs. De cette façon, il a été mobilisé dans de nombreux travaux traitant de la transmission intergénérationnelle. Il en est ainsi pour la recherche menée par José Cabrera Sánchez (2023) qui vise à identifier et interpréter les stratégies à travers lesquelles la troisième génération des victimes de violences politiques de la dictature au Chili développe un travail post-mémoriel.

La méthodologie de cette recherche est de caractère qualitatif, à travers d'entretiens semi-directifs ciblés, qui sont par la suite l'objet d'une analyse interprétative du matériel discursif recueilli. Ces entretiens sont menés auprès de 15 petits-enfants de prisonnier-e-s politiques et/ou détenu-e-s disparu-e-s de la dictature civico-militaire. L'auteur divise les résultats de son travail en deux catégories analytiques : récits imaginaires de mémoire et récits symboliques de mémoire.

Dans la première, l'auteur constate que les récits des interviewés narrent les expériences de leurs grands-parents, notamment pendant les détentions, en mettant en scène ces mémoires. Bien que les petits-enfants n'aient pas vécu ces événements, ils les imaginent et les matérialisent clairement à travers leurs récits. L'aspect imaginaire de ces narrations n'est pas perçu négativement; au contraire, il transforme positivement la représentation du traumatisme, en s'opposant à un vide représentatif. Cependant, cette figuration de la mémoire révèle des incertitudes et des lacunes concernant ces expériences, indiquant une transmission non détaillée des traumatismes. La deuxième catégorie constitue pour Cabrera la tentative des interviewé-e-s de comprendre, après connaître ces faits et les imaginer, leur propre place dans la construction de la mémoire qu'elles-ils ont hérité. Cette position subjective réflexive par rapport à l'héritage mémoriel de leurs grands-parents, nous semble un élément intéressant à prendre en compte au sein de notre démarche pour appréhender les narrations des générations post-dictature et leur construction mémorielle.

D'autre part, les recherches menées par María José Reyes, qui introduit le concept de dialogue intergénérationnel que nous avons exposé précédemment, se concentrent sur l'espace relationnel où se construisent les mémoires dans une perspective intergénérationnelle. L'auteur identifie dans une des recherches qu'elle entreprend à ce sujet avec d'autres chercheuses (Reyes et al, 2015⁷⁵), des formes de dialogue -tels que le conflit, le consensus ou l'alliance - qui sont adoptées entre les générations lorsque la mémoire de la dictature militaire est fabriquée, étant entendu que dans cet espace relationnel se produisent et se reproduisent des versions du passé. Quant à la définition des générations, cette étude analyse les formes de dialogue en définissant quatre groupes générationnels basés sur l'âge de 18 ans atteints lors d'événements historiques clés : le coup d'État de 1973, le plébiscite de 1988, l'année 1998, et les mobilisations étudiantes de 2006. Les chercheuses ont utilisé des récits de vie individuels et des groupes de discussion hétérogènes selon la génération, l'appartenance politique, la territorialité et le niveau socio-économique.

Les résultats de ce travail montrent que l'expérience directe de la dictature militaire est perçue comme ayant une légitimité unique pour raconter le passé, ce qui marginalise souvent les générations suivantes dans la construction des mémoires. Malgré les initiatives politico-institutionnelles, comme le Musée de la Mémoire censé propulser des discussions sur le passé, celles-ci restent limitées. Ceci amène à brouiller l'une des fonctions de la mémoire « está implicando que se difumina una de las funciones de la memoria : la de constituirse en un escenario de enunciación política⁷⁶ » (Reyes, Cornejo et al., 2015). Même lorsque ce passé est discuté de manière intergénérationnelle avec des alliés idéologiques, les différences qui apparaissent ne sont pas questionnées. Ainsi, cela tend à configurer une version qui, bien qu'elle fasse allusion à des coordonnées politiques et même historiques, n'encourage pas nécessairement la réflexion et l'interrogation sur le passé, ni sur le présent et l'avenir.

On retrouve des conclusions similaires dans une deuxième étude menée par les auteurs Reyes, M.J., Cruz, M.A. y Aguirre, F.J, portant sur les effets des lieux de mémoire sur la construction des mémoires des nouvelles générations. Elles constatent que pour les jeunes participant.e.s de l'étude, seuls ceux-celles qui sont déjà lié-e-s à la question des violations des droits humains sont susceptibles de s'arrêter dans les lieux de mémoire en question. Ceci

⁷⁵ Marcela Cornejo, María José Reyes, María Angélica Cruz, et al, *art.cit*, *Universitas Psychologica*, vol. 14, no 1, 2013, p. 71. [<https://doi.org/10.11144/Javeriana.upsy14-1.dicm>].

⁷⁶ *Ibid.* p. 268.

nous renvoie à la question de l'utilisation des lieux mémoriels, qui constitueraient une sorte de ghetto uniquement destinés aux proches ou à ceux.celles qui sont déjà sensibilisés à la question de la répression politique. Ainsi, d'après ce travail, ces espaces installent une forme de mémoire qui n'encourage pas le débat ou la controverse⁷⁷. C'est une mémoire qui n'est pas politisée : les personnes évoquées dans ces espaces mémoriels ne sont pas perçues comme des agents ayant une capacité d'action, des projets politiques ou une histoire propre. Cette manière de les représenter est également liée au slogan de la « paix ». Ces espaces répondent à une logique mémorielle où, comme le souligne Elizabeth Lira à propos des documents des commissions de vérité, « les histoires se congèlent dans le moment de l'horreur ». Ces documents sont censés susciter un intérêt pour la mémoire et encourager la réflexion sur les événements qu'ils relatent. Cependant, l'effet produit est souvent inverse, car ils tendent à concentrer et figer l'horreur dans un support qui ne permet pas de remise en question, ni d'interaction.

Le constat que ces espaces mémoriels réduisent l'identité des victimes aux événements traumatiques qu'elles ont subis, sans aborder leur dimension politique, leur agentivité ni le contexte politique préalable, nous amène à examiner cette notion de victime, que certains auteurs ont jugée problématique.

d. La notion de victime

Avant de passer au cadre méthodologique de cette étude, nous voudrions apporter quelques réflexions à propos de la catégorie de victime. Cette notion désigne dans le contexte social et politique qui nous occupe, les personnes qui ont vécu directement des expériences de violence politique de la part de l'État⁷⁸. Il s'agit d'une catégorie qui occupe un rôle prépondérant dans les discours et récits concernant les mémoires des événements précédemment cités. La notion de victime est construite et centrée autour de la douleur, la souffrance et les dommages causés. Pourtant, des recherches témoignent du fait que la compréhension de cette catégorie et l'identification à celle-ci n'est pas homogène pour les personnes qui ont vécu ces expériences de violence politique. À ce sujet, l'article « Ni

⁷⁷ María José Reyes, María Angélica Cruz et Félix J. Aguirre, « Los lugares de memoria y las nuevas generaciones: algunos efectos políticos de la transmisión de memorias del pasado reciente de Chile », *Revista Española de Ciencia Política*, no 41, 2016, p. 111. [<https://doi.org/10.21308/recp.41.04>].

⁷⁸ Même si nous pouvons nous demander dans quelle mesure cette catégorie ne concernerait pas les victimes « indirectes » et donc l'entourage des personnes concernées qui a dû faire face à cette violence et qui ont vécu les conséquences que ces faits ont déclenché.

víctimas, ni héroes, ni arrepentido/as. Reflexiones en torno a la categoría “víctima” desde el activismo político⁷⁹ » démontre comment cette catégorie entraîne un rejet et une remise en question de la part de certaines personnes qui sont censées y appartenir. Le rejet qu'elle entraîne repose sur le fait qu'elle témoigne uniquement de la douleur infligée, ce qui réduit les personnes concernées à ce seul aspect : « Desde esa posición de sujeto sólo es posible hablar de derrota y sufrimiento; por lo tanto, para poder recordar las experiencias de lucha y resistencia es necesario salirse de la categoría o al menos tensionar sus límites⁸⁰ » (Piper Shafir, Montenegro Martínez, 2017).

Autrement dit, la souffrance de la génération des années 80 ne s'explique pas seulement par les effets de la repression, de la torture, des disparitions et des assassinats. Elle s'explique aussi par les changements politiques et sociaux imposés du jour au lendemain, par la désarticulation des groupes d'appartenance, ainsi que par la rupture radicale du projet politique en cours. Cela nous amène donc à nuancer, voire à remettre en question les définitions dominantes qui ne permettent pas de rendre compte des projets politiques et des identités complexes de personnes concernées. Réduites à la notion de victime, elles sont autorisées à parler, à se souvenir et à raconter les violences qui leur ont été infligées, leurs traumatismes et leurs douleurs, en tant qu'éléments qui définissent et constituent leur identité. Cependant elles ne sont plus autorisées à parler lorsqu'il s'agit de discuter du projet politique en jeu lors du coup d'État.

Bien que destiné à des personnes ayant survécu ou pas aux violences perpétrées, dans la compréhension hégémonique du concept, l'emploi de cette désignation de « victime » a pour objectif de revendiquer son innocence et de dénoncer le caractère arbitraire du régime dictatorial. Cette défense contre des persécutions injustifiées exclut les personnes dissidentes, qui ont résisté en faisant usage de la violence. En ce sens, le sociologue Emilio Crenzel analyse les expériences des commissions de vérité au Chili et en Argentine⁸¹ et affirme que la dénonciation de la violence d'État et de son lien avec les groupes de pouvoir, est remplacée par la description réaliste et détaillée des différentes formes de violence perpétrées. La focale

⁷⁹ Isabel Piper Shafir et Marisela Montenegro Martínez, « Ni víctimas, ni héroes, ni arrepentido/as. Reflexiones en torno a la categoría “víctima” desde el activismo político », *Revista de Estudios Sociales*, no 59, 2017, p. 98-109. [<https://dialnet.unirioja.es/servlet/articulo?codigo=5908022>].

⁸⁰ *Ibid*, p.103.

⁸¹ Emilio Crenzel, « Los Derechos Humanos y las políticas de la memoria. Reflexiones a partir de las experiencias de las comisiones de la verdad de Argentina y Chile », in Ricard Vinyes, *Estado y la memoria: gobiernos y ciudadanos frente a los traumas de la historia*. Barcelona : Editorial RBA, 2009, pp. 357-367.

est mise ainsi sur la douleur, les souffrances physiques et mentales causées, au détriment de l'identité politique des victimes. Cette réflexion nous amène à nous demander quelle place est accordée aux projets politiques négligés dans les processus de construction de mémoires. Est-ce que ces projets apparaissent dans les mémoires du Massacre Laja-San Rosendo ? Ceci implique de questionner les rapports de pouvoir qui, encore aujourd'hui, légitiment la violence d'État. « L'abandon de la logique des dommages infligés et l'ouverture du débat sur les positions et les formes politiques en jeu permettent également de tisser des liens entre le passé que les mémoires collectives construisent et les luttes politiques du présent⁸² ».

Après avoir défini le cadre théorique de notre recherche et présenté les notions essentielles qui le composent, nous allons développer la problématique et les outils méthodologiques qui nous permettront d'y répondre.

3. Cadre méthodologique

a. Développement de la problématique et hypothèses

Nous allons nous demander comment la troisième génération des familles des victimes du Massacre Laja San Rosendo construit les mémoires de cet événement dans un contexte de transmission intergénérationnelle ?

À partir de la problématique posée, nous allons dresser deux hypothèses dans le but de guider notre recherche.

Hypothèse 1 : La construction des mémoires de cet événement par les troisièmes générations dans un contexte de transmission intergénérationnelle, est fortement influencée par l'attitude adoptée par la deuxième génération.

Objectif associé : comprendre l'importance de l'histoire familiale dans la socialisation politique des nouvelles générations. Plus précisément, se demander comment les mémoires

⁸² Isabel Piper Shafir et Marisela Montenegro Martínez, *Op.cit.*, *Revista de Estudios Sociales*, no 59, 2017, p. 107.

du massacre de Laja-San Rosendo, transmises au sein des familles, influencent les processus de socialisation et d'identification politique de la troisième génération.

Hypothèse 2 : La participation de civils dans le massacre de Laja-San Rosendo est un sujet qui est souvent passé sous silence dans les récits familiaux transmis à la troisième génération et qui peut alors être également négligé dans la construction des mémoires de cette génération.

Objectif associé : appréhender et caractériser la dynamique du dialogue intergénérationnel, en mettant en lumière la directionnalité et les échanges qui se produisent au sein des familles. Il s'agit de comprendre ce qui est transmis, par qui, et de révéler de même les silences et les oublis, au cours de la transmission. Plus spécifiquement, il nous intéresse aussi de savoir quelle place la participation civile aux exactions occupe dans ces récits.

b. Outils méthodologiques

Afin de répondre à la problématique posée, le choix d'une méthodologie de caractère qualitatif nous apparaît comme le plus pertinent. Nous ne cherchons pas dans ce travail à construire des descriptions statistiques représentatives, mais à appréhender les processus de construction de mémoire à travers les subjectivités et les singularités des expériences des différents acteurs qui y participent :

« L'enquête par entretien est ainsi particulièrement pertinente lorsque l'on veut analyser le sens que les acteurs donnent à leurs pratiques, aux événements dont ils ont pu être les témoins actifs ; lorsque l'on veut mettre en évidence les systèmes de valeurs et les repères normatifs à partir desquels ils s'orientent et se déterminent⁸³ » (Blanchet & Gotman, 2007).

Parmi les outils méthodologiques de caractère qualitatif, nous avons fait le choix des entretiens. Cette modalité de recherche porte sur un échantillon réduit, axé sur la diversité et la qualité des données plutôt que sur la quantité. Les entretiens permettent ainsi de reconstruire les significations des situations et des processus en les reliant aux contextes historiques particuliers dans lesquels ils se produisent (Vasilachis de Gialdino, 2009⁸⁴).

⁸³ Alain Blanchet et Anne Gotman, *L'entretien*. Paris: Armand Colin, (2007), 2e éd. 2015, p. 24.

⁸⁴ Irene Vasilachis, « Los fundamentos ontológicos y epistemológicos de la investigación cualitativa », *Forum: Qualitative Social Research*, vol. 10, no 2, 2009, p. 6.

Cette possibilité de reconstruire des significations est particulièrement sensible dans notre sujet d'étude. La narration apparaît comme essentielle dans le sens où elle permet le passage de l'expérience et de la mémoire, données individuelles, à une dimension collective. Autrement dit, les expériences individuelles acquièrent un sens autour des discours culturels, toujours collectifs. Dans cette idée, les mémoires individuelles n'existent pas en elles-mêmes, mais se manifestent et deviennent collectives dans l'acte de partage : « O sea, la experiencia individual construye comunidad en el acto narrativo compartido⁸⁵ » (E. Jelin, 2020).

Les entretiens semi-directifs, bien que non représentatifs, se répondent les uns aux autres, permettant à chaque interviewé-e d'exprimer un point de vue singulier. Leur nombre est limité, mais ils ont été entièrement enregistrés, avec une description précise de la situation d'entretien. Une analyse détaillée du contexte, depuis la prise de contact jusqu'à l'entretien lui-même, est effectuée, et les entretiens sont minutieusement retranscrits.

Également, nous nous appuyons sur un ensemble de données qualitatives de différents types qui sont complémentaires et qui nous permettront d'appréhender la construction des mémoires de ce massacre au fil des différentes générations.

Le corpus constitue ainsi deux types de données. D'une part, nous avons les données produites dans le cadre de cette recherche, qui sont issues d'un travail de terrain qui a eu lieu entre mars et mai de l'année en cours (2024). Ce travail sur place se constitue essentiellement des entretiens que nous pouvons subdiviser en trois catégories :

- a) Entretiens exploratoires non-directifs réalisés auprès des deux chercheurs qui ont mené des recherches sur ce massacre en particulier
- b) Entretiens non-directifs auprès de membres de la Agrupación de Familiares de Laja y San Rosendo (1ère et 2ème générations).

⁸⁵ Elizabeth Jelin, *Op. cit.*, 2020, p. 567.

- c) Entretiens semi-directifs auprès de la troisième génération des familles des victimes. C'est ce dernier matériel sur lequel nous allons approfondir davantage et sur lequel nous allons dresser la plupart de l'analyse.

Concernant ces entretiens, nous avons choisi l'entretien semi-directif comme technique de collecte de données. Cette modalité nous a semblé la plus adaptée en vue d'obtenir des informations concrètes par rapport à des thématiques déterminées à l'avance. En même temps ce type d'entretien permet de ne pas s'enfermer dans ces critères et de laisser place à la spontanéité des enquêté-e-s et à l'émergence d'autres pistes possibles : « L'entretien semi-directif combine attitude non-directive pour favoriser l'exploration de la pensée dans un climat de confiance et projet directif pour obtenir des informations sur des points définis à l'avance⁸⁶ » (Berthier, 2016).

Pour ce faire, nous avons construit un guide d'entretien (Annexe 1) composé de certaines thématiques à traiter plutôt que de formuler des questions. Avant de commencer les entretiens, nous avons demandé aux personnes enquêtées de répondre à un questionnaire (Annexe 1) afin de recueillir des données dans une échelle macro-sociale, notamment en ce qui concerne leur appartenance socio-économique. Les participant.e.s ont donné leur accord préalable à l'enregistrement des entretiens et ils.elles ont été informées que les données seraient anonymisées par la suite lors de la transcription des entretiens.

En ce qui concerne la transcription, nous avons anonymisé les données en utilisant des pseudonymes pour les enquêté-e-s dans un souci de confidentialité. Nous avons également essayé de garder de façon minutieuse le récit original, en intégrant les imperfections linguistiques, les hésitations, le langage courant, ainsi que les pauses, interruptions et silences. De cette façon, le passage à l'écrit reste aussi fidèle que possible aux différents langages qui se regroupent dans l'entretien (oral, gestuel, regards, silences, entre autres).

Ensuite, nous allons puiser dans un second type de données pour répondre à notre problématique. Il s'agit des deux ouvrages de recherches qui ont été menées à propos du massacre, que nous avons présenté en préalable⁸⁷ et qui comportent également des entretiens

⁸⁶ Nicole Berthier, *Les techniques d'enquête en sciences sociales : méthodes et exercices corrigés*. Paris : Armand Colin, 2016, p. 78.

⁸⁷ Titre I. b) Le Massacre Laja-San Rosendo.

à ce sujet. De cette façon, ces éléments viendront compléter les données que nous avons pu recueillir directement et nous permettront d'aboutir à une analyse plus étayée.

Il est important de préciser que les données recueillies et produites lors du travail de terrain étaient censées constituer le cœur de ce travail de recherche. Pour autant, les difficultés rencontrées sur le terrain ont empêché la réalisation d'un plus grand nombre d'entretiens. Ces difficultés ont principalement été la disponibilité et l'accord des personnes contactées, ainsi que le manque de réponse des contacts des deuxièmes générations susceptibles de nous fournir les contacts des membres de leur famille. Nous avons pu néanmoins mener avec succès sept entretiens correspondant à notre public visé, des personnes concernées et de la troisième génération. Cet ensemble de circonstances a entraîné le besoin d'enrichir ces informations par d'autres données disponibles à ce sujet. Il s'agit donc d'articuler d'autres sources documentaires pertinentes pour notre analyse avec les données produites dans le cadre de ce travail.

Nous tenons à préciser que les entretiens appartenant aux catégories b) et c) évoqués précédemment, c'est-à-dire, auprès des membres de *la Agrupación*, ainsi qu'auprès des chercheurs qui ont travaillé autour du sujet, nous semblent de grande utilité dans l'analyse. Ils permettent de témoigner de carences dans les processus de transmission, voire des silences ou des non-dits. En particulier, concernant Jonathan, l'un des chercheurs que nous avons interviewés initialement dans une démarche exploratoire, nous considérons que l'échange transcrit constitue une source d'analyse riche et utile. Cela s'explique par les caractéristiques particulières de Jonathan, qui appartient à la troisième génération sur laquelle se concentre ce travail. Bien qu'il ne fasse pas partie des familles des victimes du massacre, il a une expérience particulière, ayant grandi dans le village de San Rosendo, marqué par ces événements, où aucun membre des familles des victimes ne réside désormais.

c. Focale sur la génération ciblée et les participant.e.s

Le matériel produit au cours de cette recherche en fonction de la problématique qui nous préoccupe, se concentre sur un groupe spécifique de personnes. Ce groupe, que nous appelons la troisième génération des familles des victimes directes du massacre Laja San Rosendo, n'est pas, une catégorie stable ni préexistante. En effet, elle se constitue en fonction de critères d'âge, ainsi que de critères sociaux et historiques.

Bien que toute définition d'une classe d'âge comporte une part d'ambiguïté et d'arbitraire, elle est néanmoins nécessaire à préciser. Comme nous l'avons exposé précédemment, le concept de génération que nous considérons ne se limite pas à classer des personnes en fonction de leur date de naissance dans un intervalle de temps spécifique. Nous allons plutôt appréhender la génération comme « una adhesión de individuos a un destino común, configurado por marcos histórico-sociales determinados, dotados de formas particulares de experiencia, pensamiento y acción⁸⁸ ».

Une telle configuration implique de naître dans une période spécifique, où les forces formatrices et les événements historiques permettent une « action commune » (Mannheim, 1928/1993). La génération devient ainsi le cadre social des individus, la base à partir de laquelle ils affrontent la réalité et façonnent leur vie, en s'appuyant sur un ensemble de signes partagés qui construisent la mémoire collective. Chaque génération apporte des interprétations nouvelles, différentes de celles des générations précédentes, grâce à la présence et au « dialogue » constant avec ces dernières (Reyes, 2009).

Au départ, l'objectif était de se concentrer sur la troisième génération par rapport aux victimes du massacre, c'est-à-dire les petites-filles et les petits-fils des 19 personnes exécutées lors de cet événement. Pourquoi s'intéresser aux petits-enfants ? Comme nous l'avons déjà dit, outre le fait qu'il s'agit d'un sujet moins abordé et moins étudié par les sciences sociales, il nous semble important de comprendre comment les générations qui n'ont pas vécu directement ce massacre ni la période dictatoriale assimilent et donnent sens à ces événements traumatiques qui se sont produits au sein de leur familles.

⁸⁸ Marcela Cornejo, María José Reyes, María Angélica Cruz et al, *art.cit.*, *Psykhé*, vol. 22, no 2, 2013, p. 50.

En ce qui concerne les unités générationnelles, nous les concevons sur la base des contextes socio-historiques que les individus vivent au cours de la transition entre la jeunesse et l'âge adulte, moment où se constitue principalement la socialisation politique (Krause, Kronmüller, Ruiz, Manzi, et al., 2003⁸⁹). Ainsi, la première génération -contemporaine des événements du massacre- correspond à ceux-celles qui ont vécu cette étape avant le coup d'État militaire ; la deuxième génération à ceux dont la socialisation politique a eu lieu principalement pendant la période dictatoriale. Enfin, la troisième génération est constituée de celles. ceux qui ont vécu le passage entre la jeunesse et l'âge adulte dans la période qui a suivi la dictature militaire, et donc dans la période dite « transitionnelle », à partir des années 90.

Cette catégorisation est pertinente dans la mesure où l'âge des victimes n'étant pas homogène, allant de 17 à 43 ans, le lien de parenté ne suffit pas à déterminer l'appartenance des participant.e.s à une génération socio-historique donnée.

Après avoir défini ce que nous entendons par troisième génération dans le cadre de cette recherche, il nous semble important de caractériser le groupe dont il est question. Qui sont ses membres, quels sont les événements historiques et sociaux autour desquels cette génération s'est constituée, quelles sont ses particularités ? Il nous semble ainsi utile le concept de « matrice générationnelle » employé par les historiens pour décrire l'ensemble des événements marquants qui forment une « communauté d'empreinte » propre à une génération, terme proposé par Marc Bloch. Selon Bloch, « les hommes -et les femmes- ressemblent plus à leur temps qu'à leurs pères⁹⁰», ce qui souligne l'influence des expériences historiques sur la formation des générations. Cette idée s'appuie également sur les travaux de Karl Mannheim, qui explique que les événements historiques vécus durant la jeunesse façonnent la conscience collective d'une génération, créant des cadres communs d'interprétation. Ainsi, la « matrice générationnelle » regroupe les expériences partagées qui définissent les valeurs et attitudes d'une cohorte, influençant leur perception du passé et leur vision du présent.

Les études qui portent sur les générations post-dictature au Chili, constatent que celles-ci ont été profondément marquées par un climat de peur et d'insécurité, exacerbé par les inégalités

⁸⁹ Jorge Manzi, Ellen Helsper, Soledad Ruiz, « Pasado que nos pesa: la memoria colectiva del 11 de septiembre de 1973 », *Revista de Ciencia Política*, vol. 23, no 2, 2003, pp. 177-214.

[<http://dx.doi.org/10.4067/S0718-090X2003000200009>].

⁹⁰ Marc Bloch, *Apologie pour l'histoire ou Métier d'historien*. Paris : Armand Colin, 1949, p. 52.

sociales et les politiques néolibérales. Selon Lucía Dammert⁹¹, ce contexte de fragmentation sociale a généré un environnement de méfiance et d'atomisation, où le sentiment d'insécurité renforce l'individualisme. Les jeunes de ces générations ont grandi dans un cadre où les relations sociales sont dominées par la peur et la précarité, façonnant ainsi une identité collective caractérisée par la méfiance envers les autres et envers les institutions, tout en accentuant l'isolement social. Bien que ces générations n'aient pas vécu directement la dictature, elles ont été profondément marquées par ses conséquences. À cet égard, Alberto Mayol (2020⁹²) et Fernando Atria (2020⁹³) s'accordent pour dire que ces jeunes ont été au cœur des mouvements sociaux récents, motivés par un mécontentement envers les promesses non tenues d'égalité et de développement. Ces générations ont rejeté un système qu'elles percevaient comme injuste, marqué par la précarité et l'endettement, particulièrement lié à l'éducation.

Tomás Moulian (1997⁹⁴) renforce cette idée dans son ouvrage « Chile actual : anatomía de un mito » en montrant comment le néolibéralisme a fragmenté la société chilienne, conduisant à une désillusion collective et à une défiance envers les structures sociales traditionnelles où l'individualisme est devenu la norme dominante.

Ayant caractérisé la génération auquel se consacre cette étude et défini les critères qui nous permettent d'intégrer les participant.e.s dans cette catégorie, nous allons fournir quelques éléments contextuels par rapport à la situation des entretiens afin de mieux comprendre le déroulement de cette étude. Pour donner une vue d'ensemble de la composition du groupe étudié, nous avons construit et mis en annexe un tableau récapitulatif exposant les données recueillies à partir des questionnaires préalables à chaque entretien (Annexe 2). Ce tableau inclut des données de leur situation socio-économique, ainsi que leur relation de parenté avec la victime du massacre. Ces informations nous aident à situer les perspectives et les vécus des participant.e.s dans leur contexte.

En ce qui concerne le cadre des entretiens réalisés auprès de la troisième génération ont été réalisés en face à face. Le contact s'est fait par message. Concernant ce choix, l'appel qui pouvait être plus direct, nous faisait penser à une potentielle sensation de pression ou

⁹¹ Lucía Dammert, *Fear and Crime in Latin America: Redefining State-Society Relations*. New York: Routledge, 2012.

⁹² Alberto Mayol, « *Big Bang: Estallido social 2019* » Catalonia, 2020.

⁹³ Fernando Atria, « La Constitución tramposa. LOM Ediciones », 2020.

⁹⁴ Tomás Moulián, « Chile actual: anatomía de un mito », Santiago, LOM ediciones, 1997.

d'obligation et ce n'était pas l'objectif de forcer nos interlocuteur.trices. Les contacts nous les avons eu par l'intermédiaire de Emilio, porte-parole de *la Agrupación*, qui nous a donné les contacts de membres des familles de la 2ème génération, que nous avons contacté pour leur demander à leur tour les numéros de leurs fils et filles en leur expliquant bien évidemment notre démarche.

La durée des entretiens est en moyenne d'une heure par participant.e, et ils se sont passés à des endroits différents; dans le cas de Paulina et de Sebastián nous nous sommes rencontrés à Concepción, dans un café et dans son appartement respectivement. Dans le cas de Marcela, nous nous sommes rencontrées à Laja, où elle habite et nous sommes allées aussi dans un petit café tranquille pour pouvoir enregistrer et discuter sans avoir trop de bruit d'ambiance. Puis, pour Ernesto, je l'ai contacté par message et on s'est mis d'accord pour une date. Je suis allée chez lui, puisqu'il habite à la campagne, à peu près à 1h30 de Concepción, dans le secteur de La Aguada, zone rural appartenant à la commune de Yumbel. Vu que déjà il me consacrait du temps pour pouvoir en parler je pensais que c'était bien de m'adapter et que ce soit moi qui me déplace. Il est allé me chercher dans sa voiture à l'arrêt de bus qui était en pleine route pour aller ensemble chez lui et dans la route nous avons fait un arrêt pour retirer de l'argent dans un petit magasin. Nous avons un peu discuté dans la voiture avant d'arriver chez lui et démarrer l'enregistrement.

Puis, concernant les entretiens auprès de Gloria et Emilio, membres de *la Agrupación*, ils ont été réalisés en face à face, à Laja et à Concepción respectivement. Finalement, les entretiens avec les deux chercheurs, Jonathan et Javier, ont été réalisés via Zoom.

Finalement, il est très important de préciser avant de passer à l'analyse des données, que parmi les entretiens de la troisième génération que nous allons mobiliser, le témoignage de Sofía a un statut différent. Ce dernier a été recueilli par Jonathan Muñoz et apparaît dans son ouvrage « La memoria del Golpe en San Rosendo » que nous avons présenté de façon préalable dans le corpus. Bien que ce témoignage n'ait pas été produit dans le cadre de cette recherche, il contient des informations que nous considérons intéressantes et enrichissantes pour notre travail. Cela s'explique en partie par le fait qu'il couvre la plupart des thèmes et des questions que nous avons abordés lors des entretiens, et qu'il s'agit donc d'un témoignage qu'il nous semble pertinent d'inclure dans l'analyse des données. Cependant, nous comprenons que les conditions de production nous échappent et que donc nous ne pouvons pas employer ni analyser ce matériel de la même façon que les entretiens réalisés directement pour ce travail.

Nous utiliserons ce matériel avec précaution, sans surinterprétation et toujours en relation avec les autres entretiens. Ainsi, ce témoignage apparaît comme un appui ou un renforcement de notre analyse sans pour autant intégrer des éléments étrangers au reste du corpus. Enfin, nous indiquerons la référence exacte dans l'ouvrage de Muñoz à chaque reprise afin d'éviter toute confusion après l'indication « témoignage de Sofía » au lieu de « entretien de... » comme dans les autres références aux entretiens.

Méthode pour l'analyse des données

Parmi les différentes techniques d'analyse de contenu, nous avons opté pour l'analyse thématique. Cette technique consiste à transformer un corpus en une série de thèmes représentatifs du contenu, en lien avec la problématique de la recherche. Ainsi, elle permet de repérer, de regrouper et d'examiner les thèmes récurrents dans un corpus de données, que ce soit des transcriptions d'entretiens, des documents organisationnels ou des notes d'observation⁹⁵. C'est cette approche que nous allons utiliser pour analyser les données de notre travail de mémoire. L'analyse thématique vise à fournir des informations pertinentes pour illustrer comment les expériences se déploient, plutôt que leur fréquence.

Pour identifier les premiers thèmes, nous avons réalisé plusieurs lectures du matériel à étudier, en marquant les éléments saillants par des annotations et surlignages. Ceci nous a permis de dresser une liste des thèmes identifiés, en les fusionnant, les subdivisant ou les regroupant au besoin. Notre objectif dans un premier temps, a été de saisir et de résumer l'essentiel du propos des enquêté-e-s afin de pouvoir faire des relations entre les différents entretiens. Puis, nous avons saisi des thématiques saillantes, que nous avons trié par la suite pour définir des axes analytiques pertinents.

L'analyse thématique est avant tout une méthode d'analyse à vocation descriptive. Son objectif principal est de fournir le maximum d'informations pertinentes sur les phénomènes étudiés. Elle cherche à montrer comment une expérience se déroule, plutôt que de se limiter à quantifier sa fréquence d'occurrence.

⁹⁵ Pierre Paillé et Alex Mucchielli, « Chapitre 11. L'analyse thématique », in Pierre Paillé et Alex Mucchielli, *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*. Paris : Armand Colin, 2016, p. 239. <https://doi-org.gorgone.univ-toulouse.fr/10.3917/arco.paill.2016.01.0235>.

II. Construire les mémoires du massacre : au croisement de multiples dimensions

La construction de la mémoire de la dictature militaire au sein des espaces familiaux inclut des éléments qui, enrichis par d'autres processus de socialisation complémentaires, donnent une nouvelle signification à ce passé. Ce passé est conditionné par la nature traumatique de l'expérience vécue par la population de l'époque, ainsi que par les effets et les conséquences que la répression étatique peut encore avoir sur les personnes impliquées dans cette étude et sur leurs familles.

1. La transmission directe

La transmission de la mémoire et du savoir a toujours été à l'horizon des liens générationnels. L'étude de la mémoire sociale de la dictature militaire chilienne à travers les récits de la troisième génération nécessite de comprendre comment ces générations n'ayant pas vécu la période dictatoriale construisent des significations sociales autour d'événements historiques appartenant au passé. Notre démarche dans le cadre de cette recherche vise à appréhender cette « opération pour donner du sens au passé⁹⁶ » qui est la construction de mémoire et à identifier quels sont les mécanismes de transmission qui opèrent au sein des familles touchées par cet événement.

a. Le récit des événements

Pour comprendre comment les troisièmes générations construisent une mémoire du Massacre Laja San Rosendo dans un cadre de transmission intergénérationnelle, il est nécessaire de prendre en compte de quelle façon se réalise ce partage d'expérience. Comment et à quel moment les personnes enquêtées ont pris connaissance des faits ? Est-ce que le récit de cet événement a été spontanément raconté ? Existe-t-il une revendication au sein des familles ou bien au contraire, l'attitude familiale est-elle évasive ? Ou encore, ces événements ont-ils été passés sous silence ? D'où provient cette transmission, mère-père, grands-parents ou autre ? Quelle est l'attitude familiale perçue par rapport à ces faits ? Quel passé semble devoir être considéré ou transmis ?

⁹⁶ Elizabeth Jelin, *op.cit.*, Ciudad Autónoma de Buenos Aires : CLACSO, 2020, p.434.

Lorsque les participant.e.s racontent comment ils.elles ont pris connaissance des faits, et ce qu'ils-elles savaient par rapport à leur proche disparu et exécuté, Marcela, Sofía, Enrique et Sebastián ont exprimé que même s'il n'y avait pas un souvenir précis du moment où elles-ils avaient appris ce qui s'était passé au sein de leur familles dans le contexte du massacre, c'était pourtant quelque chose qui avait toujours été présente : « Ma mère seulement, depuis toujours, toute notre vie⁹⁷ ».

Si , para mí es como algo de siempre, no podría decir “ay fue algo que me contó cuando cumplí tanto” como que siempre estuvo contando historias entonces siempre supe que mi abuelo había fallecido por tal (silencio) situación, y siempre lo supe nomás. Después, claro hubieron hartos reportajes donde también yo fui entendiendo un poquito más como todo pasó (entretien avec Marcela).

L'extrait de la transcription de l'entretien présenté ci-dessus montre que, dans le cas de Marcela, le décès de son grand-père a toujours été un sujet présent dans sa vie, sans qu'il y ait eu un moment précis où le récit exact des événements lui ait été transmis. Il convient de noter que lorsqu'elle mentionne que sa mère parlait constamment de ces histoires, elle précise qu'elle a toujours su que son grand-père était décédé dans une « telle situation », sans nommer explicitement ce qui s'était réellement passé. En effet, le silence qui survient à ce moment de la narration suggère une hésitation ou une gêne à exprimer explicitement les faits, ce qui peut être lié à la difficulté à verbaliser ce genre d'événements. Comme le mentionne Elizabeth Jelin (2020, p. 436) « dans la situation extrême de rupture et de confusion, il n'y a pas de mots pour exprimer et représenter ce qui s'est passé et nous sommes confrontés à des manifestations du traumatisme ». Nous pouvons souligner à cet égard, que lorsque nous lisons attentivement l'ensemble de cet entretien, il est marqué par l'absence des termes qui explicitent les circonstances de la mort de son grand-père tels que « assassinat », « execution » ou « disparu » comme c'est le cas dans les autres récits des événements.

Comme pour Marcela, Sebastián rapporte que, dans son environnement familial, c'est également quelque chose dont il a toujours été conscient, sans se souvenir d'un moment

⁹⁷ « Mi mamá nomás de siempre, de toda la vida », Entretien avec Marcela, le 19 avril 2024.

précis où ses proches lui ont raconté ce qui s'était passé : « O sea yo me crié en el fondo, nosotros nos... siempre nos explicaron más o menos lo que había pasado ».

Siempre nos dijeron que, que bueno que a mi abuelo lo habían asesinado, y siempre me acuerdo que nos, nos ensalzaron un poco como la figura de Allende. Como que era, como ese binomio entre el bueno y el malo, Allende es el bueno, Pinochet es el malo⁹⁸ (entretien avec Sebastián).

Dans cet extrait, Sebastián explique clairement que son grand-père a été assassiné, et il fait référence immédiatement après à la figure du président Salvador Allende. Ce détail situe les événements dans leur contexte politique, soulignant que la transmission intergénérationnelle inclut non seulement les faits, mais aussi une culture politique que la famille cherche à transmettre. Il évoque dans son récit l'image présente au sein de la famille de ce « binôme entre le bon et le mauvais », où Allende est perçu comme le « bon » et Pinochet comme le « mauvais ». Ici, la transmission familiale se fait aussi autour d'un héritage politique qui fait l'éloge à la figure d'Allende. La transmission de la mémoire du massacre est alors étroitement liée à cet héritage politique dans l'expérience de Sebastián.

La composante politique soulignée ci-dessus apparaît également dans le récit de Sofía comme un facteur déterminant dans le processus de transmission au sein de sa famille : « Mi mamá y mi papá son de izquierda, ambos socialistas, y creo que eso marcó una gran diferencia⁹⁹ ». Pour Sofía, l'engagement politique de ses parents joue un rôle crucial dans la manière dont l'histoire du massacre est racontée à leurs filles, contrastant avec d'autres familles où, en l'absence de cette dimension politique, cette histoire a été reléguée au silence et à la douleur. Bien que nous n'approfondissions pas cette composante ici, puisqu'elle sera développée plus loin dans le document, nous pensons qu'il est important de l'inclure, ceci en raison de l'importance donnée par les enquêtés ils.elles-mêmes comme un facteur prédominant dans leurs processus respectifs de transmission familiale de la mémoire du massacre.

Comme dans les deux entretiens précédemment mentionnés, l'idée d'avoir toujours connu ces faits est réitérée. Cet aspect ressort également dans l'entretien avec Ernesto : « no mi vieja siempre nos contó eso¹⁰⁰ », et « pero claro o sea siempre nos ha inculcado eso de lo que nos pasó cachai...¹⁰¹ ». Ici, Ernesto se place dans une perspective collective en utilisant le « nous

⁹⁸ Entretien avec Sebastián, 25 mars 2024.

⁹⁹ Témoignage de Sofía in Jonathan Muñoz Hidalgo, *op.cit.*, COARTCUL, Andros Ltda, San Rosendo, Chile, 2023, p.332.

¹⁰⁰ Entretien avec Ernesto, 16 avril 2024.

¹⁰¹ *Ibid.*

» et en parlant de ce qui « nous est arrivé », plutôt que de se limiter à ce qui est arrivé à son grand-père ou à ses proches, même s'il n'a pas vécu directement les événements.

Contrairement aux processus de transmission décrits précédemment, le cas de Paulina s'éloigne du point commun qui caractérise les expériences des autres enquêtés, à savoir d'avoir « toujours su » ce qui s'était passé. Paulina décrit une transmission où le silence est prédominant, mentionnant que « dans ma maison, on en a très peu parlé » et par rapport à sa grand-mère elle raconte que d'après ce que sa mère lui a raconté, « elle a tout brûlé, elle n'a jamais voulu parler du sujet ». Ici, la transmission est marquée par l'absence de récits et de références à cet événement, et donc une potentielle rupture dans la transmission familiale.

La question des silences apparaît comme un élément essentiel dans le champ des mémoires et donc dans l'étude des processus de transmission intergénérationnelle des expériences traumatiques comme le Massacre Laja San Rosendo. D'après Elizabeth Jelin, ces « silences politiques » ont des origines variées : « des silences par peur, mais aussi des silences pour protéger et soigner les autres, pour ne pas blesser ou transmettre la souffrance. Des silences pour pouvoir « continuer à vivre et partager la vie¹⁰² ». L'auteure met en avant le fait que les phénomènes étudiés comportent différents niveaux. D'une part, ce qui est manifeste ou évident. D'autre part, elle souligne qu'il est crucial de dévoiler ce qui est caché ou passé sous silence, ainsi que de mettre en lumière les manques et les ruptures qui surviennent dans des situations de souffrance¹⁰³.

¹⁰² Elizabeth Jelin, *op. cit.*, Ciudad Autónoma de Buenos Aires : CLACSO, 2020, p.347.

¹⁰³ *Ibid*, p.448.

Dans les récits recueillis auprès de la troisième génération, on identifie des éléments qui permettent de reconstituer certains événements avec une grande précision, grâce à l'inclusion de paramètres temporels et spatiaux. Ces détails témoignent de la transmission de fragments d'histoire familiale, parfois de manière très détaillée, par exemple en ce qui concerne les arrestations de leurs proches et les raisons de ces arrestations. C'est le cas du récit de Ernesto, qui raconte avec beaucoup de détails la détention de son oncle, qui a été arrêté parce qu'ils recherchaient le propriétaire de la maison où il logeait et qu'en raison de l'absence de ce dernier, ils l'ont emmené :

Mi tío no tenía ni siquiera actividad política po', era un cabrito de 23 años pero... pero sin mucha actividad política. No... no militaba ni estaba como el resto de los... no tenía nada que ver, si a él lo mataron porque vivía con un viejo, que ahora el viejo es... no, vivía con él porque era dueño de una disco y al mismo tiempo la disco era pensión, de las pocas pensiones que existían ahí en San Rosendo, y mi tío había peleado con mi abuela porque mi... mi... porque su pareja, o sea mi tía, la nuera no se llevaba con mi abuela, o sea se habían faltado el respeto esos días y todo, así como que le había tirado la comida y hubo una discusión y mi tío ya pescó sus monos y se fue a esa casa. Y en esa casa estuvo como 5 días y llegó el golpe y llegaron los pacos a buscar al Chelo Flores¹⁰⁴ que era dirigente comunista y aparte era del GAP¹⁰⁵ y como no estaba se lo llevaron a él nomás po'¹⁰⁶ (entretien avec Ernesto).

Cette précision apparaît également dans l'entretien avec Marcela, qui vient même clarifier, un des éléments biographiques de son grand-père qui apparaît en général dans les rapports du Massacre. De même que dans le récit précédent, nous nous retrouvons face à des cas où la victime n'est pas arrêtée en fonction de son appartenance politique ou syndicale. Leur détention s'explique alors par le hasard des circonstances racontées :

Mi abuelo trabajaba en la fábrica, pero era obrero. No sé siempre en las.. como en las reseñas ponen que era contratista pero eso es algo que está mal (sonríe), trabajaba para una empresa contratista. Trabajaba en la fábrica, al menos en ese momento. Tenía 45 años.

Mi mamá dice que fue algo personal porque mi abuelo era bueno para el trago y había un carabinero que era capitán en ese tiempo acá, y siempre tenía problemas con él porque bueno, no sé si daría jugo o que lo encontraba por ahí, pero siempre tenía como esos altercados con él. Y que esa vez cuando los empezaron como a sacar, él venía saliendo también y él lo vió, él lo vió saliendo y fue como ya, tú igual.¹⁰⁷ (entretien Marcela).

¹⁰⁴ Le prénom a été remplacé.

¹⁰⁵ Le Groupe d'amis personnels (GAP), également appelé Groupe d'amis du président, Groupe de soutien du président ou Garde Armée Présidentielle, était le nom informel de la garde personnelle formée par le Parti socialiste du Chili et maintenue de 1970 à 1973 afin de protéger le président Salvador Allende.

¹⁰⁶ Entretien avec Ernesto, le 16 avril 2024.

¹⁰⁷ Entretien avec Marcela, le 19 avril 2024.

Cette description détaillée témoigne d'une transmission familiale qui permet aux générations suivantes d'accéder à l'histoire familiale et qui met à disposition des informations et des faits dont les membres de la famille parlent plus ou moins ouvertement. Elle est nettement contrastée avec l'expérience racontée par Paulina :

Hay una cuestión muy loca que pasa con mi familia porque son, como que no sé si es un hermetismo como, ¿condicionado? o sea como voluntario o de verdad no, pero si me ha costado mucho como recibir información de parte de ellos, y en ningún momento es como “ah no no quiero hablar del tema”, es como que lo hablan pero no, que a mi me da, o sea como que yo les digo con detalle cuéntame todo así como, como todo todo, y es como muy en general siempre es como muy en general (Entretien avec Paulina¹⁰⁸).

Dans l'expérience relatée par Paulina, est mise en évidence la grande difficulté qu'elle rencontre lorsqu'elle essaie d'accéder à l'histoire familiale concernant son grand-père. Paulina parle d'un « hermétisme conditionné », suggérant que cet hermétisme n'est pas entièrement volontaire. L'attitude de la famille n'est pas perçue comme une censure explicite, mais plutôt comme une tendance à aborder le sujet de manière vague, sans approfondir ni entrer dans les détails.

Nous pouvons identifier à maintes reprises au cours des entretiens des éléments de la narration qui témoignent d'une demande active de transmission de la part de la troisième génération, et un intérêt pour éclaircir ou connaître les faits constitutifs du massacre. C'est ce que nous pouvons constater quand Paulina raconte cet hermétisme dans sa famille, qui contraste avec son attitude de curiosité et volonté de savoir « yo les digo con detalle cuéntame todo así como, como todo todo. ». Dans le cas de Ernesto, lorsqu'il raconte un moment de malaise où il a dû interpellé une personne qui racontait dans un événement commémoratif une version des faits du massacre qui ne correspondait pas à la réalité. Lorsqu'il aborde cette personne il exprime qu'il connaît bien et qu'il a eu de mal à reconstruire : « le dije, igual puta mira yo soy familiar y igual la historia oficial, mismo que te digo yo la sé porque me ha costado mucho armar esa historia cachai como pa' que salga ».

¹⁰⁸ Entretien avec Paulina, le 21 mars 2024.

C'est le cas aussi dans le récit de Sofia, lorsqu'elle raconte qu'elle ressentait une nécessité de mieux comprendre ce qui s'était passé :

En una oportunidad, como en el año 2012, le pedí hacer el recorrido caminando, porque, ya desde otra perspectiva, necesitaba asimilar lo que había pasado, entender cómo eso influyó en el carácter y, también, en nuestra crianza. Los recorridos me sirvieron para conocer la carga de mi papá que, aunque ha tenido mucho apoyo, los dolores no se van, porque ese hecho cambia absolutamente toda la vida. (Témoignage de Sofia¹⁰⁹).

Cet intérêt pour connaître l'histoire familiale et comprendre comment les événements se sont passés dans chaque famille, témoigne d'un aspect centrale duquel rend compte la perspective de « transmission dialogique » qui propose María José Reyes¹¹⁰, dans le sens où les nouvelles générations ne constituent pas de acteurs passifs dans le processus de construction de la mémoire et de transmission familiale de ces événements traumatiques.

Or, la circulation de ces récits dans la sphère familiale ne comporte pas uniquement des récits factuels et des coordonnées temporelles et spatiales concernant les événements du massacre. Loin de là, ces expériences vécues qui se transmettent au fil des générations ont une composante émotionnelle qui est fondamentale dans les narrations en question.

b. Le vécu d'une expérience traumatique

Les conséquences d'une expérience traumatique de cette envergure impliquent l'entrelacement de nombreux éléments qui servent de base à la construction et à la transmission des souvenirs, contribuant ainsi à la formation de la mémoire collective. D'une part, les entretiens révèlent des repères temporels, spatiaux et politiques présents dans les récits familiaux liés à ce massacre. D'autre part, une composante essentielle dans l'élaboration des mémoires dans de telles situations réside dans les dimensions affectives et émotionnelles qui imprègnent ces mémoires. Selon Halbwachs (1950), la mémoire collective se construit non seulement à travers les faits et les événements partagés, mais également par les émotions

¹⁰⁹ Jonathan Muñoz Hidalgo, *op.cit.*, COARTCUL, Andros Ltda, San Rosendo, Chile, 2023, p. 333.

¹¹⁰ María José Reyes, Marcela Cornejo, M^a Angélica Cruz, et al, « Dialogía intergeneracional en la construcción de memorias acerca de la dictadura militar chilena », *Universitas Psychologica* [En ligne], vol.14, no 1, 2014, pp. 255-270. [<https://repositorio.uchile.cl/handle/2250/137010>].

et les sentiments qui les accompagnent, soulignant ainsi l'importance des aspects affectifs dans la transmission de l'histoire familiale¹¹¹.

À différents moments des entretiens, les enquêté.e.s soulignent des sentiments tels que la colère, la douleur, l'angoisse et/ou la peur. Par exemple, Paulina décrit une scène où sa grand-mère, sa mère et sa tante se rendent à la morgue pour identifier le corps de son grand-père, un moment clairement marqué par des émotions intenses dans n'importe quel contexte, et bien davantage dans ce contexte spécifique, après six ans de disparition forcée d'un proche. Elle raconte que sa grand-mère avait choisi d'éviter l'entrée principale de la morgue et avait préféré entrer discrètement par l'arrière. Elle rapporte ce que sa mère lui a transmis à propos de cette scène : « no, mi mamá me dijo así como entremos por aquí y entramos por un lugar así como muy secreto ». Pour Paulina, ce choix révèle une tentative d'éviter l'exposition publique de leur souffrance, suggérant une volonté de garder cette douleur dans un espace privé « había como un chaleco, un resto de un chaleco creo y dijeron « “si si es él” y “después nos fuimos así como por el mismo lugar” muy, no queriendo como, siento mi abuela, no compartir el dolor con nadie, en ese sentido¹¹² ».

D'autre part, il est important de noter que dans cette partie de l'analyse, nous avons constaté que parmi les extraits d'entretiens qui contiennent l'expression des émotions générées par ces événements chez les participants, beaucoup se rapportent au moment de la reconstitution de la scène réalisée en 2011. Il s'agit de l'une des procédures judiciaires essentielles menées dans le cadre du procès pour établir comment les événements se sont produits. Cette démarche a consisté à recréer les événements tels qu'ils se sont produits, avec la participation des carabiniers qui ont perpétré les crimes, et qui ont indiqué sur place comment les arrestations et les exécutions ont eu lieu. À cet égard, Marcela exprime son ressenti lorsqu'elle a vécu cet événement :

Yo creo que es como lo más jevi¹¹³ que he vivido acompañando a mi mamá. Porque estaban ellos po', no todos pero estaban, estaban ahí. Bueno reconstruir cómo había sido, cada uno tenía que indicar cómo había pasado, entonces sí se genera como un ambiente super tenso, te genera como un poquito ansiedad y angustia, no sé como mezcla de cosas, imagínate a mí que, y para ella o para ellos todos los familiares que andaban yo creo que eso es como lo más (entretien Marcela¹¹⁴).

¹¹¹ Maurice Halbwachs, *La mémoire collective*. Paris: Presses universitaires de France, 1950, p.78.

¹¹² Entretien avec Paulina, 21 mars 2024.

¹¹³ “jevi” mot chilien d'usage familial pour dire que quelque chose était choquante, très forte, impressionnante.

¹¹⁴ Entretien avec Marcela, le 19 avril 2024. Voir annexe 3.

L'extrait de l'entretien ci-dessus illustre l'intensité des émotions générées par cet événement pour elle. Marcela décrit ce moment comme l'une des situations les plus impressionnantes qu'elle ait vécu en compagnie de sa mère. Elle exprime également comment cette situation suscite en elle un profond sentiment d'empathie. Alors qu'elle éprouve des émotions tellement fortes, elle imagine ce qui a pu être l'ampleur des ressentis pour les proches qui ont directement vécu ou souffert les conséquences des événements quarante ans plus tôt. Un facteur déterminant pour comprendre le caractère choquant et marquant de cette situation est la présence des carabiniers qui ont assassiné les 19 travailleurs et étudiants. « Ils étaient là » se réfère à ces mêmes carabiniers, qui, quarante ans plus tard, se retrouvent pour la première fois face aux familles des victimes.

Toujours à propos de cet événement, Sofia témoigne aussi son expérience de cette journée et souligne la colère qu'elle a ressentie « J'ai eu du mal à arrêter de ressentir de la colère ». Le fait de se confronter aux carabiniers qui avaient commis les exécutions apparaît aussi pour elle comme un moment marquant, en particulier lorsqu'elle a été en présence de la soeur d'un des carabiniers qui justifiait encore le crime, faisant preuve d'une totale insensibilité face aux souffrances des familles :

En un momento enfrente a la hermana de uno de los carabineros, no recuerdo su nombre, me decía “ah, están bien muertos, están bien muertos porque eran comunistas”. En ese momento, le grité y saqué todo lo que tenía que decir, agradezco que no nos hayan puesto límites en eso, porque era la primera vez que uno podía estar frente a ellos. Pero después de la ira me cuestioné ¿realmente esas personas que se ensuciaron las manos eran felices? ¿habían logrado ser felices? Y me respondí “no creo que lo hayan sido”, porque hasta el momento de la reconstitución de escena muchos de ellos no les habían revelado a sus familias su actuar y su participación en el crimen (témoignage de Sofia¹¹⁵).

Lorsqu'elle raconte cette expérience, elle souligne comme un point positif le fait que sa famille lui ait permis d'exprimer sa colère, qu'elle ne lui ait pas mis de « limites » dessus. Ce sentiment profond de colère dont témoigne Sofia fait écho à celui de Gloria, aujourd'hui présidente de *La Agrupación* de Laja et San Rosendo, lorsqu'elle raconte son vécu par rapport à l'assassinat de son frère. Elle raconte qu'après la disparition de son frère elle était terriblement en colère, et qu'elle n'a pas pu s'empêcher de répondre au lycée à certaines occasions à cause de la rage qu'elle ressentait « más encima nos pusieron un milico de director en el liceo, y el viejo hablaba y yo tenía una rabia tan grande! En varias

¹¹⁵ Jonathan Muñoz Hidalgo, *op.cit.*, p.335.

oportunidades le contesté me suspendieron y todo eso entonces ya después me llevaron a Angol y todos los colegios intervenidos¹¹⁶ » (Entretien avec Gloria).

Toujours concernant la reconstitution de scène, Sebastián souligne également cet événement comme une des expériences les plus fortes qu'il ait jamais vécues : « yo estuve en la reconstitución de escena, fue muy chocante fue muy fuerte, eh puta yo en la vida me he enfrentado a ciertas situaciones que son bien chocantes, fuertes cachai, muerte, pero esa wea fue algo que me marcó mucho, mucho mucho.¹¹⁷ ». Il insiste sur le fait qu'ils ont reconstitué pas à pas les événements tels qu'ils se sont déroulés et que les carabiniers ont expliqué tout ce qu'ils avaient fait, y compris les positions, les gestes, les noms, c'est-à-dire dans les moindres détails « “aquí los tomamos detenidos”, “en este retén”, “después lo llevamos a tal lado”, o sea cuando hicieron la reconstitución del asesinato o sea “bueno ellos estaban parados así, nosotros estábamos acá”, cachai, así fue. ». L'expérience est décrite comme une situation vraiment traumatique pour les familles, au point que le participant raconte qu'il se rappelle que sa grand-mère s'est évanouie.

Eh bueno ver a los vecinos de San Rosendo que es un pueblo, no se si hay ido a San Rosendo pero es un pueblo que es chico cachai, que todos se conocen, y ver a vecinos y a vecinas cachai como salir y gritarle a los pacos cachai, y decirles “oye weón te acordai de mí, puta yo era amigo tuyo weón y vos weón le hiciste esto al Choti, tú le hiciste esto weón al Araneda weón.”, “tú hiciste esto, esto otro”, puta “weón asesino weón, maricón!” y gente llorando cachai así como que muy fuerte, ese choque de lo que pasó, enfrentárselo casi 40 años después fue super fuerte. Me acuerdo también, no sé po', cuando fuimos a la casa de tu abuelo que queda más arriba, también po', o sea ver ahí tu abuela, ahí estaba también po', claro ver todo como fue, fue fuerte, fue súper fuerte (entretien Sebastián).

Comme il le souligne à plusieurs reprises, cette expérience apparaît comme très marquante pour Sebastián et elle lui permet de se rapprocher de l'expérience de sa famille et aussi de connaître les effets que cet événement a généré dans la communauté de San Rosendo. La charge émotionnelle qui se libère à ce moment-là exprime à quel point le traumatisme est toujours vivant. Bien que ces faits remontent à 40 ans, des expériences et des émotions continuent d'émerger dans le présent et s'enchaînent aux histoires familiales. Le vécu direct

¹¹⁶ « todos los colegios intervenidos » fait allusion au fait que les écoles étaient aussi intervenues par des militaires.

¹¹⁷ Entretien avec Sebastián, 25 mars 2024.

de la reconstitution de la scène permet de la sorte à la troisième génération de saisir l'ampleur des événements et ses conséquences pour la communauté.

c. Impact des événements jusqu'à nos jours

Ainsi, tel que nous l'avons vu précédemment, les conséquences de la répression et de la violence exercée lors de la période dictatoriale sont difficilement mesurables et les mots se révèlent souvent insuffisants pour décrire l'horreur. Comme le souligne Jonathan Muñoz dans sa recherche sur la mémoire du coup d'État à San Rosendo que nous avons évoqué plus tôt¹¹⁸, cette communauté a vécu une rupture majeure qui a encore des conséquences prégnantes aujourd'hui dans les tissu social ainsi que de façon individuelle parmi les habitants :

Generalmente en una comunidad tan pequeña como San Rosendo y como muchas otras no, lo que vino después, bueno después del golpe después de la dictadura y también después con el retorno a la democracia, tiene que ver con lo evitativo. Con el intentar un poco, no olvidar porque es imposible hacerlo de alguna forma. Pero si se intenta omitir de alguna forma, un... esta parte de la historia no, que es dolorosa, pero también incómoda, en una comunidad como esta¹¹⁹.

Lors de l'entretien, Jonathan nous a raconté que l'expérience de son processus de recherche lui a permis d'appréhender à quel point les événements ont marqué les habitants de San Rosendo. La peur apparaît comme un élément prépondérant. Lorsqu'il a tenté d'obtenir des informations de la part des voisins, beaucoup d'entre eux-elles ont refusé de l'entretien par peur que quelqu'un ne l'apprenne plus tard :

Tenía otro auxiliar que también había sido testigo de la detención de los profes pero no quiso hablar, lo mismo, muy traumatizado entonces no quiso hablar, y con mucho miedo. Y lo otro es que como era un proyecto que venía del estado, de un organismo estatal, también ahí como un poquito de carga “que pasa si esto vuelve a suceder, quién tiene mis antecedentes cachai de lo que yo dije”, yo les decía que podían ser anónimos. Y yo le decía cachai “mira, nadie va a saber que yo estuve acá”. Me decía “No, se va a saber igual”. Así ah, a ese nivel (entretien avec Jonathan Muñoz¹²⁰).

Il n'est pas possible de résumer l'impact social en quelques pages, et encore moins en une seule sous-section, mais nous en mentionnerons néanmoins certaines de ses dimensions qui

¹¹⁸ Jonathan Muñoz Hidalgo, *op.cit.*, COARTCUL, Andros Ltda, San Rosendo, Chile, 2023,

¹¹⁹ Entretien avec Jonathan Muñoz, 10 février 2024.

¹²⁰ *Ibid.*

sont exprimées dans les récits analysés. Les différentes composantes s'entremêlent et génèrent des blessures et des ruptures dans les communautés touchées. Parmi ces composantes, la peur apparaît comme un des héritages permanents qui continue de se reproduire. Cette donnée est présente dans les récits des troisièmes générations, comme dans le cas de Sebastián, qui déclare : « Mi mamá era como un poco más reacia, mi mamá como que siempre fue un poco más... eh, timorata le daba un poco de temor de miedo como participar de estas actividades ». Concernant la peur, Gloria témoigne aussi que le coup d'État et toute la violence de l'époque a généré beaucoup d'isolement, les personnes se sont repliées sur elles-mêmes et la solidarité s'est raréfiée car la peur était grande « noo, había que arreglárselas solas nomás, porque se empezó a aislarse y a tener miedo en vez de ayudar, mejor no mirar pal lao. En hartas partes pasó eso po mi niña ».

Pour Marcela, cette peur est toujours présente et peut constituer une des raisons du silence qui est toujours en vigueur à Laja concernant ces événements. Elle raconte que c'est ce que pense sa mère et elle aussi le confirme :

Mi mamá siempre dice que es, o piensa que es como miedo. Acá en Laja al menos que todavía es como un pueblito mas chico, la gente quedó muy asustada y por lo mismo prefiere como no meterse, no opinar. Yo creo que al que le pasó le molesta que el otro no diga nada, pero si po', el nivel quizás de trauma que quedó o de cosas que igual vieron que aún sienten el miedo de opinar. Por eso te digo es como que lo ven pero es como "ah ya", o "ya ya cortenla con eso si ya pasó". Si acá es miedo, porque... al final obviamente la gente que queda acá es gente antigua que lo vivió y que tiene miedo (entretien Marcela).

Dans la recherche menée par Jonathan Muñoz, plusieurs extraits des entretiens de celles. ceux qui ont vécu cette instauration de la peur à l'époque font écho à cette dimension. En ce sens, Magallanes Acuña fait remarquer qu'à San Rosendo : « Muy pocos se atrevían a saludarte, a decirte, hola como estás, era un temor. Porque había temor. Habían muerto acá en San Rosendo seis miembros de la comunidad, en Laja habían muerto más, y seguía toda esta cosa¹²¹ ».

À l'instar de la peur, la honte, l'humiliation et la stigmatisation des familles de personnes disparues et/ou de prisonniers politiques, ajoutent de la douleur à la douleur déjà endurée par

¹²¹ Jonathan Muñoz Hidalgo, *op.cit.*, COARTCUL, Andros Ltda, San Rosendo, Chile, 2023, p.438.

la disparition forcée des proches. Plusieurs entretiens font ressortir cette stigmatisation et mettent en lumière le poids écrasant des préjugés et des jugements qui ont alourdi encore davantage le fardeau des familles. On le retrouve dans ce que raconte Ernesto par rapport à la migration de sa famille à la ville de Santiago : « Mi familia tuvo que irse de San Rosendo el año 79 porque ya las historias de que tu hijo lo mataron por volao eran insostenibles ». Il décrit comment «mi tío era hippie, tenía el pelo largo [...] y con los vecinos que te digan que lo mataron por esto, lo mataron por esto otro, que está allá, está acá, entonces quisieron dejar todo, mandar todo a la mierda y se fueron a Santiago ». Il témoigne du climat d'accusations non fondées et des stigmates omniprésents auxquels sa famille a cherché à échapper et qui les ont contraints à déménager.

De même, Gloria raconte les conséquences sur les familles, de la stigmatisation et des fausses accusations à propos des proches disparus. Notamment, le cas d'une fille de l'un des détenus qui en avait beaucoup souffert. Elle avait vécu pendant de nombreuses années avec un sentiment d'abandon et une blessure émotionnelle causée par la disparition de son père :

Como la XXX que, que decía que, que ella estaba enoja' con su papá, que ella odiaba a su papá porque la había dejado sola [...] dijo "a los 14 años tuve que casarme, porque pasábamos mucha hambre en la casa, y... y después no me gustó mi marido que me tocó dijo, y ahí es donde yo odiaba a mi papá. Si yo hubiera tenido un papá no me habría pasado lo que pasó". Yo le dije las circunstancias, "XXX no es que tu papá te haya querido dejar, lo obligaron a dejarte, que fue diferente" dijo "ahora lo estoy entendiendo, y ahora estoy perdonando a mi papá" dijo. Imagínate, vivir años, 20, 25, 30 años con esa carga emocional tan grande de saber que tu papá es culpable de algo que no es.(Entretien avec Gloria).

Comme le souligne Jonathan Muñoz dans son ouvrage, la référence aux victimes comme étant des criminels, des terroristes, des antisociaux ou des sujets dangereux pour la société était très fréquente à l'époque¹²². Ces extraits de témoignages démontrent les conséquences douloureuses que l'installation de cette image a engendrées au sein des familles, et qui se sont transmises au fil des générations. Cette transmission de ces souffrances est mise en avant par Sebastián :

Yo me crié, estuve en la guata de mi mamá, con mi mamá con dolor cachai porque a su papá lo mataron y porque como no sé po', estuvo muchos años de su infancia sin saber dónde estaba, y pensando que todo el mundo quizás lo apuntaba porque "oye tu papá es malo" y no po' cachai, entonces ese dolor pa' mi se transmite. (Entretien avec Sebastián)

¹²² *Ibid.*, p.235.

Ainsi, l'impact émotionnel des événements du massacre sur les membres des familles concernées, et la charge de ces expériences traumatiques autant intimes que collectives, n'est pas étrangère aux troisièmes générations. Au contraire, les récits des personnes enquêtées témoignent que les conséquences de la peur, de la stigmatisation et de la douleur associées aux événements qui ont eu lieu dans leurs familles les marquent et les affectent de manière significative.

À ce sujet, la réflexion qui est menée par Paulina lorsqu'elle témoigne de la magnitude de l'expérience vécue par sa famille est très parlante pour dimensionner les conséquences de ces événements :

Mucha gente o uno misma lo empieza a ver como el hecho histórico “ah, lo que ocurrió en la masacre”, no sé, como tan enciclopédico y... y es como que ocurrió adentro de la casa cachai como en tu intimidad, como... al final es como cabe como toda la dictadura adentro, literalmente cerrar la puerta y está adentro. (Entretien avec Paulina).

Cette réflexion fait écho au propos d'Elizabeth Lira, lorsqu'elle pointe la nécessité de reconnaître ce passé traumatique, mêlant expériences personnelles et politiques, comme une question qui dépasse les biographies et histoires individuelles pour concerner également la sphère sociale et publique¹²³.

Un autre aspect marquant des impacts du massacre, ce sont les conséquences socio-économiques que ces événements ont eu sur le quotidien des familles et qui s'avèrent dévastatrices. Les témoignages laissent voir que plusieurs familles se sont retrouvées du jour au lendemain dans une situation d'extrême vulnérabilité, après la disparition du membre de la famille qui en constituait le pilier économique. Cette absence imposée a contraint beaucoup de familles à se battre pour survivre dans des conditions très difficiles. À cet égard, Sebastián souligne « a la semana les llegó una carta de que lo habían echado », montrant comment les familles ont immédiatement perdu leur source de revenus. Sa grand-mère, pour subvenir aux besoins de sa famille, « tenía que vender pollos, vender huevos, vender chucha lo que pillara [...] con tres cabros chicos », tout en continuant à chercher désespérément des nouvelles de leur proche disparu et à se rendre partout où on leur disait qu'ils pourraient les retrouver.

Comme le rapporte Emilio lorsqu'il parle de l'histoire de la *Agrupación de familiares* « no había derecho a alimentarse porque nadie te lo daba », soulignant l'absence totale de soutien

¹²³ Elizabeth Lira, *art.cit.*, *Revista de Estudios Sociales*, no 36, 2010, p.23.

social ou de programmes d'aide pour les familles affectées par les événements : « Entonces ahí se producen otros daños que son consecuencia de la acción política cachai [...] yo diría que en el grueso de la Agrupación San Rosendo Laja, el 90% de las personas eran vulnerables, nos transformamos en vulnerables”.

De la sorte, la perte du soutien économique a non seulement conduit à une forte précarité, mais a également eu des effets durables sur la santé et le bien-être des membres des familles des victimes. Gloria raconte à ce sujet qu'il y avait beaucoup d'enfants avec des problèmes de malnutrition :

hubieron niños con desnutrición, el (XXX) por ejemplo, ese niño se sabía que tenía desnutrición, desnutrición grado I tenía, decía la doctora, y que le iban a dar leche, de a dónde iban a sacar leche, si después cortaron altiro. ¿Te acuerdas el medio litro de leche que daba el Salvador Allende? lo disminuyeron altiro, y eso era pa' todos los niños el, el... la bolsa de leche, disminuyeron altiro. Entonces fue una dictadura muy cruel, no le importaron los niños, nada nada... nada. (entretien avec Gloria).

Ce dernier extrait d'entretien reflète une conséquence sociale très forte, à savoir la question de la faim, qui montre l'extrême pauvreté dans laquelle se sont retrouvées plusieurs familles. Sebastián l'évoque à propos des efforts que sa grand-mère a dû faire pour s'en sortir, quand bien même ce n'est pas un thème qui apparaît dans les autres récits de la troisième génération. Cependant, nous pouvons vite constater que c'est un élément saillant dans les témoignages de la deuxième génération, comme Gloria, Emilio et d'autres qui apparaissent dans la recherche de Jonathan Muñoz.

En ce qui concerne les récits de l'expérience de la reconstitution de la scène par la troisième génération et la charge émotionnelle importante que cela implique, un élément intéressant émerge en lien avec le concept de post-mémoire développé par Marianne Hirsch et présenté précédemment dans notre cadre théorique. Elle souligne que la mémoire des générations « d'après » se caractérise par des fragments narratifs d'autrui qui génèrent des émotions intenses au point de sentir qu'il s'agit de sa propre mémoire. De fait, dans ces récits et dans la construction de la mémoire des membres de la troisième génération rencontrés dans cette étude, il y a bien une expérience émotionnelle très forte et vécue directement lors de la reconstitution qui traverse les participant.e.s. L'expérience particulière de cette reconstitution de scène se dessine ainsi comme un moment qui échappe à la temporalité. D'une certaine

manière, cette démarche judiciaire donne une authenticité à ces événements traumatisants survenus il y a quarante ans. Et c'est une occasion rare de rendre ces faits accessibles d'une manière inédite aux nouvelles générations des familles touchées par ces événements.

2. Le présent : les empreintes d'un passé non révolu

Selon les auteures Marcela Cornejo, María Angélica Cruz, María José Reyes et *al* (2015), la pertinence de l'approche du dialogue intergénérationnel permet de situer la mémoire et la transmission du passé dans un espace relationnel entre les générations. Cet espace intègre les conflits, les soutiens et les apprentissages qui s'opèrent entre les générations au moment de la constitution d'une mémoire, dans la mesure où celle-ci est un acte qui répond à un autre pour se configurer et sans lequel elle ne pourrait avoir lieu. En effet, l'analyse ne saurait se concentrer uniquement sur la succession des générations, mais elle doit accorder une attention particulière à chaque mémoire en lien avec les autres, en tant que synthèse des conflits, des luttes et des tensions qui peuvent s'articuler dans le présent¹²⁴.

Dans cette logique, et après avoir analysé la manière dont les récits des événements sont transmis aux troisièmes générations, ce qu'ils contiennent et les aspects sur lesquels ils se concentrent, nous allons analyser ce que les entretiens reflètent de l'implication personnelle des troisièmes générations dans le présent. Nous avons constaté que ces mémoires sont en constante élaboration. L'analyse qui suit est axée sur le.s rôle.s que les membres des familles de la troisième génération adoptent dans cette construction de mémoires au présent, en lien avec des dynamiques politiques et sociales actuelles.

a. Construction des mémoires à cinquante ans du coup d'État

Les entretiens ayant été menés quelques mois après le 50e « anniversaire » du coup d'État militaire, il nous a semblé important de savoir comment la troisième génération abordait cette date et quelle perception les personnes interrogées avaient de cet événement.

Les dates et les anniversaires constituent des instances de production et d'activation de la mémoire. Ce sont des occasions publiques, des espaces ouverts, où s'expriment et se jouent

¹²⁴ Marcela Cornejo, María José Reyes, María Angélica Cruz et *al*, *art.cit.*, *Universitas Psychologica*, 2015, vol. 14, no 1, p. 17. [<https://repositorio.uchile.cl/handle/2250/137010>].

les diverses significations données au passé. Pour Elizabeth Jelin, il s'agit toujours des moments où le travail de mémoire se révèle laborieux, où les faits sont réarrangés, où des voix nouvelles et anciennes apparaissent, partageant des indices de ce qui a été vécu, entendu ou omis¹²⁵ (Jelin, 2020). Ainsi, les dates de ce type sont en quelque sorte des terrains de réactivation des mémoires et de renégociation des significations du passé dans la société. En ce qui concerne le 11 septembre au Chili, il s'agit d'une date qui constitue toujours un espace de tension et qui met en évidence la nature conflictuelle des souvenirs du coup d'État militaire dans le pays.

Nous pouvons constater que parmi les personnes enquêtées, plusieurs d'entre elles expriment un sentiment de frustration face au manque d'engagement collectif lors des commémorations des 50 ans du coup d'État au Chili. À ce sujet, Ernesto, un des enquêtés qui habite près de Yumbel, ville où les corps des 19 victimes ont été initialement enterrés, témoigne de son expérience lors de cette commémoration. Il s'exaspère de constater que les commémorations ne sont pas connectées entre elles. Il raconte également très mécontent qu'il y a eu une veillée commémorative organisée par des groupes de défense de droits humains à proximité de la mairie de Yumbel, et que juste à côté de la mairie, une fanfare militaire célébrait en musique « l'anniversaire » du coup d'État. « Y eso abiertamente se hace el 11 en la noche, se celebra el golpe en Yumbel cachai, y al lado hay una velatón de un par de personas que, o sea si hubiera una ley de, de, del negacionismo estarían todos presos ». Pour lui, PRAIS¹²⁶ devrait intervenir pour empêcher la célébration du 11 septembre dans la région. Il considère comme un minimum d'exiger de cette entité qu'elle interpelle le maire et lui demande pourquoi face à la mairie il y a une célébration du coup d'État : « ¿Cuál es el motivo de celebración ? Si se puede saber, una cosa así alguna gestión de esa manera me gustaría me encantaría que PRAIS pudiera hacer eso cachai, porque son cosas que están sucediendo todos los años y, y eso genera fascismo po ».

Cette scène racontée par Ernesto révèle comment cette date commémorative continue d'être une source de profonde fragmentation dans la société chilienne, où coexistent encore des

¹²⁵ Elizabeth Jelin, *Op.cit.*, 2020, p.568.

¹²⁶ Le PRAIS (Programme de Réparation et d'Attention Intégrale en Santé) est un programme de santé publique au Chili destiné aux victimes de violations des droits humains survenues entre le 11 septembre 1973, date du coup d'État, et le 10 mars 1990, à la fin de la dictature de Pinochet. Ce programme vise à offrir une prise en charge médicale, psychologique et sociale aux victimes directes ainsi qu'à leurs familles. L'objectif du PRAIS est de contribuer à la réparation des traumatismes subis et de promouvoir la santé et le bien-être des personnes touchées par ces événements.

mémoires antagonistes et conflictuelles du passé récent. Comme le souligne Gilda Waldman, « el 11 de septiembre, punto de inflexión en la historia reciente del país, sigue siendo desde 1973 y hasta la actualidad, uno de los principales motivos de polarización política¹²⁷ ».

À ce sujet, Paulina souligne que face à la commémoration des 50 ans du coup d'État, elle sent qu'il y a encore beaucoup de haine et de négation des crimes de la dictature. Comme Ernesto, elle parle du négationnisme et témoigne son incompréhension face à ce manque d'empathie d'une partie de la société : la persistance de la négation et de la haine. Elle trouve incompréhensible que certaines personnes ne puissent avoir de compassion avec la douleur des victimes ou souhaitent imposer une « date de fin » au deuil. Elle estime que les blessures sont profondes et se transmettent même aux générations suivantes, et insiste sur l'importance de reconnaître la douleur pour pouvoir guérir et améliorer la société, en particulier face au négationnisme : « No me acuerdo quién lo dijo, que siempre lo digo (se ríe), pero no sé quién fue el que lo dijo, esto como de “ya ponganle fecha de término al duelo” como ¿qué sabes? o sea como, ¿por qué alguien te puede imponer una cosa así? ».

De la même façon, Marcela témoigne de l'indifférence qu'elle perçoit généralement à Laja en ce qui concerne ces événements « Y sobre los 50 años no, como te digo yo siento que no, la gente no se conmueve mucho, el que no lo vivió, que no tuvo el problema, como, pasó nomás, pero veo cero empatía ». Elle fait aussi allusion au fait que le gouvernement a réalisé une commémoration un peu plus significative que d'habitude et que le fait que ce soit transmis à la télévision permet une plus grande visibilité mais pour autant « ça ne va pas plus loin ». Elle insiste pour dire qu'à Laja, les gens sont davantage indifférents et qu'elle ne s'explique pas pourquoi « Si, aquí en Laja sobretodo es como “uy, todavía”, así como “ya aburrirse”. Y es jeví porque, yo no lo entiendo porque hay imágenes, hay evidencia como súper clara y es como que a nadie le conmueve¹²⁸ ».

¹²⁷ Gilda Waldman, « A Cuarenta años Del Golpe Militar En Chile. Reflexiones En Torno a Conmemoraciones Y Memorias », *Revista Mexicana De Ciencias Políticas Y Sociales*, vol. 59, no 221, 2015, p. 244.

¹²⁸ Entretien avec Marcela, le 19 avril 2024. Voir annexe 3.

Quant au témoignage de Sofia, il exprime surtout un sentiment de frustration face au manque d'engagement collectif lors des commémorations des 50 ans du coup d'État au Chili, témoignant aussi de sa propre participation régulière à ce genre d'événements puisqu'elle dit qu'à Concepción ils.elles étaient toujours les mêmes :

[...] los que estábamos afuera de la Catedral, prendiendo velas, con claveles rojos, éramos los mismos de siempre, entonces es preocupante ver que esos grupos no aumentan, porque están, o estamos, en algún punto tan cegados con un sistema, inmersos en la exigencia cotidiana que, muchas veces, transmiten que el tema de las violaciones a los derechos humanos durante la dictadura es reiterativo (Témoignage de Sofia¹²⁹).

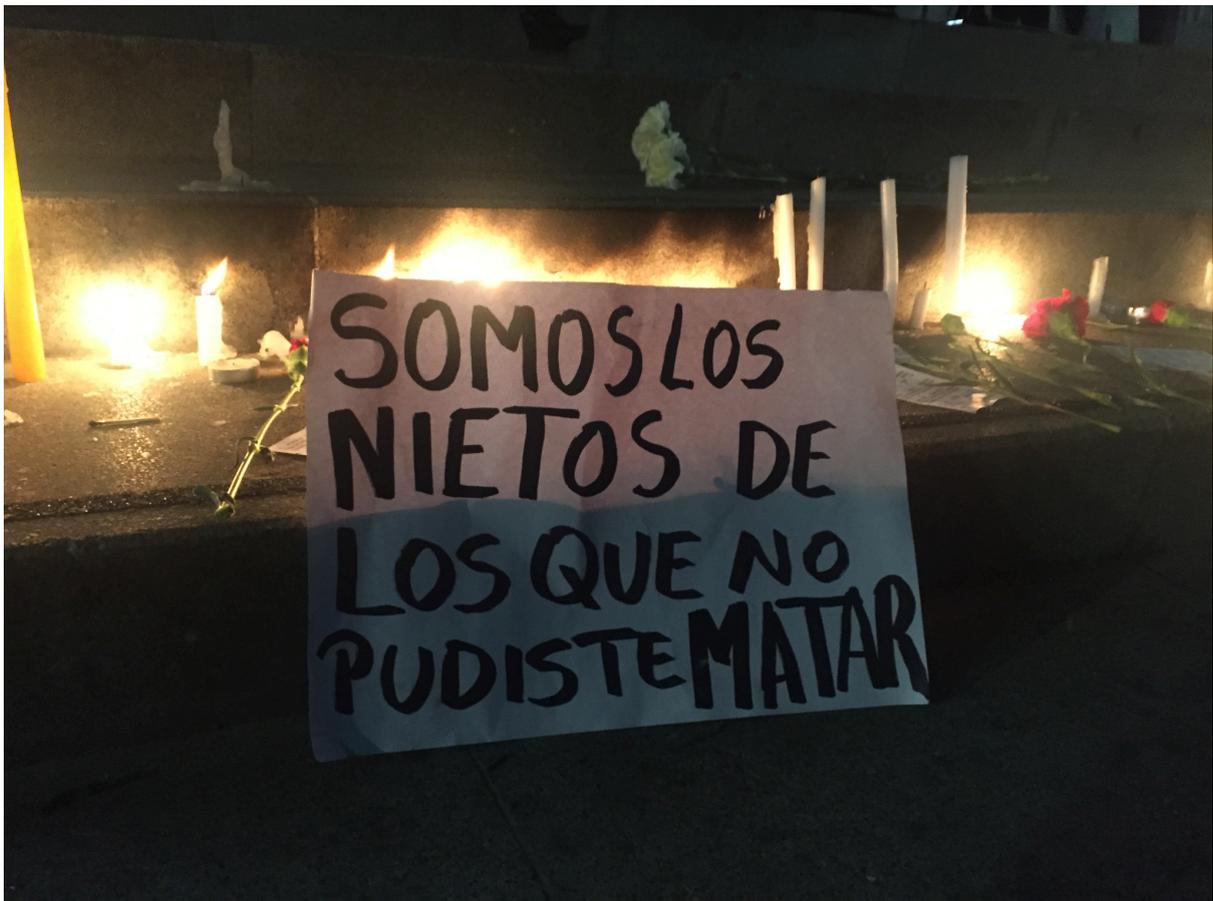


Photo de la veillée qui est réalisée chaque 11 septembre face à la « Catedral de Concepción » pour commémorer les détenu-e-s disparu-e-s et exécuté-e-s pendant la dictature.
Manola Araneda Silva, 11 septembre 2018, Concepción.

À la lumière de la classification des mémoires emblématiques de Stern, les témoignages recueillis lors des entretiens montrent comment différentes mémoires coexistent et s'affrontent encore dans la société chilienne contemporaine. Les ressentis de frustration, de

¹²⁹ Témoignage de Sofia in Jonathan Muñoz Hidalgo, op.cit., COARTCUL, Andros Ltda, San Rosendo, Chile, 2023, p.329.

colère et d'incompréhension exprimés par Ernesto, Paulina, Marcela et Sofía illustrent la tension persistante entre ces diverses formes de mémoire parfois très antagonistes. Par exemple, l'indifférence et le manque d'empathie évoqués par Marcela et Paulina, ainsi que les célébrations qui glorifient le coup d'État évoquées dans le récit d'Ernesto, témoignent de la persistance à ce jour, des catégories relevées par Stern concernant la « mémoire comme salvation » et la « mémoire comme oubli ». Deux sortes de mémoires qui cherchent tantôt à justifier le coup d'État comme un mal nécessaire pour éviter un chaos imminent, tantôt à minimiser l'importance des événements en suggérant qu'il vaudrait mieux tourner la page - et qu'il serait donc possible ou facile de tourner cette page.

En revanche, les préoccupations d'Ernesto et Sofía sur le manque d'engagement lors des commémorations et le besoin de maintenir vivante la mémoire des victimes s'alignent davantage sur la « mémoire comme rupture » et la « mémoire comme conséquence éthique et démocratique ». Ces mémoires mettent en avant le traumatisme persistant causé par le terrorisme d'État et l'importance de défendre les droits humains comme un impératif moral pour la société. La divergence dans les manières dont ces mémoires sont commémorées et/ou contestées exprime comment, cinquante ans après le coup d'État, il y a encore une dynamique de négociation du passé récent, reflétant ainsi une société où les mémoires sont conflictuelles.

b. *Estallido social* et processus constituant.

Lorsque nous avons abordé le sujet de l'anniversaire des 50 ans du coup d'État - sans que nous en ayons fait mention - plusieurs participant.e.s ont fait allusion au moment de l'*estallido social* et au processus constituant, comme étant des événements politiques et sociaux très marquants au niveau personnel. À ce sujet, Marcela exprime que pour elle l'expérience de cette mobilisation lui a permis d'imaginer ou peut-être de comprendre un peu de ce qui s'était passé pendant la période dictatoriale « yo creo que ahí, como que ahí termine de sentir un poquito de sentir un, un, una pincelada de lo que quizás pasó en ese tiempo ». Elle raconte qu'à ce moment-là elle était encore à Concepción, où elle a habité pendant un moment, et qu'elle avait participé à plusieurs manifestations. Elle atteste de la force de ce qui s'est passé dans cette période ainsi que de ses effets au niveau émotionnel :

Entonces si fue un momento como igual, algo parecido a lo que quizás pudo haber ocurrido antes po. Y eran cosas que me causaban como, no sé como ansiedad, angustia. Fue fuerte lo del estallido. Y ahí fue como que dije uy, me imagino como debe haber sido el golpe ¡si esto era, nada en comparación! (entretien avec Marcela).

Dans le questionnaire préalable à l'entretien, Marcela a déclaré ne pas avoir du tout d'activité politique, que tout au contraire, elle n'aime pas du tout ça, « de hecho me carga ». Pour autant, elle a participé à des manifestations et pris conscience de l'ampleur des violences à travers son expérience directe. Elle s'est impliquée à sa mesure dans l'*estallido social*, ainsi que dans le processus constituant qui a eu lieu par la suite, dans un désir de changement :

O sea fue emocionante po', cuando comenzó, cuando hubo como esa esperanza esa lucecita fue super emocionante. Porque pa' mí también tenía que ver con este arrastre de todo, era como no sé, como que decía cómo "uy que bacán que mi mamá se va a morir y va a ver como un cambio cachai como una nueva, una evolución". Y participé, no tan, tan invasiva pero fui a marchas dentro de lo que pude. Y después cuando, cuando no aprobaron la nueva constitución nooo, fue súper decepcionante, me dio mucha pena (entretien avec Marcela¹³⁰).

Cet espoir, ainsi que la déception qui s'en est suivi, lors du rejet par les urnes du processus constituant, apparaissent de même dans le récit de Sebastián. Il raconte qu'il était très content au moment de l'*estallido social* par rapport à ce qui était en train d'arriver « fue muy fuerte

¹³⁰ Entretien avec Marcela, le 19 avril 2024. Voir annexe 3.

fue muy potente [...] pero después resulta que no quedó en nada cachai como que hubo también pucha en, en la convención en todo lo de la constitución que no pasó nada ».

De sa part, Ernesto décrit ce moment de mobilisation sociale comme quelque chose qu'il avait attendu toute sa vie, une occasion d'agir de manière décisive contre le gouvernement sans hésitation. Il souligne la transversalité de ce mouvement qui a rassemblé beaucoup de personnes ayant des différences d'engagement politique : « como, nadie titubeaba todos iban pal mismo lao po cachai ahi te pillaba con amigos que eran super livianos políticamente que también taban en la calle y todos era transversal po ». Concernant le processus de modification de la constitution, il décrit cela comme un très beau moment et souligne la venue des membres de l'assemblée constituante à San Rosendo, en mentionnant son expérience lors d'une table de discussion sur l'éducation :

Igual el proceso de cambio de constitución fue muy bonito también po' cachai, aquí en San Rosendo vinieron las, los algunos vinieron 12 constituyentes, entre esos estaban la, la Linconao no, si estaba la Francisca, Linconao. Y estuve en una mesa ahí, con ellos, o sea igual también a nosotros nos tocó la mesa de educación. Aquí en San Rosendo se hicieron como ocho, 6 mesas, y cada mesa tocaba como un tema, y a nosotros nos tocó el tema educación. Que en la zona, no sé po, yo como no sé tanto de educación, lo único como que aporté ahí es como, como el punto de que qué van a estudiar los cabros acá si el campo laboral es uno po' (entretien avec Ernesto).

Il témoigne d'une forte implication dans ce processus ainsi que des apports critiques qu'il a fait lors de cette instance. Pour lui, un aspect fondamental était de soulever que le seul horizon professionnel possible dans la zone était celui d'ouvrier forestier et qu'alors il fallait se satisfaire de ça ou bien partir ailleurs « la preocupación de la educación aquí pa mí tenía que ver con eso po, con al final el campo laboral que tiene el estudiante po, qué sacai con ver otro horizonte si vai a tener que irte de aquí po cachai ».

Puis, Sofia fait allusion aux événements de l'*estallido social* tout en regrettant que malgré les graves violations aux droits humains qui ont été commises lors des mobilisations par des agents de l'État, la société chilienne préfère passer à côté :

Entiendo que la sociedad no quiera recordar, porque es un proceso doloroso y de ruptura de la sociedad chilena del cual evitan hacerse cargo, pero, muchas de estas cosas se revivieron para la revuelta y el despertar social del 18 de octubre, y a nosotros nos sorprendió que, pese a los traumas oculares, pese a esas violaciones a los derechos humanos, a no más de 4 o 5 años los chilenos de nuevo estamos cansados, no queremos recordar, hacemos que no pasó (témoignage de Sofia¹³¹).

Les témoignages des participant.e.s que nous analysons donnent à voir comment les concepts de « unité générationnelle », tel que proposé par Karl Mannheim¹³², et celui de « matrice générationnelle » de Marc Bloch¹³³, se manifestent dans la construction des mémoires de la troisième génération des familles du Massacre de Laja San Rosendo autour du moment socio-historique présent. L'expérience de l'*estallido social* et du processus constituant se révèlent comme des moments historiques formateurs pour cette génération, unissant ses membres autour d'une conscience collective façonnée par ce bouleversement social.

D'autre part, en comparant les événements actuels aux expériences de leurs parents et grands-parents pendant la dictature, les participant.e.s trouvent des parallèles entre le passé et le présent. Comme nous pouvons le constater dans les extraits d'entretiens de Mariela et Sofía exposés préalablement, les violences d'État qui sont vécues dans le cadre de cette mobilisation sociale sont perçues dans une ligne de continuité avec le passé répressif du pays. C'est ce que témoignent le récit de Sofía « muchas de estas cosas se revivieron para la revuelta », « los chilenos de nuevo estamos cansados, no queremos recordar », ainsi que le récit de Mariela « y más todo lo que había pasado en el estallido social, igual ocurrieron cosas fuertes y graves. Y dije como que lata que de nuevo hubieron víctimas y por nada, nuevamente ». Les deux participant.e.s soulignent dans leur discours que ces violences ont un caractère répétitif, quelque chose qui revient ou qui se manifeste encore dans le présent : il y a encore des victimes pour rien, comme dans la période dictatoriale; il y a encore de graves violations des droits humains perpétrées par l'État en toute impunité, et il y a encore une société qui préfère passer à côté et tourner la page.

¹³¹ Jonathan Muñoz Hidalgo, *Op.cit.*, COARTCUL, Andros Ltda, San Rosendo, Chile, 2023, p.340.

¹³² Karl Mannheim, *art.cit.*, *Reis: Revista Española de Investigaciones Sociológicas*, no 62, (1928) 1993.

¹³³ Marc Bloch, « Apologie pour l'histoire ou Métier d'historien », Paris, Armand Colin, 1949, p.52.

Les expériences racontées par les enquêtées illustrent ainsi que la répression et les violations des droits humains ne sont pas confinées au passé, mais que, loin de là, elles persistent dans la réalité contemporaine, faisant preuve d'une continuité de la violence¹³⁴.

Cette continuité a été dénoncée à maintes reprises lors des manifestations sociales qui se sont déclenchées à partir d'octobre 2019. Ces mobilisations ont été marquées par une forte présence de revendications et de dénonciations qui faisaient référence à l'héritage dictatorial présent dans la société chilienne. Parmi les revendications les plus puissantes et qui ont fait un grand écho dans la société, l'exigence de changement de constitution a été installée, étant celle-ci la cristallisation du modèle imposé par la dictature de Pinochet. Cette demande sociale, après une période de bouleversement social très puissante, a entraîné par la suite un long processus constituant auquel font référence les participant.e.s préalablement et qui, comme ils.elles l'ont exprimé, n'a pas finalement réussi à changer la constitution de 1980. Après deux propositions de constitution rédigées par des commissions différentes, aucune n'a finalement été approuvée par la société chilienne. L'échec de ce processus a généré un sentiment de désespoir pour le secteur de la société qui voyait dans ce moment une opportunité sociale et historique inédite pour refonder le pays sur de nouvelles bases, issues cette fois d'un processus démocratique et participatif¹³⁵.

En effet, l'analyse des entretiens concernant les événements actuels témoigne du lien qui est fait entre présent et passé par les participant.e.s pour donner du sens aux expériences vécues. Que ce soit dans le cadre de la commémoration des 50 ans du coup d'État ou dans le contexte de l'*estallido social* et du processus constituant auxquels les participant.e.s font allusion, le passé acquiert un sens dans le présent. Comme le souligne Elizabeth Jelin : « Primero, el pasado cobra sentido en su enlace con el presente en el acto de recordar/olvidar. Esto ubica directamente el sentido del pasado en un presente, y en función de un futuro deseado¹³⁶ ».

Toujours dans la perspective d'appréhender la construction de mémoires de ce massacre en tant que processus éminemment ancré dans le présent et dans un contexte de dialogue intergénérationnel, un aspect qui nous semble essentiel est la quête de vérité et de justice des familles des victimes.

¹³⁴ Tamara Jorquera Álvarez, « Violencia política de estado en el Chile postdictatorial », Tesis Universidad de Chile/ Universitat Autònoma de Barcelona, 2018.

¹³⁵ Manuel Garretón, « Del "Estallido" al Proceso Refundacional. El Nuevo Escenario de la Sociedad Chilena », *Asian Journal of Latin American Studies*, Vol. 34, No. 2, 2021, pp. 39-62. [<https://doi.org/10.22945/ajlas.2021.34.2.39>].

¹³⁶ Elizabeth Jelin, *Op.cit.*, 2020, p. 345.

c. Vérité et justice : une lutte de longue haleine

Dans le cas de ce massacre, l'existence d'une procédure judiciaire en cours depuis 2010 pour établir les faits et condamner les auteurs de ce crime est une particularité à prendre en compte. Comme décrit plus en détail dans la partie « contexte », au début du présent mémoire, ce processus a comporté plusieurs étapes. Il s'est achevé en mars de cette année (2024) avec la décision de justice de la Cour Suprême, laquelle a condamné les carabiniers qui ont perpétré ce massacre. En revanche, aucune condamnation n'a été prononcée par rapport aux complices et aux commanditaires civils.

Les entretiens que nous avons réalisés ont eu lieu après la décision finale de justice ce qui nous a permis d'aborder la perception de cette décision qu'avaient les enquêtées elles-mêmes ainsi que l'attitude familiale qu'elles percevaient à ce sujet.

Plusieurs participant.e.s expriment une déception face à la justice légale et aux résultats du procès. Paulina raconte que dans le cas de sa famille, après la mort de sa grand-mère, personne n'a persisté dans la procédure et que donc elle-même n'a pas trop suivi l'affaire. Cependant, elle exprime qu'elle aurait bien aimé que sa mère obtienne ce type de réparation « porque también lo encuentro así como mínimamente justo » même si sa mère n'a pas été vraiment engagée dans l'affaire de justice : « o sea más allá de que ella no sea como muy comprometida con la causa y haya luchado y todo, creo que igual pasó mucho de su vida, o sea todos esos años de búsqueda estuvo ahí cachai, con mi abuela como viajando, haciéndose cargo de la casa, buscando ». Elle déplore que sa mère et sa grand-mère aient été contraintes de se battre pour survivre sur le plan matériel tout en cherchant inlassablement trace de leur proche disparu. Elle pointe avec dépit que ces situations de souffrances endurées ne sont pas prises en compte par les tribunaux.

Pour sa part, Marcela pense que bien que des peines aient été prononcées, elles semblent insuffisantes par rapport à l'ampleur des souffrances infligées et qu'en tout cas, malgré la condamnation des responsables, il est trop tard pour qu'elles aient un impact significatif « es que siento que obviamente nunca se va a pagar lo que se tuvo que haber pagado, a ver ahora cuantos quedan hartos menos y de los demás están todos fallecidos, no sé... ».

De plus, elle ajoute que de la même façon que sa mère ne leur avait jamais inculqué la haine, elle (sa mère) ne cherchait pas non plus à que les carabiniers aillent en prison. Elle souligne que puisque ce n'est pas le but de sa mère, ce n'est pas non plus le sien « No es como que ella se esmere porque estén presos o porque no salgan más... como que sea su objetivo, no. Entonces como que yo lo percibo de la misma forma po'. No, no es como algo que nos desviva si están o no presos a estas alturas siento que ya no importa ». Puis, elle ajoute que sa mère lui a dit que même une indemnisation en ce moment serait plus utile pour elle, plutôt qu'ils aillent en prison. Elle fait également allusion au fait que sa mère se satisfait de savoir que les carabiniers ne vivent pas tranquillement leur vie, ce qu'elle pense avoir vu confirmé quand elle lui est arrivé de les croiser et qu'ils se sont cachés :

Espero que no hayan vivido tranquilos po', tranquilamente. Pero yo creo que no, porque mi mamá se encontró como en dos oportunidades a dos de ellos en Los Ángeles, o uno en Los Ángeles y uno en Conce. Y como ya habían sucedido reconstrucciones y todo, ya entre comillas se ubicaban y las dos veces los tipos como que se arrancaron, se escondieron cuando la vieron, entonces esos son indicios de que no andaban tan tranquilos por la vida. Así que, como que mi mamá se conforma con esas cosas (entretien avec Marcela¹³⁷).

Puis, Sebastián exprime qu'il n'a pas le sentiment que la justice légale ait apporté de véritable clôture ou de reconnaissance adéquate du traumatisme. Il insiste sur le fait que le verdict ne semble pas avoir marqué une fin satisfaisante dans sa famille. Il ajoute qu'en plus il n'y a même pas eu une vraie demande d'excuses de la part des responsables de ces crimes. De même que Marcela, il met en avant le fait que cette décision de justice arrive si tard qu'en fait cela ne change pas grande chose. Cette sensation de déception d'une justice qui n'arrive pas à temps, est exprimée aussi par Sofía, lorsqu'elle réalise que pour sa grand-mère il n'y a pas eu et il n'y aura pas de réparation possible :

Ella aún siempre dice : “soy Ruth Medina Neira, viuda de Araneda”, mientras mira con nostalgia una foto de mi abuelito que tiene colgada en su dormitorio, ahí reaccionas que ella ya no recibió justicia. No hubo reparación en su caso. Aterrizas que la ejecución del abuelo Lucho significó una pérdida forzada de su compañero de vida (témoignage de Sofía¹³⁸).

Contrairement à ces perceptions de déception et d'insatisfaction à l'égard de la justice, le récit de Gloria, présidente de l'Agrupación de Laja-San Rosendo et sœur de l'une des victimes,

¹³⁷ Entretien avec Marcela, le 19 avril 2024. Voir Annexe 3.

¹³⁸ *Ibid*, p.337.

diffère quant à ces condamnations. Pour elle, en dépit du retard de ce prononcé de justice, c'est le minimum requis pour tout le mal qu'ils ont causé :

Las secuelas que dejó todo esto... por eso yo le digo, hubieron muchas secuelas grandes grandes secuelas. Entonces no, bien pagao, independiente que se haya tardado demasiado la justicia, que le hayan dado cadena perpetua al teniente Michell, no es una sed de venganza no, es un mínimo, de todo el daño que hicieron. Y a todos a todo ya sea mayor o, en menor, mayor grado (entretien avec Gloria Urra, présidente AFDD Laja-San Rosendo).

Pour Emilio, porte-parole de *la Agrupación*, fils d'une des victimes du massacre, c'est grâce à la recherche de justice que cette organisation s'est maintenue dans le temps. Après avoir retrouvé leurs proches, il restait encore 10 ans de dictature, et dans ce contexte la recherche de justice était, bien entendu, quelque chose de difficile, voire inatteignable :

[...] y ahí, y ahí entonces solo quedaba una vía para que esta agrupación se mantuviera, que era, la búsqueda de la justicia. Y la búsqueda de la justicia se transforma en plena dictadura, ya los primeros 7 años de la dictadura todavía nos quedaban 10, evidentemente en una cosa que era una cosa eh, difícil. Por decir lo menos no, difícil pero podríamos decir que inalcanzable. Y fue inalcanzable, hasta... 30 años después, 20 años, si, hasta el 2010 (entretien avec Emilio Araneda, porte-parole AFDD Laja-San Rosendo).

Nous constatons dans entretiens que nous avons recueillis, que la relation à la justice est différente parmi les participant.e.s de la troisième génération. De même, la question de la justice légale occupe aussi une autre place entre les membres de *la Agrupación* qui appartiennent à la deuxième génération des familles des victimes et qui, après presque quarante ans, ont eu un espoir de justice. En ce sens, il est important de souligner que les *Agrupaciones de familiares* ont structuré leur lutte autours des piliers de la justice, la vérité, la réparation et la non-répétition. De fait, leur permanence jusqu'à ce jour en tant qu'acteurs politiques majeurs au sein de la société chilienne, notamment autour de la construction et la transmission des mémoires, se fonde sur la lutte incessante qu'elles ont menée à ce propos.

Pour Elizabeth Lira, si le chemin de réparation ne s'épuise pas dans les réponses judiciaires, il présuppose l'existence d'une procédure judiciaire efficace. Ceci est particulièrement flagrant après des années de déni et de mensonges généralisés de la part des organismes officiels :

Cuando las violaciones de Derechos Humanos se tratan políticamente como si no hubiesen existido o, de haber existido, como el costo necesario de la paz, es como si estas sociedades se convirtieran metafóricamente en sociedades ciegas, sordas y mudas al dolor y al horror, donde las voces no resuenan porque no hay nadie que escuche¹³⁹ (Lira, 2010).

Puis, Sebastián fait allusion à la situation des carabiniers qui sont en fuite et il réfléchit au fait qu'ils ne se sont jamais excusés par rapport aux crimes qu'ils ont commis : « yo me acuerdo de haber hablado con mi tío después y él me decía eso me decía algo así como que, que él preferiría un perdón, que si el paco le pedía él quizás era capaz de perdonar pero no ». À cette déception, s'ajoute pour Sebastián, le fait que le rôle de « La papelera » (CMPC) continue d'être présent : « y sigue también no sé po, el papel de... el rol de la papelera, también ese es otro tema como buscar el tema civil ».

La participation civile

Bien que Sebastián fasse allusion ici au rôle joué par l'entreprise CMPC dans ce massacre, il ne va pas plus loin. Les autres participant.e.s n'y font pas allusion non plus. À cet égard, c'est justement la question de la participation de l'entreprise qui provoque le vif désaccord d'Ernesto quant au processus judiciaire. Il exprime sa colère et sa frustration du fait que les condamnations n'atteignent pas les vrais responsables :

O sea, lo que a mi no me llena de esto es que los... que el hilo se corte por lo delgado de los pacos y los subgerentes y cosas así po', que donde está el nombre en los tribunales de, del Matte po', eso es lo que a mi me... cómo va a ser tan difícil que el autor intelectual, que si ahora está muerto pero sigue el mismo capital po', entonces cómo va a ser tan difícil que se, que se le culpabilice po', no me cabe po'. O sea cómo se las pueden sacar ellos. Siempre tuve la esperanza de escuchar algún día así como alguna, algo de justicia en contra de los Matte cachai y no, ya no fue po', no va a ser.

Il montre ainsi son espoir déçu d'un jour entendre parler de justice contre les Matte, propriétaires de la CMPC, ce qui le conforte dans l'idée que « l'action directe est nécessaire » pour obtenir justice, car celle-ci parfois « n'arrive pas par d'autres moyens ». Il ajoute que « ce jugement ne suffit pas » parce que ceux qui sont véritablement responsables ne sont pas inquiétés. Il considère que ce n'est pas un jugement qui permet de « se reposer en paix » ou

¹³⁹ Elizabeth Lira, *art.cit.*, *Revista de Estudios Sociales*, no 36, 2010, p.21.

d'obtenir une véritable paix sociale. Selon lui, cette paix prônée repose plus sur le fait de « baisser les bras pour ne plus continuer à s'exposer » que sur des actions concrètes de l'État pour rendre justice.

En ce qui concerne la participation et la responsabilité de la famille Matte, l'entretien que nous avons réalisé auprès de Javier Rebolledo autour de son ouvrage « A la sombra de los cuervos » réaffirme la responsabilité indéniable de ce groupe économique dans les actes criminels de ce massacre. Il témoigne entre autres exemples clairement abordés dans le livre, de la promulgation d'un décret-loi qui a permis à ce groupe économique de s'emparer des terres et de financer ses entreprises afin de passer d'une situation de très grande richesse à une situation de richesse internationale. Il met en exergue que le fondement de leur richesse n'est pas dissociable des crimes commis et de la terreur provoquée à l'intérieur de l'entreprise :

Y eso es algo que no hubiesen podido hacer si es que no se hubiese asesinado probablemente en su empresa, si es que no se hubiese causado el terror que se causó y ya sea ellos como colaboradores más activos mirando hacia el lado, haciendo listas, permitiendo que militares entraran, etc. causando el terror a través del, de la, del asesinato y después digamos del intento de desaparición de personas en sus propios terrenos además, es algo que es fundamental desde el punto de vista del funcionamiento para que una dictadura pueda llevar a cabo estos cambios radicales que se llevaron a cabo en materia política. Ellos fueron los que se fueron beneficiados, directamente, directamente! más escondidos, menos escondidos, pero ellos fueron los que se enriquecieron, los que se beneficiaron, ellos fueron los que mantuvieron el sistema y mantuvieron a Pinochet durante tanto tiempo. (Entretien Javier).

Cette question de la responsabilité civile de « La Papelera », qui concerne une des hypothèses que nous avons émises pour cette recherche, n'a pas été soulevée par les participant.e.s comme étant un aspect majeur. À cet égard, il est important de mentionner que nous n'avons pas posé de question explicite dans ce sens lorsque nous avons abordé la perception de la justice. Il en résulte que ce domaine n'a pratiquement pas été abordé dans les entretiens, ce qui confirme le fait qu'il s'agit d'une composante du massacre qui est plutôt passée sous silence, ou du moins peu considérée dans les récits qui circulent dans les familles des enquêté.e.s.

3. Éléments qui configurent les mémoires en interaction avec le contexte de transmission familiale

La construction de mémoire se produit dans la mesure où il y a des sujets qui partagent une culture, où il y a des agents sociaux qui tentent de « matérialiser » ces sens du passé dans divers produits culturels qui sont conçus comme, ou qui deviennent, des véhicules de la mémoire, tels que des livres, des musées, des monuments, des films ou des livres d'histoire. Elle se manifeste également dans des performances et des expressions qui, plutôt que de représenter le passé, l'incorporent de manière performative¹⁴⁰ (Van Alphen, 1997). Ainsi, ces produits culturels influencent la construction de la mémoire et interagissent avec les sens générés dans un contexte de transmission intergénérationnelle.

a. Traces documentaires du massacre

À ce propos, Elizabeth Lira souligne que la réparation sociale repose, en premier lieu, sur la « reconnaissance sociale que les événements se sont réellement produits et qu'ils ont constitué une injustice et un abus, violant les droits fondamentaux des individus et des communautés ». Ainsi, le fait que ces événements soient reconnus et portés dans la sphère publique implique une reconnaissance de l'extérieur qui peut être très importante pour les personnes qui ont été stigmatisées, trompées et confrontées à un déni généralisé.

¹⁴⁰ Ernst Van Alphen, *Caught by History. Holocaust Effects in Contemporary Art, Literature and Theory*. California : Stanford University Press, 1997.

Par rapport à la documentation concernant l'événement du Massacre Laja-San Rosendo, plusieurs participant.e.s font référence à l'importance du reportage sur ce sujet diffusé à la télévision chilienne dans l'émission « En la Mira¹⁴¹» en août 2015. Marcela raconte qu'elle se rappelle du jour où il allait être diffusé et que c'était émouvant. Elle se souvient du reportage comme un des choses les plus grandes faites à propos du massacre :

Sí, sí me acuerdo, estaba en Conce viviendo en ese tiempo, debe haber sido como el 2000... 18, más o menos, no antes, 2016 más o menos, salió ese reportaje. Y ahí de hecho harta gente me habló, y ahí me di cuenta que entonces sí harta gente lo vió. Yo creo que eso ha sido como lo más grande que se ha hecho po', como a nivel país, ese reportaje, porque era un programa bien visto, era un canal chileno.

Sebastián en parle aussi à un moment dans son entretien et il raconte que c'était très puissant et se rappelle que c'est dans ce reportage qu'apparaît le carabinier ayant brisé le pacte de silence. Il souligne que c'est à partir de ce moment-là qu'il a investi davantage son rôle de soutien et d'accompagnement de sa mère : « Entonces ahí también yo empecé a tomar un rol familiar con mi mamá en el sentido de acompañarla. Yo en la U como que entendí que yo tenía que acompañar todo esto ».

La diffusion de ce reportage est aussi évoquée par Paulina, qui se rappelle ce que sa mère lui raconta au moment de la diffusion :

Ahí me acuerdo igual que cuando vimos eso me contó porque ellas hablaban de cuando fueron a reconocerlo a la u de Conce, parece que allí estaba la morgue, al servicio médico legal (Entretien Paulina). Y ahí me acuerdo que en el reportaje mi mamá nombraba como, ah no mira si habló Vidal creo que era uno de los pacos (Yo: De los pacos, si) Que contó dijo "ay Vidal si, vivía no sé a dónde" también así como comentarios banales de repente "ay no si a ese le gustaba la no sé cuánto" así como (se ríe) porque también eran conocidos po'.

Sebastián et Marcela, quant à eux, nuancent l'importance du documentaire par le fait que l'intérêt des gens pour ces questions n'est pas tellement fort. Bien qu'il y ait des productions culturelles conséquentes, il n'y a pas de vaste prise de conscience « si bien está el museo de la memoria y varias instancias como para saber, ahora está la obra de teatro bueno el

¹⁴¹ "En la mira «Masacre en el Laja, Capítulo 19, Parte 1»", Chilevisión, 20/08/2015. [<https://www.youtube.com/watch?v=yT9W70BFILQ>]

▶ *Masacre en Laja - En La Mira | Capítulo 19 de agosto (Parte 1)*

"En la mira «Masacre en el Laja, Capítulo 19, Parte 2,3 y 4»", Chilevisión, 20/08/2015.

[<https://www.youtube.com/watch?v=H-ceTfnnjqw/>]

▶ *Masacre en Laja - En La Mira | Capítulo 19 de agosto (Parte 2, 3 y 4)*

programa de televisión el reportaje la gente como que no, no entiende mucho por más que de repente uno le puede explicar como que “ah ya pasó” nomás cachai ». De même, Marcela exprime que même si le reportage a bénéficié d’une forte audience, elle n’a pas l’impression que les gens aient été très touchés par le sujet.

b. Productions artistiques et culturelles

En ce qui concerne les pratiques artistiques et culturelles, diverses productions ont été réalisées en lien au massacre de Laja San Rosendo. Parmi celles-ci, on peut citer les pièces de théâtre « Retablo de Yumbel » et « Aproximaciones al olvido », toutes deux mises en scène par la Compagnie *El Rostro*, ainsi que « Yo duelo (Masacre en Laja y el intento por sanar) », mise en scène par la Compagnie La Gaviota Podcast. Ces trois pièces explorent différentes perspectives sur la mémoire de cet événement tragique. Parmi d’autres créations à ce sujet, nous pouvons mentionner le documentaire audio-visuel « Las Cruces » de Carlos Vázquez et Teresa Arredondo, ainsi que la chanson « Masacre Laja » du groupe Tenemos Explosivos.

Parmi les participantes dans cette étude, Paulina fait partie de la Compagnie *La Gaviota Podcast* et Sofía a participé à la pièce « Aproximaciones al olvido ». Paulina rapporte comment, dans le cadre de son travail dans la compagnie La Otra Zapatilla, avec ses collègues elles avaient commencé un processus créatif centré sur les douleurs et les blessures personnelles de chacune. Elle précise que pendant cette période, elle souffrait de fortes douleurs au dos, qui parfois l’empêchaient même de bouger. Elle témoigne que, tandis qu’elle lisait les rapports du décès de son grand-père, assassiné lors du massacre de Laja San Rosendo, elle a remarqué des coïncidences frappantes entre les blessures de son grand-père et ses propres douleurs physiques, et cela dans des zones très spécifiques. Cette découverte l’a incitée à se connecter plus personnellement à l’histoire du massacre à travers ses propres expériences corporelles :

Y era como “oh”, como que sentí que ahí tenía como un punto de partida de conectar así como con la historia desde algo muy personal que me estaba pasando y que también era algo muy personal de lo que quería como hablar hace rato. Y ahí empecé así como el punto de partida y empecé a escribir un poco (Entretien avec Paulina).

Cette pièce, œuvre de Paulina et dont elle raconte le processus de création, est l’histoire d’une actrice, sapeur-pompier et également petite-fille de l’une des victimes du massacre de

Laja-San Rosendo en 1973 au Chili. Dans cette fiction, elle explore la douleur partagée à travers les générations qui demeurent unies par un passé tragique. La pièce se déroule dans une ville ravagée par des incendies et des fissures, où le théâtre devient pour le personnage un moyen de rendre hommage aux disparus et de transformer la douleur en une expression artistique.

Elle s'interroge sur la possibilité d'une transmission intergénérationnelle de la douleur, sur l'idée que les corps pourraient conserver des traces des expériences vécues par sa grand-mère et sa mère : « obviamente yo creo que también los cuerpos guardan registros po, no sé, de lo que vivieron mi abuela, mi mamá. Emm creo que de cierta manera igual te marca corporalmente cuando te pasan cosas y todo ».

Ici, la troisième génération se voit chargée d'un héritage sous forme de douleur physique spécifique : la petite-fille souffre aux mêmes endroits du corps où son grand-père a été frappé avant de mourir. La prise de conscience de cette coïncidence vécue dans la chair-même incite Paulina à écrire à ce propos. Ce qui lui permet d'élaborer ces douleurs - les siennes propres et celles des autres membres de sa famille- à travers une démarche créative autant qu'une démarche intime, personnelle. C'est le cas d'une troisième génération qui prend à bras-le-corps ce qui lui est transmis par ses ascendants. Autre fait singulier, dans la famille de Paulina que le silence à propos des événements traumatiques du passé s'est imposé d'une manière assez brutale. La grand-mère ayant brûlé ce qui pouvait être passé au feu, elle a posé un couvercle de silence sur la mort du grand-père et sur tout ce qui s'y rattachait.

Paulina dont l'œuvre ouvre la parole à propos de ce douloureux passé. Elle décrit comment des membres de sa famille se sont déplacé-e-s pour voir sa pièce de théâtre, à quel point cela leur a plu, les a ému. Ce partage au départ culturel, permet des conversations au sein de la famille et crée l'occasion de glisser des informations au fil des échanges. Elle a ainsi découvert de nouvelles données qu'elle ignorait à propos de son grand-père.

De même quand Paulina a regardé le reportage à la télévision avec sa mère qui en faisait le commentaire, ce silence s'est un peu brisé et des mots ont été mis sur ce passé. Nous sommes ici au cœur de la pratique active de la transmission de la mémoire qui est interactive entre générations et entre personnes. Même s'il y a bien une voix qui conte le passé et des oreilles qui le reçoivent, la transmission ne va pas dans un seul sens. Plus précisément, le processus

n'est pas vertical, allant des anciens vers les jeunes. Dans le cas de Paulina, la troisième génération a soulevé le couvercle pour laisser l'histoire du grand-père s'en échapper par la voix des autres membres de la famille.

Puis, dans un moment de l'entretien, Ernesto fait référence à la pièce de Paulina et il raconte qu'il a beaucoup aimé son travail ; notamment il a apprécié que la pièce mette l'accent sur le rôle de l'entreprise CMPC :

Me gustó mucho en la obra de la... de la Paulina, que ella recalcó harto ese punto y me pareció así super interpretado, me sentí ahí que se nombraron a los que fueron, que la obra está el loco trabajando en el... un trabajador es súper fuerte por ese lado po. Porque mi tío también trabajó en la empresa esta po'. (Entretien avec Ernesto).

D'autre part, Sofía raconte, concernant sa participation dans le projet de « Aproximaciones al olvido », qu'il s'agissait d'explorer la mémoire, les expériences et les répercussions que la disparition puis l'exécution de 19 hommes qui étaient des pères, des fils et des maris, ont eues sur plusieurs générations. Elle souligne que c'était une expérience très révélatrice pour tout le monde, en particulier parce que les « compañeras de la Agrupación de Familiares de Detenidos Desaparecidos y Ejecutados Políticos de Laja y San Rosendo » y ont également participé.

[...] en Aproximaciones, lo que hace Nora Fuentealba, su directora, es incorporar los relatos de familiares de los ejecutados políticos de Laja y San Rosendo que lo transforma en teatro documental, entre ellos, las intervenciones de Gloria Urra y de María Isabel Riquelme son crudas, porque desde su experiencia narran cómo gran parte de su vida ha girado en torno a la búsqueda de su hermano y padre respectivamente, a la búsqueda durante los 6 años que estuvieron desaparecidos, luego la lucha por alcanzar la justicia y la espera para que los responsables sean condenados (témoignage de Sofía¹⁴²).

Encore ici, la pièce de théâtre apparaît comme un espace de réflexion et de construction de mémoire facilitant un dialogue entre les différentes générations des familles concernées par ces événements. Sofía déclare aussi que, d'une certaine façon, cette expérience rend justice aux victimes et à leurs proches : « De alguna forma, nos devolvió la voz, y cada vez que alguien escucha la obra y se interesa por lo acontecido, se hace justicia por los nuestros¹⁴³ ».

¹⁴² Jonathan Muñoz Hidalgo, *op.cit.*, COARTCUL, Andros Ltda, San Rosendo, Chile, 2023, p. 342.

¹⁴³ Jonathan Muñoz Hidalgo, *op.cit.*, COARTCUL, Andros Ltda, San Rosendo, Chile, 2023, p. 343.

En lien avec cette forme de « faire justice » qu'exprime Sofia, le témoignage d'Ernesto expose une vision critique sur une des autres pièces de théâtre auxquelles nous avons fait référence « Retablo de Yumbel ». Il la perçoit comme une simplification ou une mauvaise interprétation de l'événement historique du Massacre de Laja San Rosendo. Il exprime que la pièce utilise un parallèle entre l'histoire de San Sebastián et les exécutions sous la dictature chilienne pour suggérer que l'amour est la réponse à la tragédie. Ernesto trouve cette conclusion insatisfaisante et même exaspérante, car pour lui, le vrai point culminant devrait être la justice :

Entonces, en un momento de la obra que dice “¿Cómo nos podemos salvar de todo esto?!” dice como “¿Cuál es nuestra vía de escape?, ¡El amor!” (se ríe irónico) cachai dicen ellos, y ahí como que el clímax de la obra es que el amor nos puede salvar de todo esto cachai, de todo lo que pasó. Y pa' mi no po', yo esperaba en ese momento cachai el clímax, la justicia po', la justicia o la libertad hay weas que estan mucho mas... claro es como si estamos tan atacados por los romanos, tan atacados por los milicos que nos puede salvar de esta tragedia cachai, puta me dieron ganas de gritar ahí “¡La justicia!” (entretien avec Ernesto)

La réflexion critique qu'il fait à propos de la manière dont la pièce réduit l'importance de la justice en optant pour une solution émotionnelle qu'il trouve déconnectée de la réalité des événements. Il rend compte ainsi de la multiplicité de mémoires qui se construisent en fonction d'un même événement et du caractère conflictuel qui peut revêtir ce processus.

c. Éducation

Nous avons relevé que le thème de l'enseignement et de l'éducation ressortent dans les récits de Sofia et Sebastián, comme un terrain qui était marqué par le silence et l'omission totale de cette période dans leurs parcours scolaires.

Sofía exprime une frustration intense face à l'absence de mention des crimes de la dictature dans les programmes d'histoire qu'elle a suivis. Pour elle, cette omission équivaut à une forme de négationnisme, effaçant une partie cruciale de l'histoire nationale et contribuant à la méconnaissance généralisée de ces événements chez les jeunes générations :

En séptimo básico sentí mucha rabia con la malla curricular de historia, porque cuando se debía hablar del Golpe y de los años de dictadura, se omitía esa parte, sin siquiera mencionar las violaciones a los derechos humanos, hasta llegar a la democracia. Entonces, pensaba “¿cómo puede ser tal el negacionismo?, también es parte de nuestra historia” (témoignage de Sofía¹⁴⁴).

Ce sentiment est partagé par Sebastián, qui se souvient que pendant ses années de scolarité, les cours d'histoire s'arrêtaient souvent à l'année 1973 « Me acuerdo que después en el colegio, estos temas tampoco se hablaban mucho como que en historia también como en clases tampoco se habla mucho de la dictadura sino que se habla como hasta el 73 y hubo un quiebre y no se habla nada más cachai. »

En ce sens, Marcela raconte aussi qu'elle n'a pas le souvenir que ce soit un sujet dont on parlait à l'école ni même avec ses camarades « Al menos de mi generación como colegio compañeros en la básica algo así no, cero. ». Elle affirme que seulement récemment, une fois devenue adulte, elle a parlé à quelques amis proches de ce qui s'est passé dans sa famille. Elle déclare qu'il y a même des gens de Laja qui ne croient pas ou qui ne savaient pas ce qui s'était passé à Laja.

Les témoignages de Sofia et Marcela révèlent des initiatives éducatives récentes visant à sensibiliser les jeunes à l'histoire du massacre de Laja San Rosendo. Sofia raconte qu'à l'occasion de la commémoration des 50 ans du coup d'État, son père, invité par un professeur, a emmené des élèves du Liceo de Río Claro pour un parcours mémoriel ressemblant à un « Vía Crucis ». Elle raconte que son père avait perçu un intérêt sincère de la

¹⁴⁴ Témoignage de Sofía in Jonathan Muñoz Hidalgo, op.cit., COARTCUL, Andros Ltda, San Rosendo, Chile, 2023, p.338.

part des adolescents, qui posaient beaucoup de questions pour comprendre ce qui s'était réellement passé et que cela lui donnait de l'espoir : « ese interés genuino de saber la verdad de lo que pasó en los pueblos cercanos, a él le brindó una alegría esperanzadora¹⁴⁵ ».

De même, Marcela décrit une activité scolaire au cours de laquelle des élèves ont mené des recherches sur le massacre, se rendant à Laja pour visiter le cimetière et le mémorial. Elle raconte y avoir participé en accompagnant sa mère et que pour l'activité pédagogique, les élèves s'étaient divisés en groupes pour faire des entretiens avec les membres des familles du victime du massacre, dont sa mère « y ahí hicieron como un tipo de investigación del caso de cada una y después lo expusieron y ahí nos invitaron. Eso estuvo bonito ».

Elle ajoute que pour elle c'était étrange parce qu'elle n'avait jamais vu une telle initiative à Laja, aussi, aller dans une autre ville, encore plus petite, qui n'était même pas l'endroit où les faits ont eu lieu, c'était émouvant. Elle insiste sur le fait qu'à Laja ce genre d'initiatives n'ont pas lieu et pire encore, lorsque mère avait proposé que le reportage de l'émission « En la Mira¹⁴⁶ » soit diffusé au lycée, cela n'a pas été autorisé.

En conclusion, l'analyse des témoignages montre que l'éducation et l'enseignement jouent un rôle complexe et ambigu dans la transmission des mémoires du Massacre de Laja San Rosendo. D'un côté, ils peuvent être des outils puissants pour sensibiliser, émouvoir et éduquer les jeunes générations sur des événements historiques douloureux. De l'autre, les lacunes, les omissions et les résistances rencontrées dans les programmes éducatifs démontrent que la transmission de ces mémoires n'est pas toujours assurée de manière adéquate. Il en ressort une grande nécessité de prise de conscience et d'engagements accrus pour garantir que ces histoires cruciales soient transmises.

¹⁴⁵ Témoignage de Sofía in Jonathan Muñoz Hidalgo, op.cit., COARTCUL, Andros Ltda, San Rosendo, Chile, 2023, p.339.

¹⁴⁶ “En la mira «Masacre en el Laja, Capítulo 19, Parte 1»”, Chilevisión, 20/08/2015. [<https://www.youtube.com/watch?v=yT9W70BFILQ>]

 *Masacre en Laja - En La Mira | Capítulo 19 de agosto (Parte 1)*

“En la mira «Masacre en el Laja, Capítulo 19, Parte 2,3 y 4»”, Chilevisión, 20/08/2015. [<https://www.youtube.com/watch?v=H-ceTfnnjqw/>]

 *Masacre en Laja - En La Mira | Capítulo 19 de agosto (Parte 2, 3 y 4)*

III. Conclusion

À travers cette recherche, nous avons exploré comment la troisième génération des familles des victimes du Massacre de Laja San Rosendo construit des mémoires de cet événement dans un contexte de transmission intergénérationnelle. Les résultats de cette étude démontrent que la construction des mémoires par cette génération est un processus complexe et qui opère à différents niveaux. Les élaborations de mémoires que nous avons pu appréhender à travers les personnes enquêtées sont influencées par une variété de facteurs : les attitudes des générations précédentes, les pratiques culturelles, les expériences personnelles ainsi que les événements socio-politiques du présent.

En ce qui concerne l'hypothèse n°1 qui affirmait que la signification des faits constituant le massacre Laja San Rosendo est fortement influencée par l'attitude adoptée par la deuxième génération : les données recueillies nous obligent à complexifier et nuancer cette affirmation, qui ne pourrait pas être confirmée ou infirmée dans des termes absolus. À ce propos, les récits et témoignages de la troisième génération indiquent que les mémoires transmises au sein des familles jouent un rôle crucial dans la socialisation politique et la formation d'une conscience sociale. En ce qui se réfère à la perception de la justice, l'analyse des données recueillies permet de dire que les attentes en matière de justice sont majoritairement transmises entre les générations. Nous avons aussi pu constater que cette transmission n'est pas ouverte dans tous les cas ni toujours mise sous forme de récits. Les expériences vécues sont transmises aussi à travers le silence, la douleur, et l'absence d'allusion de ce passé. Pourtant, l'absence de récit n'équivaut pas à une absence de transmission de la douleur, d'après ce que nous avons pu constater à travers l'entretien de Paulina. La perspective dialogique se révèle très opérationnelle à ce sujet et permet de concevoir ces processus de construction de mémoires comme dynamiques et réciproques. Ceci implique la possibilité et la capacité des nouvelles générations d'activer, de solliciter et même de protagoniser cette transmission qui n'est pas verticale. C'est ce dont témoigne la création de la pièce de théâtre faite par Paulina, qui part d'une douleur physique qui fait écho à la transmission de la douleur au sein de la famille en lien à l'événement traumatique que constitue ce massacre. Malgré une transmission familiale marquée par des silences, cette femme de la troisième génération tente de reconstruire et de se réapproprier cette histoire familiale, qui est en même temps sa propre histoire.

Nous pouvons constater qu'ayant connaissance des faits et ayant pu les imaginer, il ressort une tentative des interviewé-e-s de mieux comprendre leur propre place dans la construction

de la mémoire dont ils.elles ont hérité. La troisième génération témoigne ainsi d'une position subjective réflexive par rapport à l'héritage mémoriel de leurs parents, et de leurs grands-parents autant que par rapport à leur propre rôle au sein de leurs familles concernant ces événements.

L'hypothèse n°2 que nous avons formulée, relative à la participation de civils dans le massacre, postulait que cet aspect a souvent été passé sous silence dans les récits familiaux et que par conséquent, il fait défaut dans la construction des mémoires de la troisième génération. Les témoignages confirment le bien-fondé de cette hypothèse. Ils attestent que la dynamique du dialogue intergénérationnel est marquée par des silences et des omissions significatives à cet égard. Ce constat souligne l'importance de reconnaître ces zones d'ombre et d'encourager un dialogue plus ouvert et informé en ce qui concerne la responsabilité civile de la CMPC et comment ce groupe économique a directement bénéficié de ces crimes, auxquels il a directement participé.

Nous avons pu constater dans la première partie de notre analyse que les récits recueillis auprès de la troisième génération, témoignent de nombreux éléments qui permettent de reconstituer certains événements avec une grande précision, grâce à l'inclusion de paramètres temporels et spatiaux, ainsi que des marqueurs politiques à l'échelle locale. Ces détails témoignent de la transmission de fragments de l'histoire familiale en lien avec le massacre, parfois de manière très détaillée. C'est ce que nous avons pu constater lorsque les participant.e.s évoquent, par exemple, les arrestations de leurs proches et les raisons de ces arrestations.

Ensuite, nous avons pu appréhender les dimensions affective et émotionnelle qui imprègnent ces mémoires. Par rapport à la charge affective des événements constitutifs du massacre, pour beaucoup de participant.e.s ressort l'impact de l'expérience vécue lors de la reconstitution de la scène dans le cadre du processus judiciaire. Ce moment apparaît comme un rappel très violent du traumatisme personnel et collectif qui est toujours vivant. Ainsi, bien que les faits du massacre remontent au moment de la reconstitution à 40 ans en arrière, ils continuent d'émerger dans le présent et s'enchaînent aux histoires familiales du temps passé. Le vécu direct de la reconstitution de la scène qui est réalisée dans le cadre du procès judiciaire, permet de la sorte à la troisième génération de saisir l'ampleur des événements et ses conséquences pour la communauté.

Ces mémoires élaborées par la troisième génération abordée, mettent en avant le traumatisme persistant causé par le terrorisme d'État et l'importance de défendre les droits humains comme un impératif moral pour la société. De fait, les participant.e.s témoignent d'une déception généralisée en ce qui concerne l'attitude sociale perçue face aux commémorations mémorielles et face à l'obstination d'une grande partie de la société à tourner la page et à oublier le passé. Ils.elles réalisent comment cinquante ans après le coup d'État, il y a encore et toujours une dynamique de négociation du passé récent, qui est le reflet d'une société où les mémoires sont conflictuelles.

D'autre part, les expériences de *l'estallido social* et du processus constituant se révèlent comme des moments historiques formateurs pour cette génération, unissant ses membres autour d'une conscience collective façonnée par ce bouleversement social. En comparant les événements actuels aux expériences de leurs parents et grands-parents pendant la dictature, les participant.e.s trouvent des parallèles entre le passé et le présent. *L'estallido social* marque un événement social et historique majeur, avec une mobilisation massive d'un large segment de la population. Cependant, elle soulève également un certain nombre de questions et de préoccupations concernant la répression brutale et les violations des droits humains par des agents de l'État, ce qui témoigne d'une continuité des violences d'État.

Les participant.e.s constatent que la répression et les violations des droits humains ne sont pas une affaire du passé, mais que ces exactions persistent dans la réalité contemporaine et attestent d'un enracinement de l'autoritarisme et de la violence d'État depuis la période dictatoriale. Les confrontations à des formes de répressions lors du vaste mouvement populaire ont été très marquantes pour les membres de cette génération. En particulier les violences et violences sexuelles perpétrées par les forces de l'ordre et bien entendu les nombreux.ses blessé.e.s et les morts. Jusqu'au constat que même des pratiques comme les disparitions forcées de personnes pouvaient redevenir des pratiques courantes. De même, parmi ces aspects du passé qui sont revenus à la surface, le non-respect du peuple Mapuche dont la dictature a spolié quantité de terres et privé de droits fondamentaux se poursuit, avec d'autres arguments légaux mais avec les mêmes effets répressifs : la prison politique quand ils.elles s'insurgent.

Ainsi, les jeunes générations ont été contraintes à des prises de conscience - diverses en fonction de leur engagement- de ce que leurs parents et grands-parents ont subi dans leur

chair lors de la dictature de Pinochet. Notamment concernant le massacre de Laja San Rosendo.

Ce travail a permis aussi de comprendre le rôle que jouent les productions culturelles dans la transmission de la mémoire du Massacre de Laja San Rosendo. Elles servent non seulement à sensibiliser et à rendre visibles les événements pour les générations futures, mais elles provoquent également des prises de conscience personnelles et des engagements familiaux qui sont essentiels dans le processus de construction de mémoire. Cependant, l'efficacité de ces productions pour permettre une compréhension des faits et un engagement plus larges du public reste une question ouverte. Ceci souligne la complexité de la mémoire collective et la nécessité de stratégies variées pour sa transmission. À propos de l'interaction de ces productions culturelles avec les processus de transmission familiaux, les entretiens permettent de penser ces créations comme ayant un potentiel de vecteurs de transmission. C'est le cas, par exemple, de Paulina et Felipe, qui témoignent de l'émergence de moments de transmission et de changements de dynamique familiale après le visionnage du reportage télévisé.

Les pratiques artistiques et culturelles, ainsi que l'éducation, émergent comme des vecteurs essentiels pour la transmission et la réhabilitation de la mémoire du massacre. Elles réactivent le processus de transmission en mettant en lumière des événements passés et en les rendant pertinents dans le contexte contemporain. En même temps, l'éducation et les initiatives pédagogiques, bien que parfois limitées, offrent des opportunités pour engager les jeunes dans une réflexion critique sur l'histoire et sur les mémoires de la dictature.

En conclusion, la construction des mémoires par la troisième génération des familles des victimes du Massacre de Laja San Rosendo est un processus dynamique et évolutif, façonné par l'héritage familial, les influences culturelles et éducatives, et les expériences politiques et sociales contemporaines. Les mémoires de cet événement ne se limitent pas à un simple rappel des faits, mais se manifestent comme une force vivante, nourrie par le dialogue, l'engagement et la réappropriation collective et individuelle de l'histoire. Les mémoires s'inscrivent alors dans une dynamique de réarticulation constante, où le passé est continuellement réinterprété à la lumière des événements socio-politiques actuels.

Cette recherche souligne l'importance de poursuivre l'exploration des mémoires intergénérationnelles pour comprendre pleinement l'impact durable des traumatismes

historiques sur les sociétés contemporaines. La démarche que nous avons réalisée, nous a permis de saisir un bout de réalité qui permet déjà d'appréhender la complexité et l'hétérogénéité des processus de transmission de mémoires. Pourtant, elle constitue une recherche qui reste limitée, par rapport à la quantité d'entretiens mais aussi par rapport à la diversité de cas auxquels nous avons eu accès. Cela pourrait s'enrichir d'autres travaux qui abordent d'autres membres de cette génération, par exemple des familles qui ne se sont pas du tout impliquées dans une construction active de mémoire.

Une autre limite que nous avons pu identifier, ou peut-être une continuité que pourrait avoir ce travail, est la possibilité d'articuler ces récits dans une instance collective telles que des groupes de discussion composés des différentes générations. Or, le caractère traumatique des événements exige la prise en compte d'un soutien psychologique par exemple, notamment en ce qui concerne les générations qui ont directement vécu ces faits. Cela contraint à poser la question matérielle des frais pour que les participant.e.s puissent se déplacer, vu qu'ils.elles aujourd'hui très éparpillé.e.s. Cela nécessite des conditions que nous ne disposions pas pour cette démarche (équipe plus large, soutien psychologique, budget à cet effet, etc.).

Cette étude laisse ainsi un large terrain qui est encore à cultiver et renforce l'importance de soutenir et de poursuivre la recherche de vérité, de justice et de réparation. Elle souligne aussi la nécessité de créer des instances de construction de mémoires propices à connaître et interroger les zones grises de l'histoire de ces événements, et de regarder dans le passé avec les yeux du présent. Ainsi, la construction des mémoires qui ne restent pas figées dans l'horreur et qui encouragent la participation des différentes générations dans ce processus de construction dynamique, nous permet de penser une société plus empathique, plus respectueuse et plus juste.

Bibliographie

Sources primaires

Archivo Histórico de Concepción, María Eliana Vega, septiembre de 2019.

[<https://www.archivohistoricoconcepcion.cl/minisitios/politica/derechos-humanos-en-concepcion-1973-1990/>].

Biblioteca del Congreso Nacional de Chile, Ley N°18.799 CREA EL SISTEMA ELECTORAL BINOMINAL, 26/05/1989.

[https://www.bcn.cl/historiapolitica/elecciones/detalle_eleccion?handle=10221.1/63197&periodo=1973-1990].

Biblioteca del Congreso Nacional de Chile, Ley N°19.123 CREA CORPORACIÓN NACIONAL DE REPARACIÓN Y RECONCILIACIÓN, ESTABLECE PENSIÓN DE REPARACIÓN Y OTORGA OTROS BENEFICIOS EN FAVOR DE PERSONAS QUE SEÑALA, 08/02/1992, Última Versión 10/12/2009. [<https://bcn.cl/2o4yq>].

Entretiens réalisés par l’auteur dans le cadre de cette recherche, Concepción-Laja, mars-mai 2024.

Extraits des entretiens in Muñoz Hidalgo, Jonathan, *La memoria del golpe en San Rosendo*. COARTCUL, Andros Ltda, San Rosendo, Chile, 2023.

Extraits des entretiens in Rebolledo, Javier, *A la sombra de los cuervos. Los cómplices civiles de la dictadura*. Santiago de Chile : Ceibo, 2015, 472 pages.

Museo de la memoria y los Derechos Humanos, « Testimonios Audiovisuales. [Región del Bío Bío / Región de Ñuble](#) », 2013.

Museo de la Memoria y los Derechos Humanos, « Archivos de la Memoria en Chile. Región del Bio Bio », Santiago, 2016.

[https://openbiblio.museodelamemoria.cl/media/digitales/Archivos_de_la_Memoria_Bio_Bio.pdf].

Unidad Popular (Chile). Programa básico de gobierno de la Unidad Popular : candidatura presidencial de Salvador Allende . Disponible en Memoria Chilena, Biblioteca Nacional de Chile <https://www.memoriachilena.gob.cl/602/w3-article-7738.html> . Accedido en 12/7/2024.

Contexte

Álvarez Vallejos, Rolando et Gaudichaud, Franck, « Chili, 50 ans après le coup d’État : autoritarisme néolibéral, démocratisation et crises sociales », *IdeAs* [En ligne], no 21, 2023. [<http://journals.openedition.org/ideas/14703>, consulté le 9 mai 2024].

Araya Gómez, Rodrigo et Garcés Fuentes, Magdalena, « “El modelo tiene rostro de sangre”. Responsabilidad empresarial en procesos represivos durante la dictadura de Pinochet en Chile (1973-1990) », *Revista Latinoamericana De Trabajo Y Trabajadores* [En ligne], no 2, 2021, pp. 151–181. [<https://doi.org/10.48038/revlatt.n2.30>, consulté le 3 mai 2024].

Barozet, Emmanuelle, « De la transition à l’explosion du 18-O : malaise et rébellion populaire aux portes de la terre promise », *IdeAs* [En ligne], no 15, 2020. [<http://journals.openedition.org/ideas/8354>, consulté le 01 août 2024].

Cabrera Sánchez, José et Jofré Astudillo, Daniel, « Subjetivación de la memoria del trauma colectivo en nietos/as de víctimas de la dictadura chilena », *Psicología USP* [En ligne], no 33, 2022. [<https://doi.org/10.1590/0103-6564e210061>, consulté le 22 février 2024].

Cleary, Eda, « Chile: entre la imagen de éxito y los fantasmas del subdesarrollo », *Polis* [En ligne], no 18, 2007. [<http://journals.openedition.org/polis/4145>, consulté le 23 mars 2024].

Díaz, Paola, « D'une vérité à l'autre sur les crimes du passé : Le cas du Chili », in Cefai, Daniel et Terzi, Cédric (Eds.), *L'expérience des problèmes publics*. Paris : Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 2012, pp. 321-350.

Fundación Sol, « Los verdaderos sueldos de Chile », Santiago de Chile, 2018. [https://fundacionsol.cl/cl_luzit_herramientas/static/wp-content/uploads/2020/05/Vs-NESI-2018-v3-1.pdf].

Gárate Chateau, Manuel, *La revolución capitalista de Chile (1973-2003)*. Santiago de Chile: Editorial Universidad Alberto Hurtado, 2012, 589 pages.

Gaudichaud, Franck, *Chili 1970-1973. Mille jours qui ébranlèrent le monde*. Rennes : Presses universitaires de Rennes, coll. « Des Amériques », 2013, 345 pages.

Gaudichaud, Franck, « Quand l'État chilien se proposait de construire la démocratie économique. Nationalisations, Aire de propriété sociale et système de participation des salariés durant l'Unité populaire (1970-1973) », *Amérique Latine Histoire et Mémoire. Les Cahiers ALHIM* [En ligne], no 28, 2014. [<http://journals.openedition.org/alhim/5084>, consulté le 12 août 2024].

Huneus, Carlos, *The Pinochet regime*. Lynne Rienner Publishers : Colorado- London, 2007, 625 pages.

Jara, Daniela, « Ética, estética Y política Del Duelo: El Museo De La Memoria Y Los Derechos Humanos En Chile », *A Contracorriente: Una Revista De Estudios Latinoamericanos* [En ligne], vol. 15, no. 2, 2018, pp. 245-263. [<https://acontracorriente.chass.ncsu.edu/index.php/acontracorriente/article/view/1744>, consulté le 18 décembre 2023].

Jelin, Elizabeth et Langland, Victoria (Ed.) *Monumentos, memoriales y marcas territoriales*. Buenos Aires, Argentina : Siglo XXI, 2003, 229 pages.

Kornbluh, Peter, *Pinochet desclasificado*. Santiago de Chile: Catalonia, 2023, 532 pages.

Leal Buitrago, Francisco, « La doctrina de seguridad nacional: materialización de la guerra fría en América del Sur », *Revista de Estudios Sociales* [En ligne], no 15, 2003, pp. 74-87. [<http://journals.openedition.org/revestudsoc/26088>, consulté le 23 janvier 2024].

León Donoso, Víctor, « La decadencia del ferrocarril en la red centro sur de Chile (1950-1990) », XVI Jornadas Interescuelas/Departamentos de Historia. Departamento de Historia. Facultad Humanidades. Universidad Nacional de Mar del Plata, Mar del Plata, 2017. [<https://www.aacademica.org/000-019/412>].

Lira, Elizabeth, « Trauma, duelo, reparación y memoria », *Revista de Estudios Sociales* [En ligne], no 36, 2010, pp. 14-28. [<http://www.scielo.org.co/pdf/res/n36/n36a02.pdf>, consulté le 16 novembre 2023].

Miranda Osorio, Natalia, « El capital y su repercusión en la geografía urbana: el caso de la CMPC en Puente Alto, 1970-1973 », 2017. [<https://repositorio.uchile.cl/handle/2250/146917>].

Muñoz Hidalgo, Jonathan, *La memoria del golpe en San Rosendo*. COARTCUL, Andros Ltda, San Rosendo, Chile, 2023.

Peñaloza Palma, Carla, « Duelo callejero: mujeres, política y derechos humanos bajo la dictadura chilena (1973-1989) », *Revista Estudios Feministas* [En ligne], vol. 23, no 3, 2015, pp. 959-973. [<https://doi.org/10.1590/0104-026X2015v23n3p959>, consulté le 23 janvier 2024].

Piper, Isabel et Hevia, Evelyn, *Espacio y recuerdo: archipiélago de memorias en Santiago de Chile*. Santiago de Chile: Ocho Libros, 2012.

PNUD-Chile, « Desiguales. Orígenes, cambios y desafíos de la brecha social en Chile », Santiago de Chile, PNUD, 2017. [<https://www.cl.undp.org/content/chile/es/home/library/poverty/desiguales--origenes--cambios-y-desafios-de-la-brecha-social-en-.html>].

Rebolledo, Javier, *A la sombra de los cuervos. Los cómplices civiles de la dictadura*. Santiago de Chile : Ceibo, 2015, 472 pages.

Reyes, M. J., Muñoz, J., et Vázquez, F., « Políticas de Memoria Desde los Discursos Cotidianos: La Despolitización del Pasado Reciente en el Chile Actual », *Psykhé* [En ligne], vol. 22, no 2, 2013, pp. 161-173. [<http://dx.doi.org/10.7764/psykhe.22.2.582>, consulté le 26 Janvier 2024].

Site web Compañía Manufacturera de Papeles y Cartones (CMPC), “Nuestra historia”. [<https://www.cmpc.com/nosotros/historia/>].

Stecher, Antonio, « Trabajo y Precarización Laboral En El Chile Neoliberal. Apuntes Para Comprender El Estallido Social de Octubre 2019 », in Kathy Araujo (dir.), *Hilos Tensados: Para Leer El Octubre Chileno*. Santiago de Chile: USACH, coll. IDEA, 2019, pp. 37-82.

Stern, Steve, De la memoria suelta a la memoria emblemática: hacia el recordar y el olvidar como procesos histórico (Chile, 1973- 1998). En Jelin E. (comp.). *Las conmemoraciones: Las disputas en las fechas “in-felices”*, S. XXI., 1998, Pp. 11-33.

Victoriano Serrano, Felipe, « Estado, golpes de Estado y militarización en América Latina: una reflexión histórico política », *Argumentos* [En ligne], México DF, vol 23, no 64, 2010, 175-193. [http://www.scielo.org.mx/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S0187-57952010000300008&lng=es&rm=iso, consulté le 10 janvier 2024].

Winn, Peter et Stern, Steve, « El tortuoso camino chileno a la memorialización », in Winn Peter, Stern Steve, Lorenz Federico et al., *No hay mañana sin ayer. Batallas por la memoria histórica en el Cono Sur*, Santiago de Chile: LOM, 2014, pp. 205-326.

Cadre théorique :

Breuer, Franz et Roth, Wolff-Michael, « Subjectivity and Reflexivity in the Social Sciences: Epistemic Windows and Methodical Consequences », *Forum Qualitative Sozialforschung Forum: Qualitative Social Research* [En ligne], vol. 4, no 2, 2003. [<https://doi.org/10.17169/fqs-4.2.698>, consulté le 5 janvier 2024].

Centre national de ressources textuelles et lexicales, 2012, En ligne.

Crenzel, Emilio, « Los Derechos Humanos y las políticas de la memoria. Reflexiones a partir de las experiencias de las comisiones de la verdad de Argentina y Chile », in Ricard Vinyes, *El Estado y la memoria: gobiernos y ciudadanos frente a los traumas de la historia*. Barcelona: Editorial RBA, 2009, pp. 357-367.

Faúndez, Ximena; Brackelaire, Jean-Luc et Cornejo, Marcela, « Transgeneracionalidad del Trauma Psicosocial : Imágenes de la Detención de Presos Políticos de la Dictadura Militar Chilena Reconstruidas por los Nietos », *Psykhé* [En ligne], vol. 22, no 2, 2013, pp. 83-95. [<https://dx.doi.org/10.7764/psykhe.22.2.563>, consulté le 3 mars 2024].

Manuel Garretón, « Del “Estallido” al Proceso Refundacional. El Nuevo Escenario de la Sociedad Chilena », *Asian Journal of Latin American Studies*, Vol. 34, No. 2, 2021, pp. 39-62. [<https://doi.org/10.22945/ajlas.2021.34.2.39>].

Haraway, Donna, « Conocimientos situados: la cuestión científica en el feminismo y el privilegio de la perspectiva parcial », in Haraway, Donna, *Ciencia, cyborgs y mujeres. La reinención de la naturaleza*. Madrid: Ediciones Cátedra, (1991) 1995, pp. 313-345.

Piper Shafir, Isabel, Montenegro, Marisela, « Ni víctimas, ni héroes, ni arrepentido/as. Reflexiones en torno a la categoría “víctima” desde el activismo político », *Revista de Estudios Sociales* [En ligne], no 59, 2017, pp. 98-109. [<https://doi.org/10.7440/res59.2017.08>, consulté le 8 mars 2024].

Reyes, María José, « Generaciones de memoria: una dialógica conflictiva », *Revista Praxis* [En ligne], vol. 11, no 15, 2009, pp. 77-97. [<http://dx.doi.org/10.7764/psykhe.22.2.582>].

Reyes, María José, Cornejo, Marcela, Cruz, María Angélica, Carrillo, Constanza et Caviedes, Patricio, « Dialogía intergeneracional en la construcción de memorias acerca de la dictadura militar chilena », *Universitas Psychologica* [En ligne], vol.14, no 1, 2014, pp. 255-270. [<https://repositorio.uchile.cl/handle/2250/137010>, consulté le 17 mars 2024].

Stern, Steve, « De la memoria suelta a la memoria emblemática: hacia el recordar y el olvidar como procesos histórico (Chile, 1973- 1998) », in Jelin, Elizabeth (comp.). *Las conmemoraciones: Las disputas en las fechas “in-felices”*. Buenos Aires: S. XXI, 1998, pp. 11-33.

Troncoso Pérez, Lelya Elena et Piper Shafir, Isabel, « Género y memoria: articulaciones críticas y feministas », *Athenea Digital* [En ligne], vol. 15, no 1, 2015, pp. 65-90. [<http://dx.doi.org/10.5565/rev/athenea.1231>, consulté le 10 avril 2024].

Van Alphen, Ernst, *Caught by History. Holocaust Effects in Contemporary Art, Literature and Theory*. California : Stanford University Press, 1997.

Waldman, Gilda, «A Cuarenta años Del Golpe Militar En Chile. Reflexiones En Torno a Conmemoraciones Y Memorias », *Revista Mexicana De Ciencias Políticas Y Sociales* [En ligne], vol. 59, no 221, 2015, pp. 243-266. [[https://doi.org/10.1016/S0185-1918\(14\)70823-2](https://doi.org/10.1016/S0185-1918(14)70823-2), consulté le 13 août 2024].

Cadre méthodologique

Atria, Fernando, *La Constitución tramposa*. Santiago de Chile : LOM Ediciones, 2020.

Berthier, Nicole, *Les techniques d'enquête en sciences sociales*. Paris : Armand Colin, 2016.

Blanchet, Alain et Gotman, Anne, *L'entretien*. Paris : Armand Colin, coll. 128, (2007) 2è ed. 2015.

Bloch, Marc, *Apologie pour l'histoire ou Métier d'historien*. Paris : Armand Colin, 1949.

Cornejo, Marcela, Reyes, María José, Cruz, María Angélica, Villarroel, Nicolás, Vivanco, Anastassia, Cáceres, Enzo et Rocha, Carolina, « Historias de la Dictadura Militar Chilena Desde Voces Generacionales », *Psyche* [En ligne], vol. 22, no 2, 2013. [<https://dx.doi.org/10.7764/psykhe.22.2.603>, consulté le 2 décembre 2023].

Dammert, Lucía, *Fear and Crime in Latin America: Redefining State-Society Relations*. New York: Routledge, 2012.

Jablonka, Ivan, « L'historicité de l'historien ou la place des morts », *Sociétés & Représentations* [En ligne], vol. 1, no 43, pp. 83-98, 2017. [<https://doi.org/10.3917/sr.043.0083>, consulté le 5 avril 2024].

Hirsch, Marianne, *La generación de la posmemoria: escritura y cultura visual después del Holocausto*. Madrid, España: Editorial Carpe Noctem, 2015.

Halbwachs, Maurice, *La mémoire collective*. Paris : Presses universitaires de France, 1950.

Jelin, Elizabeth, *Las tramas del tiempo : Familia, género, memorias, derechos y movimientos sociales*. Compilado por Ludmila Da Silva Catela ; Marcela Cerrutti ; Sebastián Pereyra. - 1a ed. Ciudad Autónoma de Buenos Aires : CLACSO, 2020, 1095 pages. [https://ri.conicet.gov.ar/bitstream/handle/11336/159454/CONICET_Digital_Nro.5c890d1c-2891-4021-83c8-28ff51c953b9_A.pdf?sequence=2&isAllowed=y].

Manheim, Karl, « El problema de las generaciones », *Reis: Revista Española de Investigaciones Sociológicas* [En ligne], no 96, (1928) 1993, pp.193-242. [<https://reis.cis.es/index.php/reis/article/view/1980>, consulté le 18 mai 2024].

Manzi, Jorge, Helsper, Ellen, Ruiz Soledad, « Pasado que nos pesa: la memoria colectiva del 11 de septiembre de 1973 », *Revista de Ciencia Política* [En ligne], vol. 23, no 2, 2003, pp. 177-214. [<http://dx.doi.org/10.4067/S0718-090X2003000200009>, consulté le 04 mai 2024].

Martín-Baró, Ignacio, « La violencia política y la guerra como causas del trauma psicosocial en El Salvador », *Revista de Psicología de El Salvador* [En ligne], vol. 7, no 28, 1989, pp. 123-141. [https://www.uca.edu.sv/coleccion-digital-IMB/wp-content/uploads/2015/11/1988-La-violencia-pol%C3%ADtica-y-la-guerra-como-causas-del-trauma-RP1988-7-28-123_141.pdf, consulté le 18 mai 2024].

Mayol, Alberto, *Big Bang: Estallido social 2019*. Santiago de Chile : Catalonia, 2020.

Moulián, Tomás, *Chile actual: anatomía de un mito*. Santiago de Chile : LOM ediciones, 1997.

Paillé, Pierre et Mucchielli, Alex, « Chapitre 11. L'analyse thématique », in Paillé, Pierre et Mucchielli, Alex (Dir), *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*. Paris : Armand Colin, 2016, pp. 235-312.

Piper Shafir, Isabel, Montenegro, Marisela, « Ni víctimas, ni héroes, ni arrepentido/as. Reflexiones en torno a la categoría "víctima" desde el activismo político », *Revista de Estudios Sociales* [En ligne], no 59, 2017, pp. 98-109. [<https://dialnet.unirioja.es/servlet/articulo?codigo=5908022>, consulté le 28 janvier 2024].

Reyes, María José, Cruz, María Angélica et Aguirre, Félix, « Los lugares de memoria y las nuevas generaciones: algunos efectos políticos de la transmisión de memorias del pasado reciente de Chile »,

Revista Española de Ciencia Política [En ligne], no 41, 2016, p. 93-114. [<https://doi.org/10.21308/recp.41.04>, consulté le 5 mai 2024].

Stern, Steve, « Memorias en construcción: los retos del pasado presente en Chile, 1989-2011 », *Anuario Digital (Universidad Nacional De Rosario. Escuela De Historia)* [En ligne], no 24, 2013, pp. 99-119. [<https://doi.org/10.35305/aei.v0i24.99>, consulté le 16 janvier 2024].

Vasilachis, Irene, « Los fundamentos ontológicos y epistemológicos de la investigación cualitativa », *Forum: Qualitative Social Research* [En ligne], vol. 10, no 2, 2009, pp. 1-27. [<https://www.qualitative-research.net/index.php/fqs/article/view/1299/2778>, consulté le 7 mai 2024].

Annexes

Annexe 1 : Guide d'entretien

Questionario inicial

1. ¿Cuál es tu edad?
2. ¿Cuál es tu género? femenino, no binario, masculino, otro (especificar:)
3. ¿Dónde vives? ¿Siempre has vivido ahí? Si no, ¿dónde has vivido antes?
4. ¿Cuál fué el último nivel de educación que cursaste? Precisar según el caso.
 - no fuí al colegio
 - enseñanza básica
 - enseñanza media
 - carrera universitaria
 - postgrado
 - magister
 - doctorado
5. Nivel de estudios de tu(s) madre(s), padre(s) y actividad profesional/ laboral
6. ¿A qué te dedicas hoy?
 - Estudios:
 - Trabajo (incluye cuidados y trabajo doméstico)
 - Otras actividades principales en tu vida
7. ¿Cuál es tu lazo familiar con la masacre Laja-San Rosendo?
8. Actividad política/ sindical / militante
9. posición en espectro político

Temáticas: (indicativo, tratar de que se desarrollen de manera espontánea)

a) Conmemoración 50 años

Comenzar con una pregunta más general : ¿Cómo sentiste la conmemoración de los 50 años del Golpe? ¿Qué percibiste como actitud en la sociedad para la conmemoración de esta fecha?

b) Memorias/ relatos en torno a la Masacre, ¿cómo se hizo esa transmisión?

¿Te acuerdas cuando te enteraste de los hechos de la Masacre de Laja-San Rosendo? (Quién/ cuándo/ cómo te lo contaron)

-Actitud familiar percibida en torno a estos hechos

-juicio en curso, opinión ¿qué importancia tiene? ¿Cómo percibiste/ recibiste la sentencia final que salió en marzo con respecto a la masacre?

c) Presente (si no lo han hablado aún)

¿Cómo viviste el período del estallido social / cómo viviste el proceso constituyente?

Annexe 2 : Tableau qui regroupe les résultats des questionnaires réalisés auprès de chaque participant.e au début des entretiens

Participant	Lien de parenté	Genre	Lieu(x) de vie	Dernier niveau éducation atteint	Dernier niveau éduc parents	Activité présente	Activité(s) politique	Position dans le spectre politique
Paulina 38 ans	Petite-fille (Laja)	F	Concepción	Universitaire	M: Lycée non terminé P: Lycée non terminé	Actrice	Actividad sindical en SIDARTE Biobio	"de derecha no soy.."
Sebastián 36 ans	Petit- fils (San Rosendo)	M	Concepción	Universitaire	M: Lycée P: Universitaire	Fonctionnaire	non	Gauche
Ernesto 42 ans	Neveu (San Rosendo)	M	La aguada (Yumbel)	Liceo Técnico (Bac Pro)	M: universitaire P: Bac Pro	Travail du bois	Défense du Río Laja et soutien discret a la communauté mapuche	Gauche
Marcela 31 ans	Petite-fille (Laja)	F	Laja	CAP	M: CM1 P: Bac	Aide-soignant	non	pas de position
Sofía 31 ans	Petite-fille (San Rosendo)	F	Santiago	Universitaire	M: universitaire P: Universitaire	Avocate	pas en ce moment	Gauche
Gloria 66 ans	Soeur (Laja)	F	Laja	Lycée	-	Femme au foyer	AFDD Laja-San Rosendo	Gauche
Emilia 64 ans	Fils (San Rosendo)	M	Concepción	Universitaire	-	Comptable	AFDD Laja-San Rosendo	Gauche

- En jaune : Membres de *La Agrupación*, deuxième génération.

Annexe 3: Exemple d'une transcription d'entretien (entretien Marcela)

Cuestionario:

1. Edad: 31
2. Femenino
3. Laja / Concepción por unos años/ de nuevo en Laja
4. Técnica en enfermería/ actualmente estudiando otra cosa
5. P: Educación media completa- soldador/ actualmente botillería / M: 4to básico- dueña de casa
6. Trabajo en un departamento de salud (Técnico en enfermería) y estudio online administración de empresas
7. Nieta de (XXX) (Laja) hija de (XXX)
8. No cero soy cero política.
9. Espectro político: De nada, me disgusta de hecho, me carga (se ríe)

(El registro de audio comienza un poco después de conversar porque ella me empezó a comentar cosas y cuando hubo una pausa le pregunté para comenzar el registro).

Reconstitución

Yo fui creo que al primero, bueno no me acuerdo fui a una de las dos.. debe haber sido hace como 5, 6 años... yo creo que es como lo más jeví que he vivido acompañando a mi mamá. Porque estaban ellos po'... no todos pero estaban, estaban ahí.

Bueno reconstruir cómo había sido, cada uno tenía que indicar cómo había pasado, entonces si se genera como un ambiente super tenso, te genera como un poquito ansiedad y angustia, no sé, como mezcla de cosas, imagínate a mi que, y para ella, o para ellos todos los familiares que andaban, yo creo que eso es como lo más[...]

Todo lo que sé es por mi mamá, porque a ver, yo tenía... estaba como en sexto cuando mi abuela falleció. Que edad tenía como 12, 11.. no sé si alguna vez me contó algo con respecto al tema pero no recuerdo. Mi mamá nomás de siempre, de toda la vida..

¿Y eso tu te acuerdas de en qué momento te enteraste de esta historia si fue algo que siempre estuvo?

Si, para mi es como algo de siempre, no podría decir "ay fue algo que me contó cuando cumplí tanto" como que siempre estuvo contando historias entonces siempre supe que mi abuelo había fallecido por tal (silencio) situación, y siempre lo supe nomás.

Después, claro, hubieron hartos reportajes donde también yo fui entendiendo un poquito más como todo pasó.

¿Y tú creciste en Laja?

En Laja sí, siempre, solo me fui a Conce un tiempo pero fue ya grande, tenía como 20, y ahí estuve fuera como 4 años. Y ahora volví, por eso estuve también varias veces en velaciones y en alguna reunión quizás que acompañé a mi mamá..

Y en Laja así como en alrededor; colegio, amigas/os y todo, ¿se hablaba de eso o no mucho?

No, yo siento que no. Al menos de mi generación como colegio compañeros en la básica algo así no, cero. De hecho, creo que ahora ya de más grande le he ido contando a algunos amigos más cercanos, gente que yo considero más, y gente que queda aún como que no la cree po', o que no sabe que paso acá en Laja.

Bueno quizás el reportaje igual viralizó un poquito hace unos años el de Chilevisión, ese fue como bien visto y como que viralizó hartito. Pero.. no sé, siento que la gente no se conmueve mucho con el tema. Bueno no sé si es no conmoverse, es miedo o no sé.. Pero me pasa que en Laja es como que la gente no... no le conmueve ese caso.

El año pasado de hecho la señora Gloria con mi mamá solicitaron al alcalde la autorización para ellos desfilar como agrupación, y era la **primera vez (pone énfasis)** que se hacía, ahora 50 años después. Nunca se les invitó como agrupación por ejemplo a participar del desfile...

¿Del desfile?

Del desfile que hacen el 18, que es como que ya participan todas las agrupaciones de distintos tipos. Nunca habían participado en nada.

¿Y qué les dijeron?

Les dijeron que sí pero que la reseña por ejemplo iba a ser hecha por la municipalidad, no las dejaron a ellas llevar una reseña. Entonces como que, o sea ese tipo de cosas, como que igual tratan de bajarle un poquito el.. yo siempre he sentido eso, y que no es muy conocido.

Hace poco fuimos a un colegio a Río Claro, y estaban haciendo lo mismo, eran niños de 4to medio creo, y era como un trabajo que les hizo un profesor de historia y les hizo averiguar acerca de este caso.

Vinieron a Laja, fueron a conocer el cementerio, el memorial. Y vinieron y cada uno como que tomó una persona, o eran de dos... entonces unos como que tomaron a la señora Gloria, dos a mi mamá y ahí hicieron como un tipo de investigación del caso de cada una y después lo expusieron y ahí nos invitaron. Eso estuvo bonito.

¿y eran de 4to medio?

Si pucha no sé, 3ero o 4to, pero ya eran del liceo.

¿Y tú fuiste también?

Acompañé a mi mamá esa vez a como la exposición que ellos hicieron del tema. Fue, no sé, fue extraño, porque como te digo, jamás acá en Laja he visto algo así.

Una vez, sin ir más lejos, mi mamá preguntó si en el liceo, parece, podían pasar el reportaje de Chilevisión y no, no se autorizó. Entonces ir a otro pueblo que es aún más chiquitito y que ni siquiera fue donde fue, si fue como emocionante.. y los niños estaban como muy conmovidos con la, con la historia en general que tampoco tenían idea hasta que el profesor se las dio a conocer.

Transmisión generacional:

Yo creo que se va a acabar después de nosotras esa conexión que dices tú, porque ya se empieza a perder, se empieza a perder esa como cercanía que uno vivió porque... claro de mi mamá yo lo escuche toda la vida pero uno no lo anda como tampoco tanto recordando a los demás, o a los sobrinos, no sé. Entonces yo creo que lastimosamente se va a como cortar con nosotras el... y lo que veo acá po', que no hay ganas o intenciones de que permanezca memoria sobre el tema..

¿Y en el resto de tu familia cómo percibes tú este tema?

Sí es algo que siempre se ha conversado entre nosotros. Mi papá yo diría que es un poco más al margen, pero entre nosotros como hijos es algo que siempre ha estado presente, no sé en una sobremesa, y de hecho siento que cada vez mi mamá como que ha ido soltando un poco más de cosas que ocurrieron. Como agregando una historia más, o un sentimiento más, que quizás al principio le costó abrirse porque... bueno, pasaron muchas muchas cosas, muchas cosas feas que, yo creo que hubo un momento en que no nos quiso decir, cuando eramos mas chicos. Pero ahora que hemos ido creciendo sí nos has ido contando otras cosas que son super crudas, entonces al final es como que nunca acaba, va aumentando como su experiencia, sus historias, como que al final cada vez te vai enterando de algo nuevo... que va, te va pesando igual un poquito más, que son dolores de ella que tiene guardados.

Lo único que nunca hizo fue inculcarnos un cierto odio o rechazo a la institución, por ejemplo. No, son cosas que nunca hizo. Nunca yo de chica así como que... odié a la institución o... porque ella no lo veía tan así po'.

(11:32:59)

¿Y qué sientes tú que ella les transmitió de esto?

En qué sentido?

como postura frente a esto

Lo que yo creo que eso, nunca ha habido odio, la palabra literal. Pena y... no sé, yo creo que obviamente a ella le cambió la vida, ella tenía 17 años. Pero.. odio, no. Siento que no... no es algo que ella haya sentido. Pero si la removió mucho, mucho.. vivió muchas cosas.

Además, 17 años, igual como que una ya es más...

Claro, razona y todo, y ella estuvo buscando a mi abuelo. O sea estuvo, participó de toda la búsqueda, ella fue a reconocerlo, bueno lo que quedaba. Entonces sí, ella vivió todo.

Y tu abuelo era, trabajaba...

Mi abuelo trabajaba en la fábrica, pero era obrero. No sé, siempre en las.. .como en las reseñas ponen que era contratista, pero eso es algo que está mal (sonríe). Trabajaba para una empresa contratista. Trabajaba en la fábrica, al menos en ese momento. Tenía 45 años.

¿Y militaba o algo?

No, no, de hecho mi abuela creo que era como más, más política pero él cero, nada que ver con política.

¿Y cuál es el relato de por qué lo fueron a buscar a él?

Mi mamá dice que fue algo personal porque mi abuelo era bueno para el trago, y había un carabinero que era capitán en ese tiempo acá, y siempre tenía problemas con él porque, bueno no sé si daría jugo o que lo encontraba por ahí, pero siempre tenía como esos altercados con él. Y que esa vez cuando los empezaron como a sacar, él venía saliendo también y él lo vió. Él lo vió saliendo y fue como “ya, tu igual”. Y de hecho después el mismo weón, este... Capitán ¿Rodríguez? no sé el nombre. Eh, cuando mi mamá lo fue a ver una de las veces a la comisaría, cuando todavía estaban detenidos, él le dijo en su cara que él, por su papá, que él no iba a salir vivo de ahí. Se lo dije antes, como dos días antes de que ya desaparecieran, le confirmó así como en su cara, le dijo que él no iba a salir vivo de ahí. Entonces fue como algo personal entre él y mi abuelo, nada político, cero (se ríe como “absurdo”).

Yo creo que por eso socialmente lo tapan, porque no sé, la gente se quedó con que todo fue por algo político sí o sí, es como... como que la gente se lo buscó, tampoco es que se justifique pero no po'. Hubieron muchos casos que fueron como porque sí nomás, como personal porque, no sé, porque si había un niño entre los 21 de acá que tenía como 14, o 16 el más chico, así que... no tiene conexión de que fuera político si era un niño..

Ah claro, está bueno saber directamente, porque es verdad que de repente la información como “oficial” está tergiversada, Dice contratista, si algo así. Dirigente, yo cuando busqué a tu abuelo, creo que me aparecía socialista, dirigente.

Si si si, socialista creo que dice.

así que no, mi abuela era un poco más metida en la política pero mi abuelo nada, como te digo el andaba en otra no, fue personal.

Conmemoración 50 años golpe

Pucha después de la decepción del estallido social es como.. no veo.. yo creo que ahí, como que ahí termine de sentir un poquito, de sentir un, un, una pincelada de lo que quizás pasó en ese tiempo (*dictadura*) porque igual fue jevi acá cerca de Conce, en ese tiempo todavía estaba alla po', de hecho fui a varias marchas y pasaron cosas jevi po', circularon muchos videos, no sé si tu te enteraste. Entonces sí fue un momento como igual... algo parecido a lo que quizás pudo haber ocurrido antes po'. Y eran cosas que me causaban como, no sé, como ansiedad, angustia. Fue fuerte lo del estallido. Y ahí fue como que dije “uy” me imagino como debe haber sido... el golpe, si esto era nada en comparación.

Y sobre los 50 años no, como te digo yo siento que no, la gente no se conmueve mucho, el que no lo vivió, que no tuvo el problema, como... pasó nomás. Pero veo cero empatía.

Bueno ahora el presidente, el Boric, hizo como una conmemoración un poquito más masiva po', de los 50, se viralizó un poquito más por la tele al menos y eso po', pero igual siento que queda hasta ahí nomás.

La gente es como el comentario es como "uy, todavía andan en eso si ya pasó hace 50 años". Sí, aquí en Laja sobre todo, es como "uy, todavía", así como "ya aburrirse". Y es jevi porque... yo no lo entiendo, porque hay imágenes, hay evidencia como super clara y es como que a nadie le conmueve.

Hace poquito fui al museo de la memoria y igual es super jevi salir de ahí, ¿tu has ido? Es fuerte, yo ni siquiera lo terminé porque fue como ya suficiente.

Entonces habiendo tanta evidencia, no entiendo como... siento, siempre he sentido que la gente de afuera que viene como a investigar o que se entera del caso se conmueve mucho más que la misma gente de acá. Mi mamá siempre dice que es, o piensa que es como miedo... acá en Laja al menos, que todavía es como un pueblito más chico, la gente quedó muy asustada y, por lo mismo, prefiere como no meterse, no opinar. Yo creo que al que le pasó, le molesta que el otro no diga nada, pero si po'. el nivel quizás de trauma que quedó, o de cosas que igual vieron, que aún sienten el miedo de opinar. Por eso te digo, es como que lo ven pero es como "ah ya" o "ya ya, cortenla con eso si ya pasó".

Si acá es miedo, porque, al final, obviamente la gente que queda acá es gente antigua que lo vivió y que tiene miedo y las generaciones aquí siempre se van yendo po', no es que se quede mucha gente joven, entonces la gente que queda acá es gente adulta que está con miedo aún, o que... o que no quiere creer (rie).

FALLO / JUSTICIA: percepción personal/ familiar

¿Cómo percibiste/ recibiste la sentencia final que salió en marzo con respecto a la masacre?

Mmm... o sea... (reflexiona) es que siento que obviamente nunca se va a pagar lo que se tuvo que haber pagado, a ver ahora ¿cuántos quedan?, hartos menos y de los demás están todos fallecidos... no sé.

¿Quiénes?

Los carabineros involucrados. No sé yo creo que al final cada uno pagó a su manera nomás y... en base a lo que decía delante, mi mamá nunca nos inculcó como el odio, ni ella siento que lo siente, entonces para ella siempre ha sido como "bueno, así como la vida se habrá encargado" o "la vida se encargará". No es como que ella se esmere porque estén presos o porque no salgan más, como que sea su objetivo, no.

Entonces como que yo lo percibo de la misma forma po'... No, no es como algo que nos desviva si están o no presos, a estas alturas siento que ya no importa. De hecho ella me dice "en este momento me sirve más una compensación eh, monetaria por lo que pasó que, que estén o no presos".

Claro, y que está eso también...

Claro que está en camino hace años igual, como que bueno, no sé, no sé en qué proceso va todavía, se suponía que quedaba poquito po'. Ahí salieron las condenas po' cierto, quedaron como... todos perpetuos, se supone algo así.. o eran distintas.

Como te digo, a mi mamá no es como algo que le cambie la vida el tema de la justicia. Y ya pasaron tantos años que ya tampoco va a valer la pena la condena porque al final estuvieron toda la vida viviendo normal po'. O bueno, supongo que no tan normal... espero, espero que no. Espero que no hayan vivido tranquilos po', tranquilamente.

Pero yo creo que no, porque mi mamá se encontró como en dos oportunidades a dos de ellos en Los Ángeles, o uno en Los Ángeles y uno en Conce. Y como ya habían sucedido reconstrucciones y todo ya entre comillas se ubicaban, y las dos veces los tipos como que se arrancaron, se escondieron cuando la vieron. Entonces esos son indicios de que no andaban tan tranquilos por la vida.

Así que como que mi mamá se conforma con esas cosas. Como un mínimo de remordimiento, o que su familia sepa, de que su hijo, nieto... Igual jevi enterarse de algo así como nieto, por ejemplo. Esas cosas pensaba, así como si hubiese sido al revés, si me entero que mi abuelo fue asesino de..., igual es jevi. Y eso igual salió a la luz, nombres públicos, todo, entonces no creo que sea como así nomás para las familias.

Me imagino claro lo que tu decías por ejemplo del reportaje que debió haber sido hartito más masivo, entonces ahí igual..

Sipo ahí salieron caras, nombres, al menos sí, si estaban en algún trabajo sus colegas supieron, o sus vecinos, yo creo que eso los removió hartito. Yo creo que eso ha sido como lo más grande que se ha hecho po', como a nivel país, ese reportaje, porque era un programa bien visto, era un canal chileno..

¿Y tú te acuerdas así como de eso? no sé, alrededor tuyo, de las reacciones de cuando lo viste

Sí, de hecho recuerdo como claro el día que lo iban a dar y fue como emocionante. Sí, sí me acuerdo, estaba en Conce viviendo en ese tiempo, debe haber sido como el 2000.. 18, más o menos, no antes, 2016 más o menos salió ese reportaje, y ahí de hecho harta gente me habló y ahí me di cuenta que entonces sí harta gente lo vió.

Después con los años lo volví a ver me acuerdo.. ahora no lo veo hace tiempo pero es bueno el reportaje. ¿Tu lo viste entero?

Y una vez hicieron una película o como un corto pero fue hecho aquí en Laja nomás. No sé si supiste eso, hace años sí que lo hizo el Roberto Varas... se llama.

[...]

¿Oye y el proceso constituyente cómo lo viviste y qué piensas de como terminó?

O sea, fue emocionante po', cuando comenzó, cuando hubo como esa esperanza, esa lucecita, fue super emocionante. Porque pa' mi también tenía que ver con este arrastre de todo, era como... no sé, como decía cómo "uy, que bacan que mi mamá se va a morir y va a ver como un cambio cachai como una nueva, una evolución". Y participé, no tan, tan invasiva pero fui a marchas dentro de lo que pude. Y después cuando, cuando no aprobaron la nueva constitución, nooo... fue súper decepcionante, me dio mucha pena. Y me dio pena más que nada por eso, por la gente. Como tan fácil de... de lavar cerebros por la poca educación. Siento que aquí en Laja se rumoreaba mucho como "no es que tenemos dos casas nos van a quitar una", o no sé, si tenemos muchos animales también nos van a quitar los animales, porque... rumores que empezó a correr obviamente, en la política... y que la gente lo creyera po', lo creyera y en base a eso fue a votar que no a algo que enverdad les beneficiaba po', y que los hicieron creer que era todo lo contrario.

Entonces sí fue triste. Y más todo lo que había pasado en el estallido social, igual ocurrieron cosas fuertes y graves. Y dije como que lata que de nuevo hubieron víctimas y por nada, nuevamente.

Entonces si fue como triste y ahí fue como un cierre de puerta dije “ya chao política”, o sea no, de nuevo se perdió **la** oportunidad y si fue como “okey.. será aceptar vivir así nomás”.

Si po’, cuando ganó el apruebo como “uy, ya que bacán” como tanta esperanza y después ya la misma gente que fue a aprobar rechazó la constitución, por pura desinformación y eso es lo más triste po, que es solo falta de información..